

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - un But - Une foi

UNIVERSITÉ DES LETTRES ET
DES SCIENCES HUMAINES DE BAMAKO
DE BAMAKO (ULSHB)



FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

Mémoire
En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sociologie
Option « Société, Culture et Développement »

*

Quand le Mali s'arrêtait à Konna :
Approche socio-historique d'une ville-frontière oubliée entre le Nord et le Sud

Présentée par : Aïssata KAMPO

Dirigé par : Gilles HOLDER, Anthropologue au CNRS, IMAF, Laboratoire MACOTER

Membre du Jury :

1 Dr Charles Grémont /historicien/CNRS/MaCoTer..... Président
2 Bréma Ely Dicko/ Sociologue/Maîtres de conférence/ULSHB..... Rapporteur

Année universitaire 2019-2021



LABORATOIRE MIXTE INTERNATIONAL
MACOTER
RECONFIGURATIONS MALIENNES
COESIONS - TERRITOIRES - DÉVELOPPEMENT



Campus de Kabala, Bâtiment de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, 2^e étage droite / www.imi-macoter.net

Dédicace

A ce grand homme qui m'a conduit pour la première fois à l'école. De là-haut, j'espère que tu es fier de la jeune dame que je suis devenue.

Repose en paix Baba.

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier ma faculté d'origine (FSHSE), qui a permis la réalisation de ce projet de master avec l'octroi d'une bourse d'étude à travers le programme de la formation des formateurs (PFF)

Je suis heureuse de me servir de cinq lettres pour dire un grand « Merci » à mon directeur de mémoire Mr Gilles Holder, qui malgré ses nombreuses occupations a accepté de diriger mon mémoire et de faire siennes mes différentes préoccupations.

J'exprime toute ma gratitude à l'ensemble du personnel du laboratoire Mixte international/MaCoTer, particulièrement à Dr Fatoumata Coulibaly qui a toujours consenti à nos préoccupations.

J'espère que ces quelques mots pourront trouver un écho direct auprès de tous ceux et celles qui m'ont aidé dans le cadre de ce mémoire. A ma promotion pour la solidarité et le partage d'expérience, singulièrement Aïssa dite Essi Pengoulba et Bocar Sangaré. Merci également à Soumaïla Berthé pour sa participation à la réalisation des cartes.

J'adresse un grand merci à toute ma famille pour l'accompagnement et le soutien durant tout mon cursus scolaire. A mon frère Dramane Dicko qui n'a ménagé aucun effort pour m'apporter son soutien constant et indéfectible, tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Cette liste pourrait s'allonger des noms de tous ceux qui mon soutenu dans ce travail, mais ils savent déjà toute ma reconnaissance. Mais je ne saurai terminer cette phase de remerciement sans remercier spécialement Abouagir, de son vrai nom Bakary Traoré qui m'a redonné confiance à chaque fois que je pensais ne pas y arriver. Merci pour ton assistance, ta disponibilité et tous tes conseils qui ont été très utile pour la réalisation de ce mémoire.

Ala ka na bo n kono.

LISTES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACTED : Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement.

AOF : Afrique Occidentale Française.

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique.

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

CNRDRE : Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat.

DIDR : Division de l'Information et de Recherches.

FIDH : Fédération Internationale pour les Droits humains.

INSTAT : Institut National de la Statistique.

GCV : Groupement des Commandos Volontaires.

QG : Quartier Général.

MISMA : Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine.

MNL : Mouvement de Libération Nationale.

MNLA : Mouvement National pour la Libération de l'Azawad.

MUJAO : Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest.

OCRS : Organisation Commune des Régions Sahariennes.

ONU : Organisations des Nations Unies.

OFPRA : Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides.

PADEPECHE : Projet d'Appui au Développement de la Pêche Continentale.

PRDRE : Projet de Reconstruction et de Relance économique.

PSP : Parti de Solidarité et du Progrès.

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

US-RDA : Union Soudanaise-Rassemblement Démocratique Africain.

SOCDEV : Société, Culture et Développement.

SONEF : Société Néma et Frères.

RESUME

Au cours de cette dernière décennie, la crise malienne est restée au cœur de l'actualité, elle a été longuement étudiée par bon nombre de chercheurs maliens et étrangers. Les causes et les représailles sont mises en avant pour expliquer le conflit qui s'est répandu dans le septentrion malien. Dans un Etat où la question de la nation a connu des oppositions depuis le lendemain de l'indépendance, la récurrence des rebellions sécessionnistes n'est pas étonnant.

En 2012, le phénomène devient plus complexe avec la multiplication des acteurs du conflit conduisant jusqu'à son émergence dans une partie considérée comme centre du Pays. La déroute de l'armée au nord et l'avancement des groupes djihadistes entraînent le repositionnement de l'armée malienne à Konna. À la vue de l'installation des soldats maliens à Konna et aux réactions nationale et internationale liées à la chute de la ville, nous avons décidé d'engager cette étude pour comprendre la représentation de Konna au Mali, et ce qu'elle a pu constituer dans le passé.

Ce mémoire de six chapitres, réalisé à partir d'une démarche essentiellement qualitative a démontré d'une part, que la zone de Konna a joué un rôle crucial dans le passé. A Konna, nous sommes là devant une localité qui, n'a cessé d'être remodelée au fil des pouvoirs qui se sont succédés dans la région, précisément parce qu'elle apparaît comme une sorte de point de rupture pour les hégémonies politiques. D'autre part, elle a montré que la localité n'a pas fait son entrée en guerre avec la bataille de 2013. Elle n'a certes pas été la capitale d'un empire, d'un royaume ou d'un État islamique, mais elle a été au cœur des enjeux politiques et économiques de ces grandes formations historiques en constituant une sorte de partition entre le nord et le sud tout au moins jusqu'à la période colonisation qui remodèle Konna en un modeste chef-lieu de canton. Le stationnement de l'armée à Konna et le siège des groupes djihadistes à Douentza érige la localité en une ligne de front entre le Mali administré par l'Etat malien et le Mali sous occupation djihadistes. Cette ligne de front vient rappeler l'histoire oubliée de la localité.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	7
PREMIERE PARTIE : Cadre théorique et méthodologique.....	16
Chapitre I : cadre théorique.....	17
Chapitre II : Méthodologie.....	27
DEUXIEME PARTIE : Le conflit malien, ou le retour du passé militaire de Konna.....	36
Chapitre III : L'installation de l'armée à Konna et la bataille de janvier 2013.....	37
Chapitre IV : La fondation de Konna : jeu et enjeux entre autochtonie et allochtonie.....	51
TROISIEME PARTIE : Analyse d'une frontière oubliée devenue ligne de front.....	76
Chapitre V : Konna est-elle une ancienne ville-frontière devenue ligne de front ?.....	77
Chapitre VI : Sentiment d'appartenance territoriale, linguistique et culturel des habitants de Konna.....	92
CONCLUSION.....	101
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	104
TABLES DE MATIERES.....	116
TABLES DES PHOTOGRAPHIES.....	118
TABLES DES CARTES.....	119
ANNEXE.....	120

INTRODUCTION

« Le retour des frontières, dans les faits et les consciences, est une bonne nouvelle. A condition de l'interpréter et d'en user avec discernement. Celles-ci n'avaient jamais disparu, sauf sur nos cartes mentales [...] une frontière n'est pas un tracé abstrait mais une institution, inscrite dans le droit et structurante, issue de conflits et de traités de négociations et de décisions » (Foucher, 2016 : 7).

Le continent africain, comme partout dans le monde, a toujours connu des frontières, existant en tant que phénomènes parfois naturels (fleuves, montagnes, océans), souvent politiques, sociaux et économiques qui régissent les relations entre les personnes et les communautés (Ahmad, 2013 : 12). De grandes formations étatiques se sont développées dans l'Afrique ancienne. Si l'on considère l'actuel espace malien, on compte l'empire de Ghana (VIIIe-XIIIe siècles), du Mali (XIIIe-XVIe siècles) et du Songhay (XIIe-XVIe siècle), auquel succède le Pachalik de Tombouctou (XVIe-XVIIIe siècles). A cela s'ajoute la fondation de l'État islamique de Hamdallahi, connu sous le nom de Diina en fulfulde (la langue peule), au début du XIXe siècle dans le Delta central du Niger (Nobili, 2021), qui sera renversé dans le dernier tiers du XIXe siècle par un autre djihad emmené par des Peuls (ou plus exactement des Fulbe) de la vallée du fleuve Sénégal, sous le commandement de Al-Hajj 'Umar al-Fuuti, alias El Hadj Omar Tall (Robinson, 1992). La colonisation de l'Afrique à partir des années 1890 bouscule les structures et les institutions sociopolitiques existantes et impose de nouvelles frontières, amorçant ainsi, l'histoire des futurs Etats-nations indépendants.

Aux indépendances, les frontières héritées de la colonisation furent maintenues et appropriées par les populations. Or, comme le précise la géographe Stéphanie Lima, au Mali, comme ailleurs en Afrique, la limite sociale précède la limite spatiale. « La limite sociale se déplace. Ligne immatérielle et idéale, elle sépare sans inclure ni exclure, elle fonde l'appartenance sans sceller l'identité, elle fait figure de passerelle et non de barrière » (Lima, 2005 : 8). Au niveau de cette ligne se créent des conflits et contestations entre les entités contiguës débouchant parfois sur la mise en place d'une ligne de front, c'est-à-dire un espace de conflits

qui fixe une frontière immatérielle. Malgré l'appropriation des frontières nationales héritées de la colonisation, depuis les indépendances, des contestations de « limites » sont récurrentes, entraînant plusieurs conflits et revendications territoriales qui ont animé les espaces sahélo-sahariens ces dernières décennies.

Dans le contexte malien, il faut savoir que c'est un pays qui s'étend sur un vaste territoire au peuplement discontinu, majoritairement rural et pauvre, dont le type d'espace change d'une région à une autre. Selon le géographe Denis Retaillé : « Si l'on retrouve au Mali une circonscription saharienne avec la région de Gao, le fleuve, artère centrale, imprime sa marque à l'organisation territoriale interne en jouant le rôle de charnière. Les trois régions principales de Koulikoro, Ségou et Mopti le prennent en écharpe. Kayes et Sikasso sont des unités obéissant à un autre schéma, circulaires autour d'un centre, à la périphérie des régions vitales du delta. Elles sont disposées le long d'un axe "dioula" Nioro du Sahel-Bamako-Sikasso, orthogonal au fleuve, qui les rapproche du modèle » (Retaillé, 1991 : 93).

Cette diversité géographique, climatique, sociale et culturelle du pays n'est pas sans conséquences. De nombreux conflits ont animé le quotidien des Maliens de l'époque coloniale à nos jours. A l'instar de beaucoup de pays africains issus de la colonisation, le Mali a hérité des « réalités politiques non favorables à une cohérence de son territoire » (Sambe, 2012 : 3). A cet égard, certaines populations touarègues – il faudrait parler des Kel Tamasheq, littéralement « ceux qui parlent la langue tamasheq » – se sont toujours sentis marginalisées au sein de la nation malienne, tout au moins certaines tribus, notamment les Kel Adagh des Ifoghas. Ces derniers ont par ailleurs, souvent été soupçonnés par le pouvoir colonial, puis postcolonial de lutter pour l'autonomie ou l'indépendance de la partie septentrionale du Mali, à commencer par la région de Kidal qui est majoritairement habitée par les Kel Adagh (Klute, 1995 : 68). De ce fait, de multiples revendications d'autonomie sont y lieux dans le pays depuis les premières heures de l'indépendance. A la suite de nombreuses révoltes et d'accords pour la paix, le pays rentre à partir de 2012 dans une crise sans précédent qui va engendrer l'effondrement de l'Etat.

A/Le conflit de 2012 et repli de l'armée malienne : l'irruption de nouvelles frontières

Les trois régions administratives du nord deviennent le théâtre d'une ultime insurrection touarègue emmenée par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). En 2012, Si les objectifs du MNLA étaient différents de ceux des autres mouvements armés,

notamment, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ou encore le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), ils combattaient tous un ennemi commun : l'Etat malien. Mais l'indépendance des uns n'est pas celle des autres. Là où, le MNLA réclamait l'indépendance de l'Azawad, le MUJAO, AQMI et Ansar Eddine – litt. « Les défenseurs/partisans de la religion » – se battaient pour l'établissement d'un Etat islamique avec comme objectif phare l'application de la charia (Bourgeot, 2013 : 122).

Si certains voient dans l'ultime rébellion de 2012, une réponse des Touaregs sommés d'intégrer la nation malienne, il faudrait aussi s'interroger pour voir, si les autres communautés considérées (à tort) comme « plus » ou « mieux » maliennes ont effectivement « voté » pour intégrer cette même nation. La question est d'autant plus pertinente que peu de Maliens se soucient de voter lors des rendez-vous électoraux, preuve pour le moins qu'ils ne considèrent pas que leur vote soit pris en compte. Le géographe Jean Gallais, dès 1962, avait attiré l'attention sur le fait qu'« une bonne partie de la population malienne relatait sa propre histoire en dehors de toute référence à celle du Mali. Bobo, Miniaka, Dogon ont développé [...] une conscience très irritable de leur originalité » (cité par Simonis, 2013 : 198). C'est pourquoi, il est nécessaire d'analyser le problème qui se pose au nord du pays sous plusieurs angles. On constate en effet, que les Songhay qui représentent la majorité de la population de la région n'ont jamais été au-devant de revendications indépendantistes, et que les révoltes ont presque toujours concerné des populations nomades, particulièrement touarègues. Naffet Keita considère que « le fait touareg est à l'ordre du jour depuis les premières années de l'indépendance. Cela parce que, nomades, on les ait voulus sédentaires et fixes » (Kéita, 2005 : 13).

Quant à la crise de 2012, son contexte est très différent des précédentes, car elle englobe plusieurs facteurs : local, régional et international. L'anthropologue André Bourgeot estime que sur le plan local, l'ordre social précolonial a disparu avant la colonisation. Les groupes sociaux comme les (Imghad¹, Bella ²etc.) longtemps dominés par l'aristocratie guerrière des Kel Adagh, acquièrent des positions d'autonomie sociale et politique. De ce fait, c'est le recours aux armes auquel cette aristocratie, qui a le sentiment d'être déclassée, recourra pour revendiquer ses positions et les privilèges qui s'y rattachaient. Sur le plan régional et national, le trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles se sont développés dans l'immense

¹ Le terme Imghad renvoie à une communauté touarègue de statut libre, vassalisée par la communauté aristocratique et guerrière des Kel Adagh.

² Il s'agit là d'un terme du koyraciini (la langue songhay) désignant les esclaves affranchis qui se sont historiquement constitués en groupe social et identitaire autonome.

zone désertique depuis les années 2004-2005. Ces phénomènes émergent un certain le laisser-faire de l'État, voire une la complicité jusqu'au plus haut niveau selon certains. Enfin sur le plan international, il faut rappeler que la crise de 2012 est pour une part la conséquence de la guerre civile en Libye et l'intervention militaire franco-britanniques, avec l'appui logistique des Américains qui vont conduire au retour des Touaregs au Mali, combattants aguerris et équipés d'armes lourdes qui vont unifier des mouvements indépendantistes au profit d'un mouvement armé. La chute du régime de Mouammar Kadhafi a sans doute participé de la déstabilisation de l'espace dit Sahara-sahélien, particulièrement du Mali (Bourgeot, 2013 : 120), même si la présence de groupes djihadistes, qui déstabilisent et isolent le nord du pays par des enlèvements et des attentats, est bien antérieure.

Au-delà de tous ces facteurs, il est important de mentionner que les dissidences ont toujours gagné le terrain à un moment où le pouvoir de l'État s'affaiblit (Konaté, 2013 : 211). Il est évident que le régime du président Amadou Toumani Touré tournait au déclin, au moment où la rébellion de 2012 surgissait. De fait, « L'État, ainsi fragilisé, ne peut donc plus assurer les services, se maintient par la violence et l'intimidation et voit ses citoyens commencer à le renier. Il fournirait ainsi un terrain fertile à la dissidence, aux mouvements de rébellion et/ou à un extrémisme violent » (Kéita et Hendricks, 2017 : 16). Ainsi, le coup d'État du capitaine Amadou Aya Sanogo qui faisait suite à la déroute de l'armée malienne au nord, va permettre à une série de mouvements armés, de s'emparer à la partie septentrionale du Mali qu'ils considèrent comme la terre de leurs ancêtres. En effet les mouvements armés, notamment le MNLA, et les organisations se réclamant du djihad islamique comme AQMI et le MUJAO, délogent l'armée malienne des villes de Kidal, Gao et Tombouctou et prennent le contrôle. Toutefois, le MNLA rentre bientôt en conflit avec AQMI et Ansar Eddine en juin, rompant ainsi une alliance de circonstance conclue deux mois avant. Dès lors, on voit « les groupes islamistes [qui] triomphent et imposent une lecture aussi littérale qu'interprétative de la charia sur tout le territoire conquis, après avoir proclamé l'Etat islamique de l'Azawad » (Holder, 2013b : 132).

Battant en retraite, l'armée malienne s'installe d'abord à Douentza, avant que cette ville ne passe à son tour sous le contrôle du MNLA le 3 avril 2012. Ce faisant, Douentza fait alors office de « frontière » entre le Mali et « le territoire de l'Azawad » (De Bruijn et Sangaré,

2012). De fait, c'est bien au lendemain de la prise de Douentza, le vendredi 6 avril 2012 que le MNLA proclame « irrévocablement l'État indépendant de l'Azawad »³.

Cette « frontière » entre le Mali et l'Azawad qui passerait par Douentza devient vite obsolète car la coalition djihadistes de son côté, repousse l'armée malienne plus au sud. Cette dernière s'installe à Konna, (située à 65 km de la capitale régionale Mopti, une commune rurale que) De Bruijn, Pelckmans et Sangaré qualifient de « small but strategic town » (2015 : 118).

C'est précisément cette décision de l'armée malienne de s'implanter à Konna qui nous a conduit au choix de notre sujet de mémoire avec comme hypothèse la commune de Konna, qui apparaît entre décembre 2012 et janvier 2013 comme l'ultime ligne de front face aux djihadistes, ne serait-elle pas en réalité une ancienne ville-frontière entre Nord et Sud. Le conflit armé a en effet vu le repli dit « stratégique » de l'armée qui s'achève à Konna, l'avant-poste de la garnison de Sévaré-Mopti. Dans ce mémoire, nous avons ainsi suivi l'itinéraire de ce repli de l'armée, étape après étape, pour en comprendre les raisons tactiques, en considérant Konna du point de vue familier aux géographes que sont le site et la situation, mais aussi pour rendre compte des représentations sociales des Maliens autour d'une sorte de partition du territoire national qui passerait par Konna.

Au-delà, de la bataille de Konna et de ses aspects purement militaires, il faut se demander pourquoi les troupes maliennes ont décidé de tenir le front précisément là. En quoi Konna apparaissait-elle alors comme une zone de repli propice, offrant des garanties de sécurité ? Est-ce qu'elle aurait déjà joué un rôle similaire au cours de l'histoire ? La région du Delta central du Niger a souvent été l'épicentre des grandes expéditions militaires au cours de l'histoire, les chroniques de Tombouctou, la littérature griotique sur le royaume bamana de Ségou ou sur le califat peul de Hamdallahi en témoignent à l'envie.

Partant, ce travail entend interroger le statut historique de la localité de Konna, en faisant l'hypothèse qu'elle a pu constituer une ligne de front au fil des différents régimes politiques qui ont dominé la région, au moins depuis le XVe siècle : de la vieille cité-État de Djenné, refondée au XIIe siècle jusqu'à la bataille de Konna de 2013. En passant la réorganisation des territoires de l'époque coloniale, héritée en grande partie des pouvoirs locaux précédents.

De façon générale, la région du Delta intérieur a longtemps été le théâtre de multiples razzias, maintenant ainsi les populations dans un climat d'insécurité permanente (Barry, 1993 : 71), et

³ Voir le texte de « La déclaration d'indépendance de l'Azawad », en date du 6 avril 2012. [En ligne, consulté le 20 Mars 2022, URL – <http://gitpa.org/Autochtone%20GITPA%20300/gitpa300-16-50maliACTUDECLARATION.pdf>]

induisant des mouvements migratoires incessants. C'est précisément ce dont témoigne la grande hétérogénéité linguistique et culturelle de la région, où cohabitent des communautés de pasteurs, d'agriculteurs et de pêcheurs (Gallais, 1984), jusque le Hayré, terme fulfulde qui désigne les massifs du pays dogon (Desplagnes, 1905 ; Gallay, 2011 : 119-120) et dans lesquels se sont installés au fil des siècles des communautés d'origines diverses, fuyant les guerres de conquête et autres razzias.

Au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, les sources historiques, qu'elles soient écrites ou sous forme de témoignages indirects, deviennent plus précises, notamment grâce aux récits sur le djihad mené par Sékou Ahmadou à l'encontre du royaume bamanan de Ségou (Bâ et Daget, 1962 [1984] ; Brown, 1968 ; Gallais, 1984 ; Sanankoua, 1990 ; Nobili, 2021), et ceux sur le djihad d'El Hadj Oumar contre le califat de Hamdallaye (Sissoko, 1936 ; Robinson, 1992 ; Barry, 1996 ; Holder, 2001). Il en ressort que nombres de batailles et razzias eurent lieu au cours de ce siècle. L'une des plus mémorables a précisément été ce qu'on appelait déjà à l'époque « la bataille de Konna » qui, en février 1864, vit la défaite des Toucouleurs, ou plus exactement des Fuutankoo (litt. « Ceux du Fouta Toro [sénégalais] ») et leurs alliés dogon face à une coalition constituée des Peulh de Hamdallaye commandés par Bâ Lobbo et les Arabes Kounta de Tombouctou conduits quant à eux par Sidi Lamine El-Bekay (Sissoko, 1937 : 143-145 ; Brown, 1968 : 433 ; Holder, 2001 : 374-375).

Les guerres qui se sont répétées dans cette région du Delta intérieur du Niger semblent être autant d'indicateurs d'une zone, où expéditions militaires et conquêtes territoriales se sont concentrées au fil des époques. Konna, qui a connu une ultime bataille en janvier 2013, révélant par là même sa position stratégique, serait-elle une de ces localités historiques où des hégémonies politiques se sont affrontées depuis des siècles ?

C'est précisément, la question que nous posons au moins dans ce mémoire à savoir : pourquoi depuis au moins le XV^e siècle, où des sources écrites permettent de documenter le phénomène, la région de Konna est un l'espace propice aux conflits majeurs entre un Nord et un Sud géographiques ? Konna, ligne de front en 2013, mais épice de multiples guerres dans les siècles passés, ne serait-elle pas une de ces villes-frontières oubliées ? Cette modeste localité n'aurait-elle pas une histoire plus longue qu'elle n'y parait, en ayant fait office depuis des siècles de « ville-verrou » fermant l'entrée de ce fertile milieu naturel qu'est le Delta central du Niger ? La ville de Konna, où l'armée malienne s'était repliée pour défendre la partie non-occupée du Mali en 2012, n'aurait-elle pas fait ressurgir à cette occasion son ancien statut de « ville-frontière », entre un Sud qui serait marqué par une civilisation de la

sédentarité et de l'agriculture, et un Nord qui se caractériserait par une culture du mouvement et de l'élevage pastoral ?

Le conflit malien a fait l'objet de nombreuses études. Ces travaux se sont focalisés pour la plupart sur l'analyse des causes conjoncturelles, des impacts et des résolutions de la crise.

Pour notre part, nous partirons du repli de l'armée malienne à Konna en 2012, non pas dans une approche de type sécuritaire, mais d'anthropologie historique. Aussi, l'analyse du statut de Konna du point de vue à la fois socio-historique et des représentations sociales, est essentielle pour comprendre les enjeux d'une géographie politique que l'on qualifiera « d'impensée ». Konna, marquerait en effet, l'épicentre d'un espace où s'articule la partition entre un Sud et un Nord essentialisé démentie au nom de l'intégrité territoriale et de l'harmonie sociale présumée de la nation, à travers une distinction entre Maliens et... « Nordistes ».

En dépit de son caractère politiquement dérangeant, ce questionnement est particulièrement légitime, dans la mesure où chacun sait que l'une des clés d'une crise malienne qui a commencé bien avant 2012, passe par la question de l'intégration de certaines communautés du nord : pourquoi ont-elles des difficultés à s'inscrire dans le récit national et pourquoi ces communautés du nord du Mali peinent à faire valoir au sein leur histoire comme partie prenante de ce récit national, au même titre que toutes les entités qui composent le pays. Si pour beaucoup le conflit malien est la conséquence des frontières héritées de la colonisation, l'anthropologue Gilles Holder estime pourtant que *« les frontières n'expliquent pas le conflit [...] Au Mali, leur tracé a été plutôt bien fait : il correspond aux réalités sociologiques, aux alliances tribales. Le problème est ce qui se passe à l'intérieur. Il faut donner au nord la capacité économique d'exister, valoriser les cultures locales en échappant au rouleau compresseur qu'est le roman national de l'Empire du Mali »*. (Holder, 2013a : 7).

Ainsi, l'objectif principal de cette étude vise à montrer l'existence d'une frontière symbolique entre Nord et Sud qui se manifesterait à Konna, une frontière non matérialisée et en partie oubliée, au point de faire de la commune rurale de Konna une modeste collectivité territoriale semblable à toutes les autres... Tout au moins, jusqu'à l'éclatement du conflit en 2012. Le repli de l'armée dans la région, puis la bataille de 2013 rappellent l'existence de cette frontière oubliée où Konna est devenu le dernier verrou solide du Mali, devant l'offensive de la coalition djihadiste.

B) Hypothèses de recherche

Pour répondre provisoirement à nos questions de recherche nous avons émis un certain nombre d'hypothèses : Pour ligne de front qu'elle a pu être en 2012-2013, Konna n'est-elle pas aussi historiquement une ville-frontière qui aurait marqué une rupture civilisationnelle entre le nord et le sud, et ce depuis des siècles ? Les sources écrites qui relatent les expéditions militaires dans la zone de Konna au cours de l'histoire peuvent-elles nous conduire à relire sous cet angle la bataille de Konna, ou bien le repli de l'armée nationale dans cette localité n'aurait eu que des raisons stratégiques. La ville de Konna ferait-elle figure de lieu symbolique permettant de saisir les difficultés que les Maliens, du sud comme du nord, ont à se reconnaître dans une unité nationale ? Konna serait-elle le lieu de mémoire où s'articuleraient les différentes histoires impériales des siècles passés, mais aussi les distinctions populaires essentialisées entre « agriculture et pastoralisme » (*sènè ani baganmara*), « peau noire et peau blanche » (*farafin ani farajè*), « culte païen et islam » (*bamanaya ani silamaya*) ?

Pour confirmer ou infirmer les différentes hypothèses que nous avons émises dans le cadre de cette étude, nous avons fait le pari d'articuler ce mémoire en trois temps, qui correspondent à trois parties.

Dans la première partie, il s'agira d'abord de rendre compte de la notion même de ligne de front, voire de ville-frontière, pour définir plus précisément le questionnement et les hypothèses de ce mémoire. Ensuite, nous présenterons la méthodologie utilisée, en particulier la place des enquêtes de terrain et leur empirisme, mais aussi les difficultés rencontrées et la manière dont on peut positiver celles-ci.

La seconde partie de ce mémoire consistera à rendre compte de nos données de terrain. En premier lieu, nous mettrons l'accent sur la guerre très contemporaine de Konna, en suivant étape par étape l'itinéraire le repli de l'armée à Konna à la bataille de janvier 2013. Cette approche de Konna par l'actualité de 2013 nous conduira ensuite à remonter le temps et retracer l'histoire de la fondation de Konna, en mettant en exergue son histoire plurielle notamment le bouleversement qu'a été le règne du calife Sékou Ahmadou dans la zone et la réorganisation territoriale et sociale qu'il a provoqué. Dans cette partie nous allons également décrire et analyser le jeu et les enjeux politiques de la chefferie de Konna qui est confrontée aux hégémonies politiques du moment: le temps ceux que le *Tarikh as-Sudan* appelle les Nononke, la conquête du Songhay, l'époque marocaine, la Diina de Sékou Ahmadou et celle des Toucouleurs conduits par El-Hadj Oumar, l'époque de l'administration coloniale

française, et enfin le temps de l'indépendance de la République du Mali, et jusqu'aux djihadistes

La troisième et dernière partie de ce travail, consistera à montrer l'existence d'une frontière symbolique entre Nord et Sud qui s'est déjà manifesté à Konna dans le passé. Et que cette frontière oubliée est devenue ou redevenue depuis une décennie la ligne de front entre le Mali et les groupes armés au cours du conflit malien de 2012. Il s'agira aussi de voir quel Nord et quel Sud sont définis géographiquement, culturellement et politiquement par cette ligne de front, à travers notamment l'analyse de l'identité et du sentiment d'appartenance des habitants de Konna vis-à-vis d'un État et d'une nation bousculés par un conflit venu « du nord ».

PREMIERE PARTIE
CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIE

CHAPITRE I – Cadre théorique

Ici, il sera question de problématiser les notions de « ville-frontière » et de « ligne de front », montrer comment ils sont devenus problématique aujourd'hui, en faisant un état de lieux sur l'ampleur du débat dans la recherche précédente, les questionnements et les hypothèses avancés dans le cadre de la présente étude.

I.1. Contexte et justification de l'étude

La problématique des conflits et des guerres des frontières a été largement débattue par les chercheurs de différentes disciplines. L'historien Pierre Kipré rappelle que l'Afrique est malade de la violence et de la guerre (Kipré, 2003 : 133). Qu'ils s'agissent de guerres civiles, de conflits économiques et de conflits frontaliers, ce phénomène est récurrent dans les sociétés africaines, récurrence qui interroge le caractère problématique des frontières nationales héritées de la colonisation et reconduites par les États souverains.

En 1964, les États africains indépendants se sont réunis au Caire, dans le cadre de la première session de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement⁴. Le texte de la Conférence « Considère que les problèmes frontaliers sont un facteur grave et permanent de désaccord », les États entérinent l'intangibilité des frontières existantes « au jour de leur indépendance » (pp ; 27-28). Mais malgré cette déclaration solennelle, la question de ces territoires et frontières héritées demeure sensible et toujours actuelle pour États africains. En ce sens, « les frontières ainsi tracées ont divisé des groupes consanguins, les éloignant de leurs territoires de rituels, de culture, de chasse et de pêche. Plus de 177 peuples ou groupes ethniques se sont trouvés éparpillés à travers plusieurs États. Les nouvelles frontières établies renferment des communautés peu homogènes, voire antagonistes, chargées souvent de multiples forces explosives. Les frontières coloniales, nouvelles données géopolitiques, constituent un marqueur rigide de l'espace politique et social africain » (Ouattara, 2015 : 2). De fait, des frontières coloniales que l'historien Robert Cornevin trouve pour la plupart « absurdes » (Cornevin, 1981) connaissent de nombreuses contestations entre pays africains mais aussi à l'intérieur des pays comme au Soudan, à l'Érythrée, au Biafra... En effet, depuis les indépendances, on constate une perpétuelle réaffirmation de souveraineté territoriale de certains États et des revendications territoriales en leur sein. Au cours des dernières décennies,

⁴ Voir le texte intégral, en ligne, consulté le 19/09/2022 URL – https://au.int/sites/default/files/decisions/9514_1964_ahg_res_1-24_i_f.pdf

les notions de frontière artificielle et de frontière arbitraire (Ahmad, 2013 : 13) n'ont cessé d'être développées. Ainsi, selon Aguibou Diarrah, administrateur civil qui a participé à la résolution du conflit frontalier entre le Mali et le Burkina Faso en 1985, estime que « les Africains n'étaient pas à Berlin en 1885, quand les Européens, se partageait notre continent comme un gâteau. [...] Les frontières tracées étaient des lignes imaginaires. Elles ne sont d'ailleurs que des lignes artificielles dans les esprits de nos peuples » (Diarrah, 2021 : 13-14) ». Le conflit entre le Mali et le Burkina Faso est une parfaite illustration de cette affirmation en ce sens que, partageant une frontière commune longue de plus de 1200 km, ni le Mali, ni le Burkina ne disposait d'un document juridique fiable susceptible d'écarter les frictions au niveau de cette frontière. C'est pourquoi, malgré la mise en place d'une commission mixte dite « abornement » afin d'adopter un tracé entre les deux Etats, un conflit frontalier éclata entre les deux en 1985 (Zerbo, 1999 : 89).

Notons que dans le contexte malien, la colonisation définira un territoire du nom de Soudan français, regroupant ainsi des populations sahariennes et sahéliennes au sein d'une même nation. De fait, les revendications d'autonomie sont ressenties dans le pays depuis les premières heures de l'indépendance. Ainsi, les questions de rébellions au nord du Mali sont anciennes et tumultueuses. Depuis la conquête de Tombouctou en 1894, on ne compte pas moins de cinq révoltes touarègues, dont quatre depuis l'indépendance du Mali : 1916 ; 1963-1964 ; 1990-1995 ; 2006-2007 et 2012, même si le Niger a lui aussi connu des rébellions notamment : 1916-1917 et 1990-1998 (Djibo, 2002). Au Mali, la première révolte animée par l'Aménokal Firhoun⁵, se caractérise par une forte volonté des Iwellemmedan à s'opposer au pouvoir colonial qui les avait affaiblis en se substituant à leur autorité régionale (Grémont *et al*, 2004 ; Bourgeot, 2013). En effet, tout au long du XIXe siècle les Iwellemmedan détenaient un pouvoir indiscutable sur des autres tribus (Grémont, 2005 : 244 ; Klute, 2012 : 64 ; Magassa, 2021 : 132-133). Ces derniers vont résister fortement à la domination coloniale, ce à quoi les Français répondront par des mesures drastiques, notamment, « l'interdiction faite à ces derniers d'accéder au fleuve, et la division entre la population » (Grémont, 2005 : 253-254).

Au lendemain de l'indépendance du Mali, suite à des malentendus entre les élites du nord et celles du sud, une seconde révolte touarègue éclate en 1963, emmenée cette fois-ci par les Kel Adagh des Ifoghas, avec les germes d'un désir indépendantiste. Ce soulèvement s'expliquerait par diverses raisons, notamment, la marginalisation politique et économique des Ifoghas et

⁵ Il était le chef suprême de la grande confédération des Iwellemmedan de l'ouest (Bourgeot, 2013).

l'instauration d'une frontière entre l'Algérie et le Mali qui divise les populations. A cela s'ajoutait, un projet colonial qui, en 1957 entendait mettre en place une collectivité territoriale autonome, l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) (Kéita, 2005 : 10), projet vu comme une opportunité d'indépendance pour certaines communautés touarègues. Mais fondamentalement, « le projet identitaire national n'a pu trouver le même écho au sein des formations sociales plurielles du Mali⁶ » (*ibid.* : 11). La répression de l'État malien à l'égard des Touaregs fut terrible, avec des exécutions sommaires, la destruction de bétails etc. (Bourgeot, 2013 : 113-114 ; Giraud, 2013 : 28-29).

Par ailleurs, la sécheresse dévastatrice des années 1973-1974, puis celle de 1983-1984 ont affecté beaucoup les sociétés de pasteurs nomades : Touaregs (ou Kel Tamasheq), Maures (ou Beydan), Peuls (ou Fulbe), etc. (Grémont *et al*, 2004 ; Bourgeot, 2013). Ces aléas climatiques et les effets des premiers Programmes d'ajustement structurel (PAS⁷), conjugués aux facteurs, endogènes et exogènes provoquent une nouvelle rébellion touarègue conduite, par les Kel Adagh en 1990-1995. Elle fera de nombreuses victimes, avant d'aboutir à la signature d'un pacte national le 11 avril 1992 entre le gouvernement malien et les rebelles. Ce pacte prévoyait la constitution de Kidal en région et accordait certaines compétences, ainsi que l'autonomie aux régions nord du pays. Une décennie plus tard, une autre révolte rébellion survient sous l'égide des Kel Adagh. Le non-respect du pacte national posa d'énormes problèmes. En fait, « le retour à l'identitaire infra-national, voir au nationalisme, est le résultat d'une promesse non tenue par l'Etat » (Kéita, 2005 : 14). Toutefois, les médiations entreprises en vue d'atténuer les tensions débouchèrent sur la signature des accords d'Alger en juillet 2006 entre l'Etat malien et les représentants des Touaregs (Klute, 2012 ; Bourgeot, 2013 ; Giraud, 2013).

⁶ En effet Naffet Kéita citant André Bourgeot qui rapporte un extrait « de l'ire du Cadi de Tombouctou, le Cheikh Mohamed Mahmoud qui s'insurge contre certaines décisions prises par l'Assemblée territoriale du Soudan, lorsqu'il déclare : Nous les Blancs du Soudan (Touaregs, Maures, Berabich), nous n'accepterons jamais d'être placés sous le commandement des Noirs (Bambara, Sonrhaï), qui sont nos anciens esclaves. Nous ne pouvons admettre que les dirigeants noirs fassent établir un recensement des Bellah et des Harratin, ceci dans le but de les séparer de nous [...] » (Kéita, 2005 : 11). Ainsi, comme l'indique l'auteur, « aux premières heures de l'indépendance, si l'on se réfère aux déclarations, aux discours et aux écrits dans la presse, nous remarquons l'émergence de deux soucis majeurs : l'unité nationale et le développement économique et social dans le cadre du socialisme (*ibid.* : 11).

⁷ Ce programme était tout d'abord une réponse à la crise financière notamment d'endettement connue par les pays africains. Les ajustements « se traduisent par un ensemble de réformes visant à retrouver les grands équilibres macro-économiques et financiers et à remettre l'économie sur un sentier durable de croissance » (Hugon et Pagès : 2). André Bourgeot explique qu'« au Mali, les dépenses consacrées aux domaines de souveraineté (forces de sécurité, affaires étrangères, justice) tombent à 3% du budget national, diminution qui n'est pas pour rien dans le délabrement, la corruption, le népotisme et le clientélisme de l'armée malienne. De plus, les plans d'ajustement structurel ne permettent de résorber les déséquilibres économiques et financiers du pays » (Bourgeot, 2013 : 115)

Ainsi, sur un territoire de plus 1 241 000 km², la question du découpage administratif a toujours été majeure au Mali (Lima, 2013 : 94). En réalité, si le Mali indépendant attendait de « construire la nation, son entreprise intégrative s'est réalisée par volontarisme politico-bureaucratique et militaire ; le pouvoir malien a produit "assez" de fonctionnaires et de bureaucratie (avec leur cortège d'interdits réglementaires, tout au moins sous sa forme prédatrice), "assez" de corps paramilitaires (avec sa litanie de brimades et d'humiliations). Il n'a pas par contre, produit suffisamment d'infrastructures pour conjurer par exemple la distance entre identités du Nord et du Sud. Il a fabriqué de l'infra Etat » (Keita, 2005 : 13). A cela s'ajoute, l'incapacité de l'Etat à tenir ses promesses et à développer des politiques d'autonomisation de cet espace saharien. De fait, chacune des trois dernières rébellions a été suivie d'un accord pour la paix, qui n'a pas réussi à traiter les causes profondes du problème.

Certains chercheurs conçoivent le phénomène comme découlant d'une faillite des politiques publiques et l'éloignement vis-à-vis de la capitale. Certains vont jusqu'à proposer une capitale politique qui devrait se situer au centre du territoire nationale pour l'équilibre ethnique, religieux du pays et pour une meilleure unité nationale (Magassa *et al.*, 2015). Pour d'autres, il est nécessaire de penser à reconstruction de l'histoire en redéfinissant un roman national intégrant toutes les communautés du pays (Holder, 2013b ; Simonis, 2013). Les géographes Hawa Coulibaly et Stéphanie Lima soulignent que « sur le plan de l'identité, le roman national malien est souvent réduit à une référence unique, celle de l'empire précolonial du Mali à son apogée au XIII^e siècle. Or, plusieurs épopées se juxtaposent et se succèdent dans le temps et dans l'espace, et la mémoire de la puissance des empereurs et des rois du passé demeure dans les esprits, notamment en termes de rapport au pouvoir » (Coulibaly et Lima, 2013 : 4). Ceci sous-tend une intégration nationale qui n'est que partielle, engendrant des frustrations de la part de certaines communautés dont l'histoire n'est pas reconnue ni intégrée dans le récit national censé être partagée par chacun.

A l'instar, de nombreux pays sahélo-sahariens, le Mali fait face au poids d'un l'héritage territorial lourd à porter pour un Etat aux ressources limitées. De fait, au début de la crise en 2012, la question de la libération de l'Azawad était cruciale, avec le MNLA qui va proclamer l'indépendance de l'Azawad le 6 avril 2012. Le territoire revendiqué s'étend sur les trois régions du nord et une partie du centre avec l'établissement d'une frontière méridionale au nord de Mopti (Boilley, 2019 : 13), divisant, ainsi le Mali en deux. Malgré les difficultés à situer exactement les limites du territoire revendiqué par le MNLA. Mirjam De Bruijn et Boukary Sangaré montrent que Douentza apparaît en 2012, au moins provisoirement, comme

frontière entre le Nord et le Sud. En effet, cette ville carrefour est située sur l'axe Gao-Tombouctou et articule une économie entre le nord et le sud du Mali. A travers les opinions des habitants de Douentza, De Bruijn et Sangaré estiment que la grande majorité de la population ne sont pas favorables à la sécession du pays mais se sentent, tout de même abandonné par l'Etat. Selon les témoignages de la plupart des habitants de Douentza « si les belligérants optent pour le dialogue/négociation, le Mali risquerait de perdre Douentza qui pour eux est une ville de l'Azawad » (Bruijn & Sangaré, 2012 : 6).

Toutefois, Une partie des habitants qui se définissent par rapport à l'économie pastorale, expriment leur souhait que l'Azawad soit un pays indépendant, estimant qu'en tant qu'éleveurs, ils auront plus de liberté et accéderont plus à la promotion sociale, tandis que l'Azawad, qui signifie littéralement « espace de transhumance » en langue tamasheq, revêt une valeur culturelle forte (*ibid*, 2012). Pour les experts Thomas Cantens et Gaël Raballand, la question Touaregs attire l'attention de nombreux chercheurs autant que des mouvements revendicatifs, sous-tendant l'existence d'une « nation touarègue » ou d'un « peuple Touareg » qui pourrait constituer un « Etat Touareg » (Cantens et Raballand, 2016 :10-11). Une telle considération encourage, bien évidemment, les indépendantistes à poursuivre la quête de leur territoire et d'en fixer les limites. Pourtant l'historien Pierre Boilley montre que les Touaregs n'ont pas toujours été unis comme on le croit parfois. Les différents groupes repartis aujourd'hui entre le Mali, l'Algérie, la Libye, le Niger et le Burkina Faso étaient souvent en concurrence et s'affrontaient dans leur volonté d'avoir le pouvoir sur une région particulière (Boilley, 2019 : 4).

A cet égard le sociologue Pierre Robert Baduel rappelle que « la frontière entre le département de Tawa et le Mali correspond à la limite entre l'Amanokalal des Kel Nan et celui des Iwillemmeden Kel Ataran ; les Kel Geres et Iteseyan s'étaient séparés des Kel Ayar à la suite de guerres ; les Ibarkoreyan ont été expulsés de l'Ayar au XVIIe siècle après des guerres » (Baduel, 1996 : 35). Bon nombre de ces limites ont été maintenues, érigeant dès lors, un terrible défi pour réaliser l'unité nationale de chacun des pays concernés (Baduel, 1996 : 29). Aussi, la question est, pour le cas du Mali, pourquoi les Touaregs se sont-ils révoltés en 2012 ? Il ne peut bien évidemment qu'être en grande partie la conséquence des dérives de l'Etat malien ou plus exactement d'un régime corrompu qui ne tient jamais ses promesses et qui, souvent, aura aussi été violents vis-à-vis de cette communauté.

L'hypothèse de Douentza comme frontière entre le Mali et un hypothétique État de l'Azawad, telle que, proposée par De Bruijn et Sangaré, va bientôt être hors sujet avec l'avance plus au

sud des groupes armés djihadistes, MUJAO, AQMI et Ansar Eddine qui se fixent à Konna en janvier 2013. On assiste ainsi à l'établissement d'une frontière tout aussi non matérialisée à Konna, mais qui prend pourtant effet dans l'esprit de nombreux Maliens à cette époque. Comme le remarquait un étudiant du Master SOCDEV dans un exposé, les rares fois qu'on entend parler de Konna, chacun pense immédiatement à la guerre de 2013.

Konna ne saurait toutefois se réduire à cet événement très récent. De nombreuses études sur le Delta intérieur du Niger rendent compte de l'organisation politique, religieuse, culturelle et sociale de cette localité au cours du XXe siècle (Bâ et Daget, [1962] 1984 ; Gallais, 1984 ; Barry, 1993 ; Kassibo, 1994 ; Holder, 2001 ; Yattara, 2003). Mais on aperçoit Konna également au XIXe siècle notamment, dans le journal de voyage de René Caillé publié en 1830; on la retrouve plus loin, confrontée aux deux grands djihads des XVIIIe et XIXe siècles menés successivement par des peulhs du Macina, et des toucouleurs du Fouta Toro sénégalais ; plus loin encore, on l'identifie à travers la description des guerres que rapportent les célèbres *Tarikh es-Soudan* (1913 [1655]) et *Tarikh el-Fettach* (1900 [1665])

La région du Delta central du Niger a en effet été marquée aux XVIIIe et XIXe siècles par de multiples razzias de l'État de Ségou, maintenant la zone dans un climat d'insécurité (Barry, 1993 : 71). Au début du XIXe siècle, Sékou Ahmadou inverse le rapport de force avec Ségou et fonde l'État islamique de Hamdallaye, plus connu sous le nom de Diina en fulfulde. Il étendra sa domination depuis Djenné, directement administrée par l'État islamique, jusqu'à Tombouctou qui demeure sous l'autorité de la tribu arabe alliée que sont les Kounta (Yattara et Salvaing, 2000 : 46). Au début des années 1860, un second djihad est mené par El Hadj Oumar, venu de la vallée du Sénégal, contre les Peuls du Macina. En 1864, la localité de Konna devient un des champs de bataille les plus meurtriers entre ces deux protagonistes, qui se conclura provisoirement par une déroute de Tidjani, le neveu d'El-Hadj Oumar (Holder, 2001 : 374-375). Ce dernier vaincra finalement les Peuls du Macina à la suite d'une série de batailles. Le lieutenant Caron rapporte que Tidjani établit, après sa victoire, un « parti des Toucouleurs » et nomme un certain Bakar Moussa pour représenter son autorité à Konna » (Caron, 1891 : 217).

Le géographe Olivier Walther, qui développe précisément une problématique sur les villes-frontières, souligne que, « récusant la représentation du "front" comme ligne d'affrontement entre deux formes concurrentes d'organisation de l'espace, certains géographes imaginent alors le Sahel comme un espace dans lequel la lutte que les hommes mènent contre l'incertitude climatique rend nécessaire d'accorder une importance déterminante à la

circulation des biens et des personnes » (Walther, 2007 : 33). Il faut savoir qu'en Afrique, les conflits de frontière entre Etats ou au sein d'une même nation sont récurrents. Un autre géographe, Philippe Sierra, estime que cela s'explique en raison de son caractère hérité des frontières, sans le plus souvent avoir consulté les populations (Sierra, 2020 : 17). Certes, Catherine Coquery-Vidrovitch rappelle que pendant la période précoloniale, l'Afrique connaissait des frontières, même si Celles-ci n'étaient pas toujours matérialisées. Chaque royaume, province ou village connaissait les limites de son autorité (Coquery-Vidrovitch, 2005 : 39) et entretenait des relations avec les royaumes ou provinces voisins.

Toutefois, l'avènement de la colonisation bouscule les formations anciennes, imposant de nouvelles chefferies, de nouveaux Etats et de nouvelles frontières (*ibid.* : 44), entérinées par la Conférence internationale de Berlin de 1884-1885, qui procéda au partage de l'Afrique entre les puissances coloniales européennes (Ahmad, 2013 : 12-13). Le témoignage du ministre des Affaires étrangères britannique de l'époque, Lord Salisbury, illustre le caractère arbitraire et artificiel de certaines frontières africaines. Il écrit ainsi, en parlant des Britanniques et des Français : « Nous nous sommes engagés dans le tracé de lignes sur des cartes des pays dont le sol n'a jamais été foulé par aucun pied d'homme blanc ; nous nous sommes mutuellement cédés des montagnes, des fleuves et des lacs, avec un petit handicap cependant, que nous n'avons jamais su où se trouvent exactement ces montagnes, fleuves et lacs » (Salisbury, cité par Ahmad, 2013 : 13).

De tels tracés de frontière qui ne prennent pas en compte les caractéristiques sociales, politiques et culturelles des populations, engendrent forcément la division des peuples, et rassemble brutalement des communautés, des cultures et des histoires différentes. Le cas du Mali en est une parfaite illustration. Nonobstant le caractère imposé des frontières, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique aura entériné en 1964 les frontières héritées de la colonisation (Donaldson, 2013 : 25). Faut-il comprendre que les pères fondateurs des Etats africains ont fait passer en priorité les intérêts politiques, voire géopolitiques, au détriment de ceux de leur peuple respectif ? Enfin, comme le souligne le géographe Denis Retaillé, cette intégration nationale laisse souvent dans l'ombre les périphéries sahélo-sahariennes (Retaillé, 1991 : 94).

I.2. Aspect définitionnel d'une ville frontière

Au cœur de la plupart des conflits en Afrique, se trouve la question des frontières mal définies, ou qui ne tiennent pas compte des aspects historiques et culturelles. Pour l'historienne Camille Lefebvre : « Les frontières et limites sont d'abord fonction des espaces qu'elles séparent. La première frontière est celle qui borne l'espace du parcours journalier, de la communauté villageoise ou de l'ère de nomadisation. Ce sont les limites qui séparent le petit canton d'univers mille fois parcourus, d'un horizon de pierres et de collines au-delà duquel on ne s'aventure pas volontiers. C'est la limite entre un espace que l'on considère comme sien et un espace qui nous est extérieur » (Lefebvre, 2015 : 123). Une frontière peut prendre diverses formes ; parfois elle n'est identifiable que par un point de sortie ou d'entrée d'un nouvel espace. Elle peut également se matérialiser par un espace naturel (cours d'eau, forêt) qui sépare deux villes ou deux pays. Dans chacun de ces cas, il y a des indices particuliers. Lefebvre explique que, par exemple, la frontière qui séparait le Bornou des États haoussas, ou encore celle entre le sultanat de Sokoto et les États qui résistent à son hégémonie au nord et à l'ouest, apparaissent « comme de véritables fronts, marqués par la volonté de conquête et d'agrandissement au détriment du plus faible ». Les frontières de types fronts « sont des lieux de mise en place de stratégies de protection, et des systèmes de défense y sont installés afin de garantir la sécurité » (*ibid.* : 29)

Selon le géographe Jean-Luc Piermay, « la “ville-frontière” [...] est une place close, lieu de garnison et point d'appui du pouvoir, lieu rattaché de manière incontestable à une souveraineté, en contraste avec le “plat pays” environnant, aux appartenances non pas confuses mais enchevêtrées » (Piermay, 2005 : 205). De son côté, Luc Gwiazdzinski estime que dans les villes, l'existence de tensions et l'éclatement des conflits érigent des frontières (Gwiazdzinski, 2005 : 132), comme à Konna qui, dans un conflit opposant un nord et un sud depuis le XVe siècle et jusqu'à la rébellion de 2012, se voit avec le temps en quelque sorte institutionnalisée (Cantens et Raballand, 2016 : 39-40). Toujours dans ce débat des géographes, Philippe Sierra considère quant à lui que la continuité territoriale est le plus souvent illusoire, et qu'« une des figures les plus originales reste celle de l'enclave, qui correspond à l'imbrication d'un territoire à l'intérieur d'un autre » (Sierra, 2020 : 18). Ce phénomène d'imbrication est indéniable quand on se réfère au Mali actuel où plusieurs empires et royaumes historiques se sont partagés depuis presque un millénaire un même territoire.

Catherine Coquery-Vidrovitch rappelle pour sa part que le phénomène de nationalisme ou de régionalisme peut provoquer des guerres frontalières et des guerres civiles. Ces guerres

peuvent se terminer soit par des négociations, soit par la victoire par les armes d'un camp sur l'autre. Si au Mali, les négociations politiques ont pu résoudre, ou tout au moins désarmer certains conflits communautaires sans l'intervention militaire étrangère, il n'en reste pas moins que les contrastes entre irrédentismes nationaux et régionaux sont bien visibles (Coquery-Vidrovitch, 2005 : 47-48). En effet, le nationalisme⁸ est au cœur des revendications frontalières qui s'étendent toujours jusqu'à un certain espace ou une ville considérée comme limites par les communautés revendicatrices. Dans ce cas de figure, une ligne conflictuelle s'établit et devient une ligne de front pour les belligérants.

C'est dans cette dynamique, que le sociologue Etienne Ciapin précise que la Thrace, une région prise entre la Bulgarie, la Grèce et la Turquie, « a été l'un des principaux champs de bataille des guerres balkaniques et des rivalités étatiques gréco-turco-bulgares au début du XXe siècle ». Et cela s'expliquerait par la position géographique et géopolitique stratégique de la région. Les conflits armés et différents traités diplomatiques vont finir par tracer des frontières et diviser la Thrace entre trois Etats rivaux (Ciapin, 2018 : 237). Il semble qu'il existe bien un lien étroit entre ville et frontière, en ce sens où les enjeux symboliques du pouvoir autour d'une ville peuvent faire de celle-ci « un champ privilégié des rivalités entre seigneurs de la guerre » (Piermay, 2005 : 207). Ainsi, le conflit autour et au sein d'une ville montre son rôle éminent dans la question territoriale d'un Etat. Parler de frontière et de ville-frontière revient, dans le cas de notre étude, à parler de ligne de front, puisque Konna apparaît sur la zone d'articulation d'un nord et d'un sud, au sens culturel, voire civilisationnel. Sylvain Guyot, un spécialiste en géographie politique, explique qu'une ligne de front, qu'elle soit militaire ou écologique, implique une conflictualité instable entre des lignes de forces assez volatiles, reposant justement sur des projets de limites contestées (Guyot, 2015 : 44). L'installation d'une base militaire permet alors de contrôler la ligne de front, qui peut dès lors se transformer en champ de bataille pour les parties en guerre.

Dans le contexte de la crise malienne et la problématique nord-sud du pays, des questions se posent sur le statut et la représentation sociale de Konna en tant que ligne de front impensée, mais qui est pourtant effective et dispose d'une certaine historicité. De fait, la crise de 2012 rappelle l'existence de cette ancienne « frontière », tandis que Konna semble renouer

⁸ Pour Catherine Coquery-Vidrovitch, il existe deux types de nationalisme, « un nationalisme rêvé, celui des ethnies et un nationalisme réel, celui des Etats. On se trouve, par ailleurs, face à deux visions apparemment contradictoires, mais qui sont en réalité complémentaires : le pouvoir d'Etat, pour lequel la frontière est surtout une ligne à protéger au nom de sa souveraineté, et les communautés locales, pour lesquelles la frontière est un espace, et le plus souvent un espace utile, qui les fait vivre par son existence même » (Coquery-Vidrovitch, 2005 : 47).

désormais avec son statut de ville-frontière. Telle est l'hypothèse centrale posée dans ce mémoire, à partir de la situation créée par la partition *de facto* de la commune de Konna entre la coalition djihadiste et l'armée régulière en 2012.

Chapitre II – Méthodologie et épistémologie

Etant native de Konna et ayant suivie la tournure des événements au Mali suite à l'attaque et à la prise de la ville de Konna par les djihadistes en 2013, ce phénomène ne peut nous laisser indifférente. Il s'agit tout d'abord de comprendre pourquoi Konna a été la ville retenue par l'armée malienne pour installer sa base, au lendemain de sa défaite au Nord. Et surtout, pourquoi la panique qu'a suscitée la prise de Konna par les groupes armés fut plus importante que celle de l'occupation des trois régions septentrionales du Mali, lesquelles constituent les deux tiers du territoire maliens. Mais plus largement, nous avons considéré que d'un point de vue universitaire, il était plus que nécessaire de chercher à comprendre et connaître le statut et la représentation de Konna dans le Mali d'aujourd'hui, en recherchant les facteurs à travers une approche socio-historique.

Pour saisir la complexité de ce phénomène, nous avons opté pour une méthode essentiellement qualitative. Une démarche qualitative est une « recherche qui implique un contact personnel avec les sujets de la recherche, principalement par le biais d'entretiens et par l'observation des pratiques dans les milieux mêmes où évoluent les acteurs » (Paillé & Mucchielli, 2006 : 25). Ainsi, notre étude a privilégié l'approche qualitative sur le quantitatif. Cela explique par le fait l'étude vise à comprendre et à analyser un phénomène.

Pour mener à bien cette étude, nous avons débuté par une recherche documentaire aux archives nationales du Mali pour recenser la documentation coloniale qui existe sur la commune Konna, qui à l'époque était un canton du cercle de Mopti. Cela nous a permis de constater qu'il a beaucoup de documents de façon générale sur le cercle Mopti aux archives, mais très peu concernant la localité de Konna. Néanmoins nous avons pu avoir quelques rapports commerciaux et agricoles sur Konna dont nous nous sommes servis dans le cadre de cette étude. Nous avons aussi exploité grandes chroniques dites de Tombouctou, les récits de voyage et les autobiographies. Ensuite, nous avons fait un tour dans les bibliothèques de Bamako pour travailler sur les ouvrages et articles scientifiques traitant les questions de ville-frontière, de ligne de front et sur la crise malienne. Nous avons constaté qu'il a beaucoup de travaux sur la crise malienne mais peu ont été consacrés à Konna. Grâce à l'internet nous avons téléchargé plusieurs articles scientifiques, mémoires universitaires, quelques ouvrages et la littérature grise sur Konna. L'internet a aussi permis de visionner des vidéos de l'armée franco-malienne à la reprise de la ville et de voir les dégâts causés par la bataille.

II.1. L'enquête de terrain

Dans un second temps, muni de la technique d'entretiens semi-directifs, l'enquête de terrain s'est déroulée du 17 août au 30 octobre 2021. Elle a couvert Bamako, Sévaré pour se concentrer sur la ville de Konna. En vue de mieux confronter les données recueillis sur le terrain, nous avons interrogé cinq habitants de Bamako sur leurs perceptions de la ville de Konna début décembre 2022.

Pour recueillir les informations, nous avons fait recours à quelques outils, notamment le smartphone, le dictaphone pour l'enregistrement des entretiens lorsqu'ils étaient possibles, et un bloc-notes servant de cahier pour la prise des notes. De plus, nous nous sommes servis d'un guide d'entretiens basés notamment sur l'histoire de la ville de Konna, la guerre de 2013, et le sentiment d'appartenance territoriale, linguistique et culturelle des habitants de la localité. A travers différents entretiens, nous avons également cherché à comprendre quelle perception des habitants de Bamako avait sur Konna. Enfin, parallèlement aux entretiens, nous avons consacré une large partie de notre présence sur le terrain à l'observation des comportements de tous les jours des habitants de Konna.

Au cours de l'enquête de terrain, nous avons pu réaliser trente-six entretiens en bamanankan, en fulfulde et en français, répartis comme suit : quinze entretiens sur l'histoire de la ville de Konna ; seize sur l'installation de l'armée malienne à Konna et la bataille de janvier 2013 ; cinq sur les perceptions des habitants de Bamako à propos de Konna. Sur les quinze entretiens sur l'histoire de Konna, deux ont lieu à Bamako, un à Sévaré et un par téléphone. Par contre, les seize entretiens sur la crise et la bataille de Konna se sont déroulés à Konna. L'enquête a concerné plusieurs catégories de personne de différentes tranches d'âge. Pour l'approche historique, les acteurs rencontrés sont la chefferie, les familles fondatrices du village, les notables, les marabouts influents et les griots. Pour ce qui est du conflit et de l'occupation de la ville, nous avons rencontré enseignants, membres associations, des jeunes, les victimes de la guerre, les familles de victime, des agriculteurs, des commerçants, des pêcheurs et des militaires ayant participé à la bataille. Enfin, sur la perception des habitants de Bamako, nous avons interrogé des commerçants, un universitaire et des étudiants. Pour des fins d'anonymat nous avons attribué des prénoms fictifs à l'ensemble de nos enquêtés tout en conservant leur patronyme.

D'une façon générale, après la prise de contact avec les enquêtés (qui a été le plus souvent rendu possible grâce à l'aide d'un parent)⁹, le lieu et l'heure du rendez fixé, nous nous rendions chez l'intéressé(e), ce qui fait certains entretiens ont été fait le matin, d'autres le soir et d'autres durant la nuit. L'objectif était de pas imposer un calendrier aux enquêtés mais plutôt de m'entretenir avec eux en fonction de leur disponibilité.

Pour ce qui est du terrain de Konna, il faut souligner que la présence d'un jeune chercheur expérimenté, qui faisait son terrain à Konna au même moment que nous, mais sur une thématique différente, a été d'une aide capitale. Son assistance à certains de nos entretiens a permis de recadrer le guide et de développer des astuces pour surmonter certaines des difficultés rencontrées. Si, au départ, nous étions attachés à notre guide d'entretien du fait de notre manque d'expérience, nous avons pu nous en débarrasser petit à petit.

Comme annoncé précédemment, pour l'historique nous avons interrogé les familles réputées fondatrices de Konna, A ce niveau, nous avons réalisé six entretiens : les trois premiers au domicile des enquêtés à Konna ; un au marché de Konna ; un à Sévaré ; et le dernier à Bamako. Il faut noter que dans cette enquête sur l'histoire de la localité, nous nous sommes intéressées non seulement à l'histoire de la ville mais aussi aux batailles qui s'y sont déroulées dans le passé.

S'agissant des notables de la ville, que ceux-ci soient du côté de la chefferie ou de l'opposition nous avons réalisé sept entretiens. La chefferie a en effet transité entre deux familles Kampo à Konna, chacune se réclamant du statut de fondatrice du village. Ainsi, des tensions autour de la fondation de Konna (et donc de la détention de la chefferie) sont fréquentes à Konna, même si elles se font de façon feutrée, sans l'étaler sur la place publique. On constate ces tensions le plus souvent à chaque succession du chef de village. Mais il faut dire que cela est le cas dans de nombreuses autres localités au Mali, dès lors que les chefferies ont été mises en place par tel ou tel pouvoir de l'époque. En l'occurrence, pour la région du Delta intérieur du Niger, certaines chefferies ont été installées par la Diina de Hamdallaye au détriment de chefferies antérieures, d'autres par l'État islamique fondé à Bandiagara par Tidjani Tall, d'autres encore par l'administration coloniale, etc. par ailleurs, pour ce qui est des partisans de la chefferie actuelle, nous en avons fait trois, et quatre du côté de l'opposition. Pratiquement tous ces entretiens ont été effectués au domicile des enquêtés,

⁹ Président des agriculteurs de Konna, ses multiples connaissances et bonnes relations avec nos enquêtés ont été d'une grande utilité, en ce sens qu'à chaque fois qu'il intervenait en nous présentant comme sa « sœur », les enquêtés étaient plus confiants.

selon le calendrier de rendez-vous qu'ils nous donnaient, excepté un entretien réalisé via WhatsApp, suite aux tensions que notre étude suscitait à Konna.

Il est en effet important de souligner que vouloir étudier un sujet qui traite de l'histoire de la ville de Konna a réveillé certaines plaies qui n'ont jamais été cicatrisées. Ainsi, l'enquêteur se trouve dans une situation délicate car il est perçu comme travaillant au compte d'une partie. Notre cas avait ceci de particulier qu'en plus de la mener dans notre milieu d'origine, cette étude nous obligeait à nous intéresser à notre propre famille élargie. Chose qui paraissait suspecte pour beaucoup et qui a pu entraîner des tensions sur des groupes WhatsApp, où chacun revendiquait à travers des vocaux le statut de famille fondatrice de Konna. En effet, Un partisan de la chefferie actuelle a envoyé un vocal sur un groupe WhatsApp qui s'est lui-même intitulé « La grande famille Kampo » et il disait ceci :

« El Hadj Ibrahima Kampo venu vers le XVIIIe siècle de Tindirma, cercle de Diré, de la grande famille maraboutique Kanfo, suivant le fleuve Niger jusqu'à l'île de Konnahinde. Il retrouve là des gens vivant dans des grottes par peur de razzia (les Kèmèso et les Kornyo), paisible population sans défense, qui se méfiaient de tout contact extérieur. El-Hadj Ibrahima Kampo, musulman pieux, crée le village de Konnahinde où il devient le chef et imam »¹⁰

Ce récit ne laisse pas indifférente l'autre famille Kampo, qui prétend elle aussi à la chefferie, et celle-ci va réagir en ces termes :

« Nous sommes la famille qui a défriché le lieu¹¹. Quand on dit Konna, c'est les Kèmèso, les Kornyo et les Kampo. Mais le village s'est construit avec l'arrivée d'Alpha Ibrahima qui est venu de Kouffa en Irak, vers la Mecque. Voulant imiter le Prophète dans l'expansion de la religion, il voyage de Koufa à Tombouctou et continue jusqu'à Konnahinde dans une pirogue contenant toute sa famille. Donc Alpha Ibrahima est le fondateur de Konna et l'autre Ibrahima [i.e. El-Hadj Ibrahima Kampo] qu'on évoque dans le Tarikh de Konna n'arrive que plus tard »¹²

¹⁰ Extrait d'un vocal envoyé sur le groupe WhatsApp « la grande famille Kampo » le 17 août 2021. Il faut mentionner que les propos de ce vocal sont tirés de la brochure de la famille de la chefferie actuelle intitulée l'histoire « authentique de Konna »

¹¹ L'expression qui est donnée dans le vocal est *tu tikèbaga*, ce qui signifie en bamanankan « celui qui a défriché » un espace naturel pour en faire une localité, expression qui renvoie classiquement aux premiers occupants et lignage fondateur.

¹² Mamadou Kampo, 35 ans, message envoyé via WhatsApp sur le groupe la grande famille Kampo le 17/08/2021, en guise de réponse au précédent message. Il faut noter que le groupe regroupe plusieurs jeunes tous Kampo.

En tant que jeune chercheuse en sociologie, la technique était d'aller à la rencontre de cette dernière famille pour écouter sa version des faits. Ce qui nous amena dans un premier temps à envoyer nous-même un message écrit via WhatsApp à l'intéressé, en ces termes :

« Bonsoir Mr Kampo, comment allez-vous ? Je suis Aïssata Kampo, étudiante en master, je travaille présentement sur mon mémoire de master qui porte sur la guerre de 2013. Je m'intéresse aussi à l'histoire de la ville pour comprendre s'il y a eu des guerres à Konna dans le passé. »

Après une brève discussion, mon interlocuteur nous orienta vers son frère aîné qui est censé, statutairement, mieux connaître l'histoire d'après lui.

Nous avons aussi effectué un entretien avec un marabout influent de Konna. Il faut noter que les marabouts locaux sont aussi considérés comme des détenteurs de l'histoire dans les milieux ruraux. Cet entretien a eu lieu au domicile, en présence de son fils qui écoutait sans intervenir.

Un dernier entretien sur l'histoire de Konna a été réalisé avec une personne de statut esclave de la chefferie, et que la famille opposée à l'actuelle chefferie revendique également. Cet entretien s'est tenu au domicile de l'enquêté.

La deuxième phase des enquêtes a été consacrée à la crise malienne, particulièrement à l'installation de l'armée à Konna, le déroulement de la bataille de Konna et les représailles, ainsi que le sentiment d'appartenance des habitants de Konna vis-à-vis du Mali. A ce niveau, seize entretiens furent réalisés. Au total, du 17 août au 30 octobre, nous avons effectué trente-et-un entretiens, et un *focus group* regroupant de trois personnes. Il conviendra de noter que les différents entretiens effectués en fulfulde (peul) et en bamanankan (bambara) ont été traduits et certaines parties ont même été transcrites. Les informations recueillies en français ont été directement saisies sur ordinateur.

Pierre Paillé et Alex Mucchielli, dans leur analyse qualitative en sciences humaines et sociales, expliquent que « dans une enquête de terrain qualitative, les matériaux de recherche qu'amasse un chercheur sont très souvent abondants. Normalement, ces données d'enquête sont recueillies avec des objectifs autour d'une problématique de recherche. L'expérience du terrain permet de préciser cette problématique et de constituer les résultats de l'enquête. Mais le travail du chercheur ne s'arrête pas avec la constitution de ces corpus. Il doit poursuivre son travail et mener à terme son analyse ». (Paillé et Mucchielli, 2016 : 20-21). Cette phase de terrain fut donc cruciale pour la réalisation de ce mémoire, à travers l'analyse et

l'interprétation des données recueillies, ce qui nous a permis de mettre en perspective la littérature spécialisée que nous avons consultée parallèlement.

II.2. Les difficultés rencontrées sur le terrain

L'anecdote des échanges de messages par WhatsApp, au sujet de la contestation du pouvoir de la chefferie, ne constituaient pas une vraie difficulté en soi. Une telle situation est effet classique dans les enquêtes de terrain, généralement liée à une mauvaise compréhension de la présence du chercheur. Leur intérêt est qu'elles révèlent des enjeux de pouvoir qui, sans cela, seraient passé inaperçus, alors qu'ils réorientent les enquêtes de façon décisive.

En revanche, la première difficulté rencontrée dans notre enquête était liée à l'estime de soi et la peur d'y arriver. Cela se comprend dans la mesure où ce fut notre premier terrain de recherche scientifique. La seconde difficulté était d'être confrontée à ce que Mamadou Diawara appelle « l'inconvénient d'être du cru » (1985 : 8), c'est-à-dire d'être très, voire trop familier du terrain et d'éprouver des difficultés à se décentrer, l'approche principale de l'ethnographie. De plus, nous étions face à un « comment, tout en respectant les normes sociales, ménager à la fois les liens de parenté et les conditions de la recherche ? » (Diawara, 1985 : 8). Du reste, nous avons été perçues, par certain tout au moins, comme une « espionne », voire une personne voulant soulever des tensions, dans la mesure où nous venons de la famille de l'actuelle chefferie et que, en tant telle, nous devons être censés connaître l'histoire du village. Aussi, notre intérêt sur ce sujet paraissait suspect pour beaucoup.

Et à chaque entretien sur l'histoire de la ville, nos interlocuteurs nous rappelaient que c'est notre famille qui est elle-même détentrice de l'histoire. Dès lors, pourquoi ne pas directement nous adresser à la chefferie ? Lors d'un entretien, un vieux nous a dit ceci : « Ton père ne t'a pas parlé du Tarikh de Konna ? » Nous répondons que notre père n'est plus. Il reprend : « Tu n'as pas de frères ? Ton père ne leur a pas parlé de l'histoire de Konna ? ». Après toute une série de questions, le vieux refusa catégoriquement de nous répondre, peut-être pour des raisons personnelles ou liées à la chefferie.

Désormais, en guise de stratégie, nous commençons nos entretiens en racontant ce que nous avons appris de l'histoire de Konna, tout en demandant des compléments à l'enquête. Cette

technique a marché, en ce sens que l'entretien devenait rapidement une discussion. De fait, même ceux qui étaient réticent au départ se mettaient très vite à l'aise.

L'insécurité a bien évidemment été un frein à l'élargissement de notre champ d'action. L'idée de départ était non seulement d'enquêter à Konna, mais aussi de sillonner les 27 localités de la commune de Konna. Or, ceux-ci étaient pratiquement inaccessibles à cause de l'occupation des djihadistes. Ainsi, pour des raisons sécuritaires, l'enquête s'est limitée à la seule localité de Konna ville. De plus, les interlocuteurs avaient peur de répondre aux questions impliquant la question des djihadistes, car ils craignaient d'éventuelles représailles. Toutefois, mon statut d'étudiante rassurait le plus souvent nos interlocuteurs qui finissaient par échanger avec nous.

Enfin, la traduction de certaines expressions françaises fulfulde et inversement fut un travail assez complexe. Mais en dehors de ces difficultés, que nous avons su surmonter au fur et à mesure, l'enquête de terrain s'est bien déroulée. Elle nous a permis de recueillir beaucoup d'informations inédites et de rencontrer des personnes ouvertes et compréhensives, qui n'ont ménagé aucun effort pour nous raconter non seulement l'histoire de Konna telle qu'il pouvait la connaître, mais aussi leur vécu et leur ressenti lors de la guerre de 2013.

II.3. Présentation du milieu d'étude

Le nom de Konna s'est retrouvé subitement connu du monde entier (ou presque) avec les événements de janvier 2013. Mais jusqu'à là, et peut-être aujourd'hui à nouveau, Konna n'était qu'une modeste localité malienne parmi d'autres. Elle a pourtant été, comme nous le verrons dans ce travail, le théâtre d'événements majeurs du passé, témoignant d'une ville historique qui a pleinement participé de cette géographie politique centrée sur la vieille cité-État de Djenné

Ancien chef-lieu de canton de l'époque coloniale, le Korondougou-Konna était une subdivision du cercle de Mopti. Cette organisation administrative fut créée par l'arrêté du 22 juin 1910 du gouverneur général de l'AOF (ANM – ID-49, 1914-1949). Situé au nord de Mopti et au sud-est du lac Débo, entre la zone inondable du Delta intérieur du Niger et le plateau gréseux de Bandiagara, le Korondougou-Konna était un important canton de par sa production agricole, son élevage et sa pêche (ANM – 1R-120, 1928)

La localité de Konna, siège administrative de la commune rurale du même nom, est située sur la route nationale RN16, à environ 750 km de la capitale Bamako, et 65 km de Mopti (OFPRA, 2021 : 3). Elle est limitée à l'est, par les communes de Dangol Boré (cercle de

Douentza), de Lowel Guéou et de Pignari (cercle de Bandiagara) ; à l'ouest, par la commune de Dialloubé ; au nord par la commune de Ouroubè-Doudè et au Sud par la commune de Borondougou (Traoré, 2018 : 9).

Konna est devenue chef-lieu d'arrondissement en 1960, avant d'être érigée en chef-lieu de Commune par la loi N° 96-059 du 12 novembre 1996 (MDRE-PDESC, 2016). Avec une population de 46.966 habitants en 2009 (INSTAT, RGPH, 2009), la commune de Konna est composée de 28 villages qui, selon les déclarations de la mairie, serait majoritairement habitée par les Peuls (ou Fulbe), les Marka, les Bozo (ou sorko), les Bambara (ou Bamanan), les Somono, les Rimaybés, les Malinké, les Dogon et les Songhay. Les langues dominantes restent le bozo (ou sorkoma), le peul (ou fulfulde) et le bambara (ou bamanankan)

L'économie de la commune repose sur le secteur primaire, c'est-à-dire la production agricole de riz, de mil, de sorgho et de niébé, mais aussi l'élevage de bovins, caprins et ovins (OFPRA, 2021 :3), et enfin la pêche sur le fleuve Niger.

Depuis sa libération en janvier 2013, Konna est devenue un terrain d'interventions de plusieurs projets de développement. Selon la mairie, il s'agit notamment du projet de reconstruction et de relance économique (PRDRE), et celui de l'Agence d'aide à la coopération technique et au développement (ACTED), pour ne citer que ceux-ci. La commune a bénéficié de nombreuses aides, telles que la réhabilitation du port de pêche, la réhabilitation et l'équipement en matériels du Centre de santé communautaire (CSCOM), la construction de la Maison des jeunes, etc.

VILLAGES	HOMMES	FEMME	TOTAL
Abdoulkarim	65	63	128
Bombori Ouro	74	85	159
Denga Saré	153	151	304
Diantakaye	965	949	1.914
Dianweli	412	405	817
Kinani	712	701	1.413
Koana	361	355	716
Koko	711	700	1.411
Konna	8.066	7.934	16.000
Kontza Bozo	860	846	1.706
Kontza Peulh	1.652	1.624	3.276
Kotaka	1.568	1.542	3.110
Koubi	1.841	1.810	3.651
Mbouna	520	512	1.032
Neima Ouro	128	126	254
Ninga	502	494	996
Nouh Koura	161	159	320
Ouméré	1.108	1.090	2.198

Sama	793	780	1.573
Saré Mama	385	379	764
Sendégué Ouadio	401	395	796
Sensé	1.414	1.391	2.805
Sensé Ladj	282	277	559
Sonkara	169	188	357
Takoutalla	294	290	584
Timé	636	690	1.326
Tomi	196	193	389
Yimbéré	710	698	1.408
Total Com. de Konna	25.139	24.827	49.966

Tableau n°1 – Répartition de la population de la commune de Konna par localité (Source : INSTAT, RGPH, 2009)

Officiellement, Konna est constitué de quatre quartiers, il s'agit de : Kampola, le quartier des Kampo qui détient la chefferie et l'imamat (Gallais, 1984, 152) ; Karihinde, quartier où résident principalement les pêcheurs Kornyo ; Loumordé, quartier abritant le marché ; et Diamnaty, qui au départ était un quartier somono, mais qui connaît aujourd'hui une hétérogénéité communautaire, à l'instar de tous les autres quartiers du village.

Il faut souligner que notre étude a constaté que les détenteurs de l'histoire de Konna (ou peut-être ceux qui sont habilités à en parler) résident plutôt au centre de ces quartiers, alors que les habitants situés en périphérie, c'est-à-dire la partie sud et sud-est, détiennent quant à eux plus d'informations sur le déroulement de la bataille entre l'armée malienne et les djihadistes. Ce sont aussi ces quartiers périphériques qui ont eu la majorité des victimes de guerre, du fait que cette partie de la ville est plus proche de la mosquée et de la sous-préfecture, qui ont bombardées lors de la bataille de janvier 2012.

DEUXIEME PARTIE

LE CONFLIT MALIEN, OU LE RETOUR DU PASSÉ MILITAIRE DE KONNA

Chapitre III – L’installation de l’armée à Konna et la bataille de janvier 2013

Décliné en deux sous chapitres, le premier tentera de suivre l’itinéraire de l’armée malienne jusqu’à Konna en 2012. Le second va rendre compte de la bataille de Konna raconté par les habitants de Konna, tout en mobilisant la littérature existante sur cette bataille jusqu’à l’intervention française. Nous analyserons également la réaction des Maliens suite à la prise de la ville de Konna.

III.1. L’itinéraire de l’armée malienne jusqu’à Konna

La rébellion au nord du Mali est souvent présentée comme la conséquence directe de la chute du régime libyen de Mouammar Kadhafi. Or, une révolte telle que celle de 2012, est plus complexe. « Elle se développe à plusieurs niveaux, tant sur le plan spatial que temporel. Elle relève à la fois d’une crise de l’État [...], et de territoires de la crise, étant donné le développement des tensions entre les espaces locaux et le niveau central, jusqu’à des formes de cannibalisation territoriale de la part des réseaux criminels dans le Nord du pays » (Coulibaly et Lima, 2013 : 19). De ce point de vue, le problème libyen a certes considérablement impacté le conflit malien en ouvrant la voie d’eau irrémédiable. Par contre, il n’est pas à l’origine de l’absence de contrôle des régions du nord, qui a permis aux mafias, aux trafiquants de stupéfiant et aux rebelles de propulser dans le Sahara malien. Après l’occupation des régions nord, la crise hétérogène animée par des revendications sociales et religieuses émerge instantanément au centre du pays induisant l’armée malienne à se repositionner pour empêcher l’occupation de la partie méridionale. Toutefois, pour comprendre l’installation de l’armée à Konna, il faut remonter au mois de janvier 2012, date à laquelle débutent les hostilités au nord du pays.

Il est important de noter que « l’avènement de l’ère démocratique a précipité le retour des militaires dans les casernes, dépossédés de tous les attributs indispensables à une véritable armée. [...] On a parlé à cette époque de l’adaptation et de la professionnalisation de l’armée qui devait conduire à la réduction importante de ses rôles et des effectifs » (Maïga, 2022 : 54).

Bien que, des recrutements ont eu lieu sous le président Amadou Toumani Touré, dit ATT, la construction d’une armée solide et son armement n’était pas la priorité du régime. Ainsi, « cette nation qui cherche encore son indépendance reste dépendante d’un point de vue militaire et financier » (Gonin *et al*, 2013 : 300). Au retour des combattants touaregs du Libye en 2011, à la suite de la chute de Muammar Kadhafi, il semble que leur réintégration dans

l'armée régulière était plus prégnante dans les discours du pouvoir politique que leur désarmement. Lourdemment armé et accueilli par certaines autorités maliennes, cela accordait une force à la nouvelle rébellion naissante. Les menaces de rébellion n'ont été ressenties dans le pays qu'à la fin 2011, et va entraîner l'envoi de plusieurs troupes militaires au nord du pays.

Ainsi, une armée « déséquilibrée », sans grand moyens et disposant d'un effectif difficile à estimer entre 7 000 et 14 000 hommes (Sana, 2013 : 107), va affronter plusieurs groupes rebelles et islamistes bien armés au nord du pays. Le début de l'année 2012 marque un autre point de rupture dans l'histoire du Mali, caractérisé par l'ouverture d'un conflit sans précédent dans son septentrion, alors qu'il a longtemps été considéré, à tort, comme un pays modèle dans la gestion de sa démocratie. L'offensive du 17 janvier 2012, dirigée par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et ses alliés (AQMI, MUJAO) contre le camp militaire de Ménaka, situé à proximité de la frontière nigérienne, lance la déstabilisation du Mali. Dans un contexte de dissidence au nord et de division au sommet de l'Etat, les atrocités se perpétuent au septentrion. Plusieurs assauts s'en suivent, Attaher Maïga cite notamment les camps d'Aguelhok, de Tessalit, d'Andéraboukane et de Timzawatin (Maïga, 2022 : 22).

A Aguelhok, après une forte résistance du 18 au 24 janvier, la garnison tombe aux mains des assaillants (Konaté, 2013 : 244). Les soldats et gendarmes maliens se rendent à l'adversaire pour sauver leur vie mais « en dépit, de leur reddition, plusieurs dizaines entre eux auraient été égorgés ou abattus d'une balle dans la tête : entre 85 et 200 exécutions » (Sana, 2013 : 109). Dans le sillage des événements et l'assassinat des militaires relevant d'un véritable crime de guerre, la situation est explosive, au point où civils, femmes de soldats et veuves de militaires morts sur le front procèdent à une série de manifestations à Kati et à Bamako contre le laxisme, voire la compromission du régime en place

Par ailleurs, constamment attaqué par des éléments du MNLA, l'armée livre bataille le 14-15 février aux environs de Tessalit, ville qui, abritait un important camp militaire. Selon Doulaye Konaté, cette bataille a été l'une des plus grandes opérations de l'armée au nord. Le bilan est très lourd côté assaillants « plus de cent tués, au moins 117 prisonniers, 70 véhicules Toyota Pick-up surmontés d'armes lourds détruits [...] les produits alimentaires pris » (Konaté, 2013 : 247). En revanche, après plusieurs accrochages entre l'armée et les groupes armés le camp de Tessalit est évacué le 11 mars 2012. Les familles des militaires sous la panique sont accueillies à Gao par le Général Khalifa Keïta, commandant des opérations dites *Badenko*.

Le gouvernement, caractérisé par son incapacité à faire face aux mouvements rebelles et islamistes au nord et à trouver une sortie de crise, est renversé le 22 mars, par un coup d'État dirigé par le capitaine Haya Sanogo. Le groupe de militaires qui avaient organisé ce putsch se baptise lui-même Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE). Cette tentative ne stoppe pourtant pas le conflit malien, bien au contraire ; les affrontements et les défaites de l'armée qui se sont enchaînés à une vitesse incroyable, laissent stupéfaits nombre de maliens. De fin mars à début avril, les trois régions de Kidal, Gao et Tombouctou tombent successivement sous la férule du MNLA et des djihadistes (Galy, 2013 : 188). L'armée malienne, vaincue, se replie dans la précipitation. Le MNLA avance jusqu'à Douentza où il proclame l'indépendance de l'Azawad après s'être emparé de la ville le 3 avril 2012 (De Bruijn, Sangaré, 2012).

Si la libération du territoire de l'Azawad, qui serait constitué des trois régions administratives du nord, est à la base de la révolte du MNLA, les enjeux de la rébellion semblent progresser avec l'occupation de Douentza. Les menaces pour l'existence du Mali sont imminentes dans la mesure où le conflit émerge dans la région centre du pays. Le reflux de l'armée à Sévaré, ville qui abrite un grand camp militaire, et le MNLA qui installe son siège à Douentza induisent Miriam De Bruijn et Boukary Sangaré à considérer l'existence, au moins ponctuelle d'« une sorte de frontière entre le Mali et la soi-disant république de l'Azawad » (De Bruijn, Sangaré, 2012 : 3).

III.2. L'installation de l'armée malienne à Konna : repli ou délitement ?

En déroute dans le septentrion, l'armée malienne se repositionne au centre en s'installant à Konna. Selon Dramane Sangaré :

« L'installation des rebelles à Douentza à la suite de la perte des régions du nord en 2012, motive un groupe militaire, dirigé par le colonel Akrom Dolo à stationner à Konna. Les rebelles sont à l'entrée de Douentza et les militaires à l'entrée de Konna avec une distance de 117 kilomètres entre les deux villes. »¹³

Au cours de nos enquêtes et nos lectures sur le conflit malien, nous n'avons pu déterminer avec certitude la date exacte de l'arrivée du premier contingent militaire à Konna. Une version

¹³ Dramane Sangaré, 39 ans, entretien en fulfulde réalisé le 14/09/2021 à Konna.

recueillie¹⁴ parmi tant d'autres situe leur arrivée entre avril et mai 2012, tandis qu'une autre version parle de mois de mai. Quoi qu'il en soit, officiellement, il faut attendre octobre 2012 pour que l'autorité régionale annonce lors d'un entretien sur TV5 Monde, la présence des soldats maliens à Konna. Au même moment le quotidien Ouest-France parle de la réquisition de deux écoles de la localité par les militaires (OFPRA, 2021 : 4). La mise en place d'une base militaire à Konna émanerait d'un processus et d'une décision militaire murement réfléchis. De fait, après Douentza, le seul important centre qui séparait les forces armées dissidentes de l'armée malienne était la ville de Konna. Ce siège militaire est certes une stratégie pour protéger le sud du pays de toute nouvelle intrusion djihadiste, mais n'a-t-il pas aussi pour conséquence de créer une ligne de front séparant le nord et le sud? Plusieurs de nos interlocuteurs perçoivent Konna comme le point de séparation des deux côtés du pays. Selon Issiaka Sow :

« La ville de Konna est le centre du Mali. C'est une zone stratégique avec une seule porte d'entrée. Je m'explique : elle se situe entre le fleuve et la montagne ; d'un côté, il y a le bras du fleuve et de l'autre la montagne. Donc une zone assez maitrisable pour les militaires pour bloquer l'ennemi. C'est pourquoi à la prise de Douentza, les militaires ont su qu'ils ne pouvaient rester jusqu'à Sévaré. Ils ont ainsi cherché à installer leur base à Batouma à 15 Kilomètre de Konna. Mais à notre grande surprise, ils se sont installés dans nos écoles. En 2012, le lieutenant-colonel Akrom Dolo était là et il disait à chaque fois à ses agents : "la guerre se fera ici, que vous le voulez ou pas ! Donc préparez-vous". Konna était la dernière ligne de combat pour le Mali. »¹⁵

Ce récit vise avant tout à montrer que le repli sur Konna est d'abord une stratégie militaire. Cela se comprend dans la mesure où la ville était perçue comme une ligne de front par les forces militaires depuis 2012. Le blocus que permettent la montagne à l'est et le fleuve à l'ouest constituait un avantage capital pour empêcher les mouvements armés d'émerger par le couloir conduisant à Sévaré. A ce sujet, un rapport de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), estime : qu'« en 2012, Konna représente un point stratégique pour les forces armées maliennes face à l'insurrection djihadistes en direction sud [...] Konna devient le poste avancé de l'armée malienne et le dernier rempart avant la ville-garnison de Sévaré et l'aéroport de Mopti » (OFPRA, 2021 : 3).

¹⁴ Adama Traoré, 35ans, Caporal ayant participé à la bataille de Konna. Entretien en français réalisé le 11/12/2021 par téléphone.

¹⁵ Issiaka Sow, 37 ans, entretien en bamanakan réalisé le 08/09/2021 à Konna.

Si le stationnement de l'armée à Konna est stratégique pour certains, un autre discours rencontré le plus souvent chez les informateurs locaux, tend à « mythifier » les raisons de cette installation. Les familles dites fondatrices de Konna auraient en effet béni la localité contre toute guerre, après celle des Toucouleurs à la fin du XIX^e siècle. Ainsi, la légende d'un village où l'ennemi ne peut s'installer plus d'une nuit grâce à la protection des ancêtres est ancrée dans la mentalité des Konnois, A ce propos, Amadou Nadio témoigne :

« Les guerres n'ont jamais marché à Konna ; c'est pourquoi on raconte que certains djihadistes étaient même contre l'attaque de Konna. Car ils savaient que leur victoire serait de courte durée grâce aux bénédictions des anciens. Et par cette grâce, la plupart des obus tombés dans notre village n'ont pas explosé. Aucun autochtone n'a reçu de balle pendant la bataille ; les seules enfants originaires de Konna victimes se sont noyées à cause de l'entêtement de leurs parents voulant fuir. »¹⁶

Allant dans le même sens, Idrissa Kemesso pense que les guerres constituent un euphémisme pour les agresseurs de Konna :

« Depuis la bataille des Toucouleurs, les patriarches du village ont fait des bénédictions empêchant toute guerre à Konna ; que toute guerre qui atteint ce village soit anéantie ; que ces malfaiteurs ne passent pas plus d'une nuit en son sein. Dieu a aussi répondu, car depuis cette guerre il n'y a plus eu de guerre à Konna. Et en 2013, si les ennemis ont réussi à pénétrer la localité, c'est grâce à l'aide de certains autochtones qu'ils ont pu manipuler. »¹⁷

Quoi qu'il en soit, nous prenons ces récits avec beaucoup de recul, car on ne peut ignorer que les narrateurs ne sont autres que les descendants des familles dites fondatrices. Toutefois, ce qui reste indéniable, c'est la position de Konna à partir d'avril 2012, marquant une zone de transition coupant de fait le Mali en deux à l'époque, à cheval entre un « nord » placé sous le joug des groupes armés rebelles et un « sud » administré par l'Etat malien. Passé la ville de Konna, on n'était alors plus au Mali. Aucune administration ni institution financière, encore moins un service public malien n'exerçaient au-delà de cette ligne (De Bruijn et Sangaré, 2012 : 4-5).

Depuis son stationnement à Konna, l'armée patrouille dans la ville et ses environs. Elle a aussi tissé des liens d'amitiés et de collaboration avec les autorités communales, traditionnelles et

¹⁶ Amadou Nadio, 54 ans, entretien en français réalisé le 14/09/2021 à Konna.

¹⁷ Idrissa Kemesso, 52 ans, entretien en fulfulde réalisé le 01/09/2021 à Konna.

certaines habitants, dans l'optique d'obtenir des renseignements sur toute éventuelle menace. En janvier 2012, la localité de Konna jouissait alors d'une importance capitale au Mali, du fait de la « ligne rouge »¹⁸ qu'elle constituait entre l'armée et les rebelles islamistes. La menace d'une offensive djihadiste est entendue à Konna entre fin novembre et début décembre. Dramane Sangaré explique que :

*« Les tensions montent à partir de novembre; les rumeurs circulaient sur la venue des djihadistes. On recevait des informations de Douentza disant que 100, 200 véhicules sont en route pour Konna. Le colonel Abass Dembélé est venu en appui, Akrom Dolo propose, d'attaquer les djihadistes au lieu de rester sur la défensive : il fut aussitôt relevé. A la fin du mois de décembre il y a eu un relèvement, après lequel la guerre a suivi. »*¹⁹

Selon un article de décembre 2012 écrit par l'envoyée spéciale de *Jeune Afrique*, Malika Groba-Bada, le colonel Didier Dacko, l'un des hommes-clés du dispositif militaire, exprime son souhait d'aller au-delà de Konna, mais il est freiné par les hautes autorités. Le même article rapporte qu'une source militaire de Bamako affirme le stationnement de plus de deux milles soldats maliens prêts à combattre à Konna. Au cours de nos recherches, nous avons appris qu'il n'y a eu qu'un seul relèvement militaire, à la fin décembre, depuis l'installation des militaires à Konna. Les unités basées à Konna étaient les Bataillons des génies militaire, le renfort de Sikasso et celui de Kayes ». Les menaces d'une nouvelle attaque s'accroissent juste après la relève. En effet, cette nouvelle avancée de la coalition djihadiste risque de dégénérer si elle dépasse la ligne de front.

III.3. L'offensive djihadiste de janvier 2013

Depuis le début des hostilités au nord, pour nombre de Maliens, des processus de médiation avec les rebelles semblaient la meilleure méthode pour mettre fin à cette guerre sécessionniste. Malgré que, le processus de médiation entamé par le président burkinabè Blaise Compaoré, au nom de la CEDEAO, battait son plein Ansar ed-Din, Al-Qaïda et le MUJAO préparent une attaque conjointe contre la position militaire à Konna, tandis qu'« aucun calendrier n'avait alors été fixé pour une reconquête du nord [...] » (Maïga, 2022 : 151)

¹⁸ Terme employé par le militaire mentionné ci-dessus, qui nous avons interviewé par téléphone.

¹⁹ Dramane Sangaré, 39 ans, entretien en fulfulde réalisé le 14/09/2021 à Konna.

Les menaces s'accroissent quand, des véhicules armés sont aperçus quittant Gao et Tombouctou en direction de Konna, où sont retranchés les éléments avancés de l'armée malienne, et se regroupent à Bambara-Maoundé, dans le Cercle de Gourma-Rharous (Konaté, 2013 : 284). Dans la journée, certains éléments sont annoncés dans la localité de Boré, à cinquante kilomètres à peine au nord de Konna, dernier rempart avant Mopti. Selon l'article de Laurent Touchard pour le journal *Jeune Afrique*, les forces maliennes, appuyées par « le Groupement des Commandos Volontaires (GCV) du commandant Abass Dembélé » étaient principalement constituées des soldats « du 62^e Régiment d'Infanterie Motorisée, ainsi que des éléments du 35^e Régiment Blindé et du 36^e Régiment d'Artillerie à quoi s'ajoutent ce qui subsiste des troupes de la 1^{ère} Région Militaire désormais occupée par l'ennemi »²⁰. L'offensive sur Konna était emmenée par la figure emblématique d'Ansar Eddine Iyad Ag Ghali, à la tête d'une coalition avec AQMI et le MUJAO dont les effectifs étaient estimés entre 1 500 et 2 500 combattants (Touchard, 2014).

Mais malgré les menaces la population de Konna reste rassurée grâce à la présence de l'armée, autant que par les bénédictions des ancêtres. A cet effet Mariam Dia nous explique :

*« J'ai un frère à Bambara-Maoudé qui m'a informé depuis décembre du cantonnement des djihadistes aux services des Eaux et forêts du village. Il m'a dit que ces derniers formaient des enfants à faire la guerre et que leur objectif était d'attaquer Konna. Il m'a dit que des centaines de djihadistes sont réunis dans ce village et qu'ils ne parlent que de leur volonté d'attaquer Konna. Il m'a exhorté à quitter le village. J'avais confiance aux ancêtres et à l'armée qui était présente ici. Donc je suis restée. Par contre, j'ai acheté tous les vivres nécessaires avant l'attaque par mesure de précaution. »*²¹

Les premiers tirs sont entendus à Konna dans l'après-midi du 7 janvier, lorsque des dizaines de pick-up fortement armés se dirigent vers la position militaire de Konna. Les habitants continuent leurs activités malgré la panique, tandis que l'armée prépare au mieux sa défense contre l'attaque toute proche. Elle demande aux populations des quartiers périphériques de déménager. Au cours de nos enquêtes, nous avons appris l'arrivée des renforts de Sévaré et de Soufouroulaye à partir du 8 janvier, envoyés par le colonel Didier Dacko, qui commande la zone militaire de Mopti. Placées sous la direction du Lieutenant-colonel Massa Oulé Samaké,

²⁰ *Jeune Afrique*, « Mali : retour sur la bataille décisive de Konna », publié le 30 janvier 2014, [En ligne, consulté le 17/06/2022. URL- <https://www.jeuneafrique.com/165872/politique/mali-retour-sur-la-bataille-d-cisive-de-konna/>]

²¹ Mariam Dia, 62 ans, entretien en fulfulde réalisé le 08/09/2021 à Konna.

les troupes de Konna reçoivent l'appui du Groupement des commandos volontaires (GCV) dirigé par le commandant Abass Dembélé. Konna, alors considérée comme le « trou de la serrure » du « verrou » Sévaré qui fermait « la porte vers le sud » qu'était Mopti (Touchard (2014), s'érige inévitablement en champ de bataille. La motivation de Iyad Ag Ghali et ses alliés de prendre Konna n'était pas seulement liée à une doctrine religieuse. Il s'agissait avant tout d'écraser l'armée malienne, afin d'élargir son territoire et son autorité, mais aussi de contrôler la production économique de la localité assez importante dans la région de Mopti. A ce sujet, Aminata Diallo affirme que :

« Konna contribue beaucoup au développement du Mali. Elle ravitaille Bamako et les environs en poisson et bétail. La zone de Konna produit également beaucoup de riz et de poissons avec quoi elle approvisionne Douentza et ses alentours. D'ailleurs, c'est pourquoi, les djihadistes même voulaient avoir Konna sous leur contrôle. »²²

Bamako est agité le 9 janvier par des manifestations dont les mots d'ordre sont la tenue d'une concertation nationale, la démission du président par intérim, Dioncounda Traoré, et la libération des régions du nord. De son côté, l'armée nationale semble être en difficulté face à l'offensive de la coalition djihadiste lourdement armée.

III.3.1. Le jeudi fatal à Konna

Les soldats maliens stationnés depuis plusieurs mois à Konna élus désormais domicile à la périphérie, seule leur approvisionnement reste dans la ville. Selon Sékou Maïga :

« Malgré les menaces et les tirs de la veille, on ouvrait nos boutiques pour gagner notre pain quotidien. En début de soirée, le 9 janvier vers le crépuscule, les militaires nous ont demandés de fermer et de rentrer »²³.

L'armée livrera une rude bataille contre l'insurrection djihadiste cette-nuit-là. Les habitants témoignent que, seul le bruit des lance-roquettes et d'autres armes lourdes raisonnaient dans le village. Au moment où l'armée tente de repousser leurs opposants, elle aurait été la cible de tirs en provenance de l'ouest, traduisant une infiltration au sein de la ville. A ce propos Issiaka Sow raconte :

²² Aminata Diallo, 40 ans, entretien en fulfulde réalisé le 15/09/2021 à Konna.

²³ Sékou Maïga, 31 ans, entretien en fulfulde réalisé le 15/09/2021 à Konna.

« Ma maison est située non loin du goudron, mais un peu en périphérie. Vers 20h, j'étais chez moi quand j'ai appelé mon ami pour l'informer de ne pas m'attendre pour le diner car c'était très dangereux de sortir sous les balles [...]. Subitement, deux militaires sont rentrés chez moi par le mur de ma concession. Ils m'ont demandé qui j'appelais ? J'ai répondu mon ami [...] Les deux soldats rentrent fouiller toute ma maison. Je leur présente ma carte d'identité, et c'est à ce moment-là qu'ils m'ont dit n'avoir rien compris de la situation, car des balles provenaient de l'ouest de la ville, ce qui signifie que les djihadistes sont infiltrés »²⁴.

Une source militaire relate que les tirs des djihadistes infiltrés sur la position des militaires provenaient du toit des concessions, témoignant de la complicité de certains habitants. En dépit de la double attaque intérieure et extérieure, la situation est maîtrisée par l'armée. Selon plusieurs de nos interlocuteurs, dans la matinée du 10 janvier, soldats et population manifeste leur joie d'une victoire. A ce propos, Oumar Coulibaly témoigne :

« Nous étions tellement contents de la victoire de l'armée sur les djihadistes. Et plusieurs boutiquiers ont offert de la nourriture, des bouteilles d'eau et des cigarettes comme cadeaux aux soldats. Mais hélas, les combats reprennent à 9h, suite à un grand coup de fusil. Nous n'avions même pas eu le temps de rentrer chez nous ; on s'est enfermé dans nos magasins »²⁵.

Les témoignages oraux et écrits parlent tous de combats particulièrement violents entre l'armée et les djihadistes. Le soutien de certains habitants de Konna et la connaissance de la zone faciliteraient l'encerclement de la localité par Hamadou Koufa et ses éléments. Ils attaquent sur trois côtés, au nord, par la route de Korientzé, (un village de la commune de Korombana) ; à l'est, par la RN16 menant à Douentza ; au sud, afin de couper la retraite de la garnison vers Sévaré.

Un autre témoignage rapporte l'infiltration des djihadistes dans un bus de la Société Néma et Frères (SONEF), ainsi qu'en se cachant dans un troupeau de bœufs pour atteindre les positions militaires.

« Quand on pensait pouvoir repousser les djihadistes, un troupeau de bœufs s'est dirigé vers nous. On voulait tirer dessus mais un officier l'a interdit. Dans ce troupeau se cachaient ceux qui ont préparé l'embuscade dans laquelle le renfort de Sévaré est

²⁴ Issiaka Sow, 37 ans, entretien en bamanankan réalisé le 08/09/2021 à Konna.

²⁵ Oumar Coulibaly, 35 ans, entretien en bamanankan réalisé le 12/09/2021 à Konna.

tombé. Ils étaient également dans un bus SONEF. Ils ont commencé à tirer une fois au check-point, à la sortie de la route de Konna. A cela s'ajoute les tirs qui provenaient des toits des maisons, auxquelles la position du fleuve ne pouvait répondre sans tuer les civils. C'est de là que le principe de la "ligne rouge" à ne pas franchir n'a plus tenu ! On ne pouvait plus combattre ! C'est ainsi que le commandement a décidé de se replier à Sévaré pour mieux préparer une contre-attaque »²⁶.

Malgré les efforts consentis par l'armée dont témoignent les habitants de Konna, la situation est catastrophique et les pertes en vies humaines conséquentes obligeant le commandement à organiser le repli. Si les autorités font état de 11 morts et 60 blessés dans les rangs des militaires (Konaté, 2013 : 285), la majorité de nos interlocuteurs déclarent avoir enterré près de 50 soldats dont 11 à Sendégou, un village peul situé à l'entrée de Konna. Le sergent Abdoulaye Maïga, le lieutenant Samaké et le sergent Issiaka Touré, tous morts au combat, ont été honorés comme héros de la bataille de Konna. Ces soldats avaient choisi de respecter leur serment de mourir pour la nation. Malgré la défaite, leur devise est restée « Le jour de la mort, il n'y a pas de vie » (*Saya don balo tè ye*), comme le dit la maxime bamanan ; le dernier soldat, insensible aux balles, sera tué à coups de pierre par l'ennemi qui s'empare de Konna en criant *Allah Akbar* ! (« Louanges Dieu »).

La débâcle de l'armée à Konna cristallise l'inquiétude au plus haut niveau de l'Etat, qui craint que l'offensive djihadiste ne se dirige vers Bamako et cela intensifie le « chaos au Mali » (Cissé, 2015). L'occupation de Konna par les islamistes choqua la population, au point où de nombreuses familles quittent la ville en direction de l'ouest pour rejoindre l'arrière du fleuve dans les villages de Koubi, Kotaka et Niaga par peur des exactions à l'égard des civils, telles qu'elles ont été commises au nord en avril 2012. Si une partie de la population de Konna a quitté la ville, celle de Sévaré et de Mopti l'ont fait dans des proportions encore plus importantes²⁷. Ibrahim Kampo reconnaît que :

« rare sont les fonctionnaires qui n'ont pas déplacé leur famille vers le sud. Dans la plupart des familles, seules une ou deux personnes sont restées et la panique était au rendez-vous pour les uns et les autres. »²⁸

²⁶ Issiaka Sow, 37ans, entretien en bamanankan réalisé le 08/09/2021 à Konna.

²⁷ Il faut mentionner que d'après nos contacts, les déplacements ont été plus considérables à Sévaré qu'à Konna, en raison du nombre de fonctionnaires qui y habitaient.

²⁸ Ibrahim Kampo, 65 ans, entretien en français réalisé le 03/11/2021 à Sévaré.

Ce tremblement de terre causé par l'enfoncement de la ligne de front par les islamistes suppose-t-il l'émergence d'une frontière aussi symbolique que réelle par les Maliens ? Au regard du caractère politique et, quoique sous-jacente, communautaire du projet de création de « l'Etat de l'Azawad », Djibi Sow estime qu'« il y a lieu de se demander si les groupes rebelles touaregs peuvent être qualifiés de “mouvements de libération nationale” (MLN) » (Sow, 2015 : 39). Évidemment, le MNLA naît sous cette aspiration. S'appuyant ici sur les travaux du juriste Alain Gandolfi, qui fut aussi administrateur à la toute fin de la période coloniale, les mouvements dits de libération nationale sont des mouvements « dont l'objectif est de libérer un peuple d'une occupation coloniale, ou 'micro-coloniale', d'une annexion, ou d'une forme dérivée de domination, comme le protectorat ou la tutelle. Il s'agit alors d'une 'libération-sécession' » (Gandolfi, 1989, cité par Sow, 2015 : 39). Les revendications du MNLA correspond-t-elle à la catégorisation de Gandolfi ? Certes, la libération de l'Azawad est mise en avant par la dissidence. Cependant, est-ce que la crise qui oppose le Mali à une partie de son septentrion, équivaut à une domination coloniale ? Ou encore, le Mali exerce-t-il une forme de domination sur un territoire qui n'est pas le sien ? Enfin, si le conflit malien peut être considéré, du point de vue du MNLA et des groupes djihadistes, comme une « guerre de libération nationale » (*ibid.* : 39), Konna, la ville qualifiée de « trou de serrure du verrou de la porte du sud », pose-t-elle la question d'une frontière immatérielle entre le nord et sud ?

En tout état de cause, en vertu des accords de défense, le Mali fait aussitôt appel à la France pour une intervention militaire. Or, la France ne pouvait s'engager sans une base légale. En l'occurrence, un document écrit des autorités maliennes. Le Président par intérim Dioncounda Traoré, adresse donc officiellement une lettre à la France permettant de déclencher alors une intervention aérienne immédiate (Galy, 2013 : 78).

III.3.2. La prise de Konna : une situation explosive au Mali

En proie à l'emprise des groupes armés qu'elle appelle « Jiyadis » ou encore « Les gens de la brousse » (*yiimbe ladde*) en fulfulde, la population de Konna se soumet aux règles de leurs nouveaux maîtres, qui ont un agenda islamiste bien clair, à savoir l'application littérale de la charia. Les femmes doivent alors se voiler, les hommes porter des pantalons larges qui montent au-dessus du mollet et répéter *Allah Akbar*. La soumission à ces pratiques permet aux populations sous occupation djihadiste de continuer leurs activités sans subir d'exactions. Quant aux autres, notamment les élus, les détenteurs de l'autorité, les fonctionnaires, les

militaires et les civils qui ont peur ou qui refusent de se soumettre, plient bagage en traversant le fleuve.

Comme d'habitude, les services publics sont ciblés à chaque nouvelle conquête ; ainsi, les forces occupantes siègent à la sous-préfecture et au débarcadère de Konna, tout en circulant dans toute la ville. Selon nos interlocuteurs, Hamadou Koufa, fier de sa victoire, aurait lancé : « Eh ! Nous avons vaincu, mais nous avons été tués en grand nombre » (*heee men kawi ka heee men barama*). A la grande mosquée, il ne tarde pas à annoncer l'arrivée des autorités islamiques, considérées comme « divines », et demande à la population d'enterrer les soldats morts en ces termes : « Allez y récupérer vos chiens » (*yeehe bantey dawandi mo*). Puis il promet : « Demain, je serai à Sévaré pour la Prière de vendredi ! » (*mi jumayan Sevaré jango*).

Plus qu'une offensive militaire, la prise de Konna se présente aux Maliens comme une menace de disparition du Mali. La déclaration de s'emparer de Sévaré parachève le désespoir. Nombre de civils, comme des militaires, estiment « qu'on ne peut pas “perdre Mopti-Sévaré”, ces villes étant considérées comme le dernier “verrou militaire” avant la capitale, Bamako (si vous êtes à Mopti, vous êtes à Bamako) » (Pouponneau, 2022 : 46). Devant la psychose inhérente à la perte de Konna par les soldats maliens qui se sont une fois de plus repliés sur le sud, le Mali monte au créneau pour solliciter l'aide internationale, en l'occurrence la France. Nonobstant son indépendance obtenue depuis 1960, le Mali n'est jamais parvenu à voler de ses propres ailes et est toujours resté sous la tutelle de l'ancienne puissance coloniale. C'est ainsi que « les forces militaires françaises sont dépêchées sur le sol malien le 11 janvier. L'opération baptisée “Serval” est engagée » (Borel, 2015 : 6).

Stopper la colonne djihadistes marchant sur Bamako était l'un des arguments avancés en janvier 2013 par le président François Hollande pour décider de l'intervention française même si nul n'avait la certitude que les groupes djihadistes entendaient s'emparer de Bamako (Lasserre et Oberle, 2013). Il reste que l'on peut se demander quelles étaient les réelles intentions des djihadistes en 2013 ? 10 ans plus tard, certains reposent la question : « si rien ne permet de douter que des groupes armés se dirigent vers le sud, on ne peut affirmer qu'une “colonne” *smoking gun* justifiant l'action et ses modalités, se dirigeait effectivement vers Bamako » (Daho, *et al.*, 2022 : 9). Dans la même logique, Attaher Maïga affirme : « Même si beaucoup, y compris les responsables français justifiant l'intervention militaire, ont évoqué le risque imminent d'une descente des djihadistes pour “prendre” Bamako, il est bien plus vraisemblable que l'offensive visait l'aéroport et les bases militaires de Sévaré, avec

l'intention d'empêcher le renforcement du dispositif militaire malien par les forces étrangères » (Maïga, 2022 : 154). Mais c'était cette rumeur, entretenue par la peur, qui parcourait alors tout Bamako à cette époque.

Au cours de nos enquêtes de terrain, nous n'avons eu de réponses claires sur la question de savoir si les groupes voulaient s'emparer de Bamako. A partir d'une réponse donnée à la question sur la diversité ethnique des attaquants de Konna, Issiaka Sow explique :

« Vers 14h, le vendredi 11 janvier, un ami nous informe du décès par balle d'une dame du nom de Koubiti et sollicite de l'aide pour inhumer le corps. En route pour le cimetière, nous croisons des djihadistes près de l'école C. J'étais par derrière. Ils m'ont parlé en fulfulde. J'ai fait semblant de ne rien comprendre. En bambara, en anglais je n'ai toujours pas répondu ! Alors l'un d'eux m'a dit : ça veut dire que tu comprends français. J'étais pris de peur et je me sentais obligé de répondre pour ne pas avoir de problèmes. Leur question était de savoir qui on partait enterrer ? J'ai alors répondu une dame. L'un d'eux m'a demandé si c'était de leurs fautes ou la faute des français si cette femme était morte ? Je lui ai répondu, c'est de votre faute ! Car avant, nous étions ici, les Français ne sont pas venus nous tuer. Il a dit Allahou Akbar, beaucoup d'autres ont répondu Allahou Akbar. C'est à ce moment, que j'ai réalisé qu'ils étaient nombreux et occupaient toutes les salles de classes. Ils étaient aussi en train de laver leur mort. L'un d'entre eux m'a dit : Tu ne me connais pas, sinon moi j'ai duré ici ; je suis de Ségou. J'ai directement répliqué qu'est-ce qu'un Ségovien cherche ici ? Il m'a dit : Eux, ce sont des Pakistanais ; ils sont venus nous aider à faire la Diina. Nous irons jusqu'à Kolondièba [Région de Sikasso]»²⁹.

La bataille de Konna, qui s'est soldée par la victoire des forces maliennes et françaises, révélait une dimension particulière de la localité : celle d'une ligne de front qui, si elle avait été enfoncée, aurait menacé l'État et la nation. Mieux encore, car si la coalition djihadiste avait passé cette ligne de front, elle aurait mis en péril ce que certains appellent « le Mali utile »³⁰, notion déjà utilisée à l'époque coloniale pour désigner la vallée du Niger qui va de Mopti aux frontières de la Guinée, avec comme épiscentre l'Office du Niger et la zone cotonnière, soit un espace géographique qui regroupe 80% de la population malienne. La ville

²⁹ Issiaka Sow, 37ans, entretien en bamanankan réalisé le 08/09/2021 à Konna.

³⁰ Lire par exemple le rapport du Réseau Universitaire International de Genève (RUIG) rédigé par Pauline Plagnat, 2003, « Analyse macroéconomique du Mali : le Mali est ses inégalités face à la globalisation », financé par l'Institut universitaire d'études du développement de Genève. [En ligne, consulté le 16/09/2022. URL – http://www.ruig-gian.org/ressources/comeliau-inegal_Mali-Plagnat-Barry.pdf]

de Konna comme ligne de front entre un « Mali utile » et un « Mali revendicateur d'autonomie » en 2013... Et si cette position de Konna remontait bien plus loin dans le temps ?

Par ailleurs, la position géostratégique de Sévaré à l'échelle nationale attire l'attention des chercheurs, et certains posent même la question si la ville de Sévaré ne serait pas devenue la nouvelle capitale du Mali, dans la restructuration de l'économie et de l'histoire du pays (Magassa *et al.*, 2015). Pour ces auteurs, « la présence du gouvernement à Sévaré pourra également aider à améliorer la visibilité de l'État dans les régions ; et en particulier, dans les régions du Nord. Dans le contexte politique actuel, le déplacement du centre du pouvoir sera un symbole très fort d'un gouvernement qui cherche à construire l'État et l'union nationale sur une nouvelle base. De cette façon, non seulement on apporte une solution au problème de représentativité de l'État, permettant à toutes les régions de s'identifier mieux avec l'Institution, mais on agit pour un développement plus homogène et une meilleure distribution de la richesse sur l'ensemble du territoire » (*ibid.* : 51). D'autres comme Attaher Maïga, considèrent que « le Mali ne pourra vraisemblablement pas sortir de cette crise sans repenser fondamentalement les bases d'un contrat social national entre le nord et le sud. Cela supposera de mettre fin à la gouvernance à distance, à travers des relais douteux, criminels ou mafieux du nord » (Maïga, 2022 : 144).

Chapitre IV – La fondation de Konna : jeu et enjeux entre autochtonie et allochtonie

Ce chapitre portera sur la construction et l'historique de la localité. L'analyse du mythe de fondation et la description de l'alliance qui s'est instaurée entre les conquérants et les autochtones pour taire les divergences entre les parties. Nous aborderons également l'arrivée des acteurs politique dans la localité, pour appréhender les événements historique qui auraient y lieu à Konna. Un autre point de ce chapitre sera consacré, au déplacement du village de l'ancien site pour le nouveau et à la réorganisation socio-politique de la localité.

IV.1. Construction socio-historique d'une ville à l'histoire controversée

Le delta intérieur du Niger est une zone d'inondation avec un passé instable. Son histoire « s'inscrit dans celle du soudan occidental, où se sont développés de nombreuses organisations étatiques, en l'occurrence les empires du Ghana, du Mali et du songhay. Le delta a certainement pris une part active dans le développement de ces états, car elle fut non seulement une importante réserve agro-pastorale et de pêche, mais surtout une voie de passage obligée pour les échanges commerciaux entre populations du Sud et du nord du Sahara » (Dembélé, 1994 : 25). Outre son appartenance à ces empires du XIe (Ghana), XIVe (Mali) et XVe siècles (Songhay). Après le démantèlement de ce dernier empire suivi de l'invasion marocaine, le Delta fut le territoire de la Dina au XIXe siècle, avant d'être la terre conquise des toucouleurs d'El hadj Oumar. Notons que, Sa richesse à de tout temps attirée et retenue les éleveurs nomades, les cultivateurs sédentaires, et les chasseurs-pêcheurs semi-nomades (Quiensière, 1994 : 10). Des chercheurs africains et panafricaniste ont consacré de multiples travaux sur le delta.

René caillé décrit son immensité et sa richesse au cours de son voyage sur Tombouctou, Quant à Jean Gallais, il a consacré ses études sur la morphologie et l'étude des hommes du delta. (Caillé, 1830 ; Gallais, 1967 ; 1984). Sur le plan humain, cette zone est d'après Jacques Daget un « lieu privilégié de contact entre les cultures authentiquement africaines, ayant leur source en pays mandé, et les civilisations méditerranéennes d'origine berbère, marocaine, arabe et française » (Quiensière, 1994 :10-11).

La localité de Konna est située dans cette immense plaine d'inondation saisonnière qui couvre entre 15000 et 35.000 km² (Bouaré, 2012 : 29) avec comme populations les Bozos et Nononké ou Nono, considérés comme les premiers occupants. (Kassibo, 1994 : 84 ; Bouaré, 2012 : 82). L'éminent géographe Jean Gallais donne des précisions sur la structuration de la ville de Konna, en mettant en exergue ses caractéristiques communes aux centres urbains marka tel que Mopti, Djenné et Dia (Gallais, 1984 : 152). Konna entretenait des liens étroits mais complexes avec les pouvoirs politiques et religieux qui ont dominé la région, en l'occurrence les deux califats de Hamdallaye (Seeku Ahmadu) (Gallais, 1984 : 151) et Bandiagara (Tijâni) (Holder, 2001 : 159). L'anthropologue Bréhima Kassibo rend compte quant à lui du processus d'islamisation de la région, ou plus exactement de « réislamisation » conduite par pouvoirs qui se sont succédés tout au long des XVIIIe et XIXe siècles (Kassibo, 1994 : 87).

Selon les données recueillies sur le terrain, les peuples primitifs carapatant le phénomène de razzia se sont repliés au XVIIIe siècle sur une butte au bord du fleuve Niger située entre Mopti et le Lac Debo. Cette butte appelée aujourd'hui *Konna-hinde*³¹ fut à la fin du XVIIe ou début XVIIIe siècle un lieu de rencontre de différentes communautés du sud et du nord de l'actuel Mali. L'histoire de cette localité est très complexe en ce sens que diverses versions s'établissent autour d'elle.

La transmission orale des récits de fondation de génération en génération induit des modifications d'autant plus manifestes que ce type de récit sert aussi à légitimer des pouvoirs, à commencer par celui de l'antériorité d'occupation du site. Les générations y ajoutent ainsi leurs touches tout en éliminant certaines parties et en glorifiant les ascendants des familles fondatrices, ce qui engendre une pluralité de récits.

Trois groupes auraient fondé Konna-hinde : les Kornyo, les Kèmèso et les Kampo qui revendiquent respectivement les identités bozo, somono et nononke ou noron. Le fleuve Niger passe par Konna, plus précisément par le lieu-dit Baleo faisant face à la butte exondée de Konna-hinde. Ce territoire est pratiquement inondé pendant la période de crue.

³¹ Konna-hinde est le nom donné au premier Konna. Hinde vient de hidunde qui veut dire littéralement ancien en peul. Le village de Konna voit le jour sur ce site avant d'être transféré pour son emplacement actuel.



Photographie n°1 : Vue de Konna-hinde, d'où l'on aperçoit au loin la localité de Konna (Source : Aïssata Kampo, 30 août 2021)

IV.1.1. L'imbrication des identités ethniques

A l'instar de nombreuses localités du Mali, la ville de Konna a une histoire pleine de controverses et n'est pas du tout stable. Les récits de fondation recueillis à Konna, à Sévaré et à Bamako sont caractérisés par une trame qui est loin d'être consensuelle.

Comme annoncé précédemment, trois groupements d'origines différentes sont censés avoir fondé Konna. Cette îlot serait une terre de rencontre ayant servi de refuge pour les uns, de propagation de l'islam pour d'autres. La diversité des récits sur l'histoire des familles dites fondatrices laisse à penser qu'elle comporte beaucoup d'ambiguïtés. Les narratifs recueillis de part et d'autre relatent les rapports internes, les rivalités, les concurrences et montrent les lignes de fracture.

Même si leur origine reste inconnue, car tantôt on parle du lieu-dit Timé, tantôt de pays arabes, les récits sont unanimes pour faire des Kornyo les premiers habitants de Konna.

L'évocation des Bozo et de leur pratique de la pêche ont toujours permis de rendre compte de leur ancienneté dans le Delta central. Rejoints par les Kèmèso, selon la légende ces deux groupes vivaient pendants longtemps dans des sortes de « terriers » que l'on nomme *luge* en fulfulde. Malgré le caractère stigmatisant que pourrait revêtir cette origine supposée, il s'agit d'un récit partagé que rapporte également Bréhima Kassibo : « l'ancêtre des pêcheurs réside toujours dans un trou jusqu'à l'arrivée d'un autre groupe qui va les rejoindre ou les sortir du trou » (Kassibo, 1994 : 87). Il s'agit là d'un récit typique de l'autochtonie, où une communauté venue de nulle part serait apparue des profondeurs même de la terre, s'opposant ainsi à l'allochtonie de ceux qui sont quant à eux venus de quelque part

Pour comprendre l'origine du patronyme Kornyo, il nous semble important de prendre en compte ce que les intéressés en disent, dans un récit qui se veut une sorte de synthèse de l'évènement qui est à l'origine. Selon Abdoulaye Kornyo :

« Quand nos ancêtres sont arrivés sur la butte exondée de Konna-hinde, ils ont trouvé en place des oiseaux très dangereux dont la taille dépassait celle de l'être humain. Ces grands oiseaux, qui n'existent plus de nos jours, mangeaient les humains. Pour combattre ces animaux sauvages, l'un des ancêtres qui était marabout, a adressé des implorations à Dieu (ce qu'on appelle Ala deli en bamanankan) dans un canari [i.e. poterie]. A chaque fois qu'un oiseau volait au-dessus de celui-ci, il mourrait. Certains habitants s'étonnaient de la mort soudaine des oiseaux et d'autres disaient en langue bozo : "koronan gno ni", c'est-à-dire "le canari mauvais". Le nom de famille Kornyo tire son nom de ce canari mauvais qui permet d'éliminer tous les oiseaux dangereux. »³²

Certes, ce récit explique d'une certaine manière l'origine du nom de famille Kornyo. Cependant, nous devons le prendre avec un peu du recul pour ne pas exclure le contexte de « l'invention de la tradition » (Hobsbawn et Ranger, 2012). Dans sa biographie *Almamy l'âge d'homme d'un lettré malien*, Almamy Maliki Yattara et Bernard Salvaing parlent d'une famille de Konna « connue pour pêcher et camper au bord du fleuve, cette famille Kornyo comprend de longues dates des intellectuels connaisseurs en islam, mais cela remonte à la période de l'empire du Macina. C'est à ce moment qu'ils ont débuté dans l'instruction » (Yattara et Salvaing, 2003 : 335). Si l'islamisation des Kornyo dont il est question ici, ne remonterait pas plus loin que l'époque du califat peul de Hamdallaye, leur origine reste obscure, dans la mesure où leur histoire commence dans les « terriers » de Konna-hinde,

³² Abdoulaye Kornyo, 72 ans, entretien en fulfulde réalisé le 20/08/2021 à Konna.

tandis que d'autres évoque le « Mandé » qui a vu naître l'empire du Mali. Ainsi, selon Idrissa Kèmèso :

*« Toutes les peaux noires [i.e. Africains] du Mali et de Guinée sont originaires du Mandé. Le Mandé s'est cassé à trois reprises et toutes les fois où ça n'allait pas les gens ont migré et ne sont plus revenus. »*³³

Cette filiation du Mandé est un récit récurrent et ancien, que rapporte déjà René Caillé dans son journal de voyage, à propos des habitants de Konna qui « ont des cheveux crépus, le teint très noir, et du reste, tous les traits des Mandings, dont ils sont une famille ; seulement ils parlent une autre langue » (Caillé, 1830 : 252). Pour sa part, l'anthropologue Claude Fay rapporte que les Bozo interrogés sur leur origine, évoquent aussi leur venue du Mandé (Fay, 1989 : 164). Le Mandé, région qui fait référence aux massifs où est né l'empire médiéval du Mali, est en fait invoqué par la plupart des populations de la région, même si les enquêtes de peuplement montrent que ce n'est pas le cas. L'ethnographie de l'école du Musée de l'Homme (Germaine Dieterlen, Solange de Ganay, ou encore Youssouf Tata Cissé) a largement accrédité le mythe du Mandé, notamment à propos des Dogon. En réalité, le Mandé est un lieu symbolique prestigieux – celui du pouvoir absolu dans la région – qui permet d'intégrer une identité commune, à l'instar de la Mecque, dont se réclament plusieurs groupes islamisés (notamment les Peuls), et qui renvoie à une islamisation prototypique. Du reste, certains anthropologues, notamment Michel Izard qui travaillait sur le Burkina Faso, avaient déjà noté que les récits d'origine faisant appel au Mandé plaçaient cette région, tantôt au sud, tantôt à l'ouest, tantôt à l'est...

Le second groupe des Kèmèso appartient à la communauté somono. Il s'agit d'« un groupe professionnel de laptots constitué dès l'empire du Mali, ou au moins par l'empire de Ségou, sur une base pluriethnique (Sominké, Malinké, Bobo, Minianka et Bozo). Ils se sont vus attribuer certaines maîtrises du fleuve par les conquérants successifs. Ils sont dotés d'un équipement plus lourd que celui des Bozo (filets de diverses tailles et maillages) » (Fay, 1989 : 162). Selon la légende, les Kèmèso rejoignent les Kornyo dans les « terriers », suite à un événement que nous décrirons dans les prochaines lignes. Abdoulaye Kornyo rapporte que :

« Les Kornyo ont fait appel aux Kèmèso qui venaient de s'installer aux alentours de Konna-hinde. Les Kornyo les appellent en ces termes : “Be koy na” (le village tire son

³³ Idrissa Kèmèso, 52 ans, entretien en fulfulde réalisé le 01/09/2021 à Konna.

appellation de là), ce qui veut dire en langue bozo : “Venez nous aider”. Certains Kèmèso répondirent entre eux : “kènso”, ce qui signifie “Allons-y”, tandis que d’autres répondirent “kèmayso”, ce qui signifie, “n’y allons pas”. »³⁴

Le patronyme Kèmèso serait venu de ce *keymaso*. Si la narration s’attarde sur l’origine des noms de famille, les dates d’arrivée et les causes de leur venue restent inconnues. Toutefois, on sait que des guerres et des razzias (Quiensière, 1994 :3 5) ont animé le Delta intérieur pendant des siècles, notamment après la chute des grands empires qui avaient apporté une certaine stabilité. Mais à partir du XVIIIe siècle, « beaucoup de villages ont dû changer par la suite d’emplacement et utiliser le fleuve comme bouclier, pour se protéger d’éventuelles attaques » (Barry, 1993 : 71). Les récits évoquent que les deux communautés « souterraines » des Kornyo et des Kèmèso vivaient dans la criante de l’extérieur, au point qu’elles ne sortaient que la nuit pour faire leurs besoins, et ce jusqu’à l’arrivée d’un troisième groupe : les Kampo.

Les Kampo sont considérés comme le troisième groupe des fondateurs de Konna. Aborder l’origine des Kampo est là encore un sujet sensible à Konna. L’histoire de ce groupe, réputé Nononke, autrement appelé Marka, est complexe et mythique. Selon Jean Gallais, les Marka se diviseraient en deux groupes anciennement islamisés : les Marka noirs (*Marka pi*), et les « Marka blancs » (*Marka jè*). Les premiers sont considérés comme les plus anciens des deux dans la vallée du Niger, tandis que la présence des seconds, réputés d’origine sahélienne, ne remonteraient pas au-delà du XIXe siècle (Gallais, 1984 : 29). Les « Marka noirs » sont considérés comme les vieux riziculteurs deltaïques et sont souvent associés aux Bozo, participant à la pêche et à la gestion des eaux (Fay, 1989 :163). Les Kampo de Konna sont classés quant à eux dans la catégorie des « Marka Blancs ». Jean Gallais rapporte que dans le Korondougou, le nom du canton colonial qui constituait la région de Konna, les « Marka blancs » comme les Kampo ou les Timbo ont le plus souvent l’autorité politique des localités, tandis que les Marka noirs, tels que les Nadio (ou Nadian) détiennent plutôt le rôle de maître de la terre. (Gallais, 1984 :30)

Si cette catégorisation rapportée par Jean Gallais a ses limites, il est important de comprendre qu’on distingue deux segments lignagers Kampo à Konna, chacun se réclamant du même lignage fondateur. Il s’agit de la famille occupant la chefferie actuelle et d’une autre qui l’avait occupée par le passé. Les deux familles situent leur origine dans la ville mythique de

³⁴ Abdoulaye Kornyo, 72ans, entretien en fulfulde réalisé le 20/08/2021 à Konna.

Koufa (ou Kûfa), située à environ 170 km de Bagdad. Si l'on s'en tient à toutes les données recueillis, Konna aurait ainsi été fondée par deux hommes du nom d'Alpha Ibrahima et El-Hadj Ibrahima, qui se seraient rencontrés sur l'ancien site de Konna et auraient décidé d'y cohabiter. Dans ces récits les Kampo en installant ignorait la présence des Kornyo et des Kèmèso. Le récit qui constitue en réalité le récit officiel, que l'on a retrouvé par exemple dans la thèse de Kadidia Bouaré : « Konna fut fondé [...] par Elhadj Ibrahim Kampo à la fin du XVIIème siècle, début XVIIIème siècle. Le village se situait à l'époque au bord du fleuve sur une butte de konna-hinde (vieux Konna) en Bozo. A l'arrivée d'El Hadj Ibrahim Kampo qui naviguait vers Niafouké pour son commerce, le site était occupé par les Bozo Kornyo et leurs serviteurs Somono qui portaient le patronyme Kèmèso. El Hadj Ibrahim Kampo, décida d'y élire domicile et noua une alliance avec ses hôtes bozo en leur jurant de ne pratiquer que l'agriculture » (Bouaré, 1993 : 133). Selon Koko Kampo :

« Musulman, El Hadj Ibrahima s'installe à Konna-hinde sans connaître existence des Kornyo et les Kèmèso sur le site. A leur découverte, il islamise ses hôtes après les avoir assurés qu'il n'avait d'autres intentions que de cohabiter avec eux. Il réussit ainsi à les faire sortir des terriers et fonde avec eux le village de Konna, sur l'ancien site qu'on appelle aujourd'hui Konna-hinde. »³⁵

Bréhima Kassibo nuance cette version pacifique de la fondation de la localité, version partagée par nos informateurs : « En arrivant à Konna-Indhè à la fin du XVIIIe siècle, des immigrants marka islamisés en provenance de la boucle du Niger sous la conduite des Kampo y trouvent des bozos des clans Kornyo et Kèmèso. Ils les font sortir des trous de force et les convertissent d'emblée à islam en les rasant la tête et en les rebaptisant. » (Kassibo, 1994 :87).

L'utilisation de la force par les groupes conquérant sur les autochtones est courante dans les récits du Delta intérieur du Niger. Dans le cas de Konna, les récits oraux et leur recueil écrit évoquent le refus catégorique d'un certain Bayon Kèmèso de se convertir à l'islam. Il aurait préféré, dit-on, se jeter dans le fleuve, au tournant de Konna-hinde, où il s'est noyé. Cette partie du fleuve porte jusqu'à présent le nom de Bayon Kiye³⁶.

Par ailleurs, la fondation de Konna par El Hadj Ibrahima est contestée par certains informateurs notamment, ceux qui se disent descendants de l'Alpha Ibrahima. Elhadj Kampo affirme :

³⁵ Koko Kampo, 72 ans, entretien en français réalisé le 30/09/2021 à Bamako.

³⁶ Pour les Kèmèso de Konna, Bayon s'est alors transformé en crocodile, d'où l'interdit clanique à l'égard de cet animal.

« Nous sommes les premiers à avoir défriché [tu tikèba]). Quand on dit Konna, ce sont les Kèmèso, les Kornyo et les Kampo. Mais la localité ne s'est construite qu'avec l'arrivée d'Alpha Ibrahima venu de Kouffa, une ville en Irak vers La Mecque. Voulant imiter le Prophète dans l'expansion de la religion, il voyagea de Koufa à Tombouctou et continua jusqu'à Konna-hinde dans une pirogue contenant toute sa famille. Quelque temps après son installation, il entendit des bruits sans savoir d'où ils provenaient. Un jour il aperçut un chien, ils le suivirent dans les trous où vivaient les Kornyo et les Kèmèso. Ils convainquirent ces derniers de sortir pour qu'ils habitent ensemble. »³⁷

A l'analyse, il faut comprendre que chaque partie se veut fondateur de Konna pour montrer sa légitimité à occuper la chefferie ou l'imamat. Cela se comprend dans la mesure où la chefferie a transité entre ces deux familles et la rivalité existe entre elles depuis plus d'un siècle. Pourtant, les Kèmèso, les Kornyo et la plupart des informateurs ne font pas de distinction entre les Kampo. D'ailleurs, il n'est pas aisé de les différencier car il existe non seulement des liens de parenté et d'alliance entre les deux familles, mais ils habitent aussi dans le même quartier. A noter que rares sont ceux qui parviennent à faire la généalogie de leur propre famille ou de leur lignage ; on parle plutôt de « nos ancêtres », de qui personne ne sait pratiquement rien.

L'histoire de la fondation de Konna est d'une sophistication très difficile à décerner, précisément celle des Kampo, qui sont en perpétuelle recherche de légitimité. Toutefois, nous pensons que la scission des deux familles n'intervient que plus tard, avec les générations suivantes, comme nous le verrons plus tard. Il faut savoir que pour le nom, d'aucuns disent qu'il est tiré du nom d'un filet de pêche appelé *Kan*³⁸. Une autre version livrée par la chefferie actuelle affirme qu'El Hadj Ibrahima portait le patronyme Kanfo en arrivant à Konna-hinde. Mais qu'étant donné que le « f » se réalise par un « p » en langue bozo, le nom de Kanfo aurait été prononcé Kampo (ou kanpo) par les Kornyo et Kèmèso³⁹. Ainsi, El Hadj Ibrahima et Alpha Ibrahim s'agit il de la même personne ?

Ce passage donne tout son sens à l'idée d'une « construction de l'histoire ». L'histoire en tant que récit du passé n'est jamais fixe ; elle est suivie de multiples changements et modifications que chaque génération tente de légitimer en fonction de ces stratégies de pouvoir. L'histoire

³⁷ Elhadj Kampo, 50 ans, entretien en bamanankan réalisé le 19/09/2021 à Konna.

³⁸ Amadou Kampo, 70 ans, entretien en fulfulde réalisé le 23/09/2021 à Konna. Il existait des filets appelés *kan*. Un jour où les gens pêchaient, le filet d'Ibrahima s'est troué et tout le monde s'est mis à rire en disant : Ibrahima *kan yen po*, ce qui signifie « Le filet d'Ibrahima s'est troué ». Le nom Kampo est venu ainsi.

³⁹ Koko Kampo, 72 ans, entretien en français réalisé le 30/09/2021 à Bamako.

des Kampo de Konna n'échappe pas à ces changements et modifications. Le passé tant glorifié est le plus souvent une création des hommes pour mieux organiser leur vie quotidienne.

Il est évident que les hommes y ont vécu à Konna-hinde pendant des générations, car son territoire est toujours couvert de morceaux de poteries, des vestiges montrant les traces humaines. Mais la question qui mériterait d'être posée est de savoir si Konna-hinde est le premier site d'habitation de Konna ? Nous allons plus tard toucher un autre site de Konna dont l'histoire est très ambiguë. Cependant, au cours de nos enquêtes nous avons appris que les trois groupes, Bozo, Somono et Nononké cohabitaient ensemble à Konna-hinde à la suite d'une signature d'un pacte de sang.



Photographie n°2 : Tesson de poterie sur le site inhabité de Konna-hinde. Les femmes de Konna-hinde étaient réputées dans la fabrication des poteries, lesquelles servaient aussi bien aux besoins domestiques que de réceptacles pour les sépultures préislamiques (Source : Aïssata Kampo, 30 août 2021).

IV.2. L'instauration d'un pacte mutuel pour une cohabitation harmonieuse

IV.2.1. L'influence du mythe sur l'histoire

Le mythe des habitants souterrains donne aux Bozo la réputation d'être les premiers occupants de la région, ce qui leur confère les privilèges de l'autochtonie, par rapport aux autres groupes (Bouaré, 2012 : 82). Les Bozo, communauté que l'on considère comme n'ayant aucune velléité de pouvoir politique, représentent l'inoffensivité, en même temps que la méfiance entre les communautés vivant à Konna-hinde. Au cours de nos enquêtes, nous n'avons pas recueilli de récits de violences que les Kampo auraient exercées sur les Kornyo et les Kèmèso. L'idée centrale qui se dégage des discours locaux, c'est l'établissement d'un compromis pour une cohabitation harmonieuse et sans trahison. A ce sujet, Koko Kampo mentionne lors d'un entretien :

« Les Kèmèso et les Kornyo voulaient se retirer en voyant l'ancêtre des Kampo, mais il les a convaincus de rester. Il les a assurés qu'il souhaitait juste cohabiter avec eux. Les Kampo étaient instruits, musulmans pieux, mais les autres ne priaient pas. Il va alors les exhorter à se convertir à l'islam et de prier avec lui. »⁴⁰.

Ce récit donne globalement l'impression d'un « accord pour la paix » entre les protagonistes. Cependant, il faudrait le prendre avec prudence car on ne peut ignorer que le narrateur est un membre de la famille Kampo. Il s'agit là de traditions orales familiales qui, pour la plupart, mettent seulement l'accent sur le côté positif de l'histoire. Selon Kassibo, « la conclusion du pacte revêt un aspect hiérarchique et asymétrique dans le cas des Kampo de Konna Indhé [...] ils violentent les pêcheurs et les convertissent de force à l'islam. Dans la majorité des cas, les pêcheurs se sont trouvés face à des groupes importants de migrants en fuite et/ou en quête de nouvelles terres, ou de guerriers-chasseurs puissamment armés. Il s'en est suivi la conclusion de pactes entraînant des rapports de pouvoir entre eux et les nouveaux arrivants. » (Kassibo, 1994. 88). De son côté, Claude Fay rapporte que la mythique sortie des terriers est toujours liée à une pression extérieure qui se termine par la conclusion d'un pacte de non-agression, un pacte de sang appelé *hollare* en fulfulde (Fay, 1989 :164-165).

IV.2.1.1. Le pacte de sang, ou la distribution des fonctions : le pêcheur, le commerçant et le chef

Si ce type de récit n'apparaît aucunement dans les récits recueillis sur le terrain, les sources orales et écrites sont unanimes sur le refus de l'ancêtre des Kèmèso à se convertir à l'islam

⁴⁰ Koko Kampo, 72 ans, entretien en français réalisé le 30/09/2021 à Bamako.

(Kassibo, 1994). Cet évènement introduit les trois lignages (*suudi baaba* en peul) fondateurs dans la signature d'un pacte de sang. Pour conclure celui-ci, ils consommèrent un brouet à base de farine de mil qui porte le nom de *Cobal*, dans lequel a été incorporé le sang des trois chefs de famille. Depuis ce temps, un respect mutuel et un serment existent entre les trois lignages. Les Kèmèso, les Kornyo et les Kampo se sont promis à la suite de ce pacte l'interdit de sceller toute alliance matrimoniale pour éviter les malentendus entre eux et de risquer de faire couler le sang (y compris celui de la jeune épouse). A cet effet, Djénéba Kèmèso affirme :

« Les trois lignages ne se marient pas entre eux ; les uns n'assistent pas aux funérailles des autres et ne se provoquent pas. Celui qui va à l'encontre de ces principes en subira les conséquences. Il n'y a que du bon entre nous. Si ce n'est pas actuellement, à chaque fois qu'un membre des trois familles décède, les autres s'attendaient à la perte d'un membre de leur propre famille dans les jours qui suivaient. Jusqu'à aujourd'hui, les Kornyo, les Kèmèso et les Kampo évitent de voir le sang de l'autre couler, car en le voyant, il y a de forts risques d'en perdre aussi. »⁴¹

Dans les récits recueillis, l'accent est aujourd'hui plus mis sur le résultat du pacte, c'est-à-dire la paix, la cohabitation pacifique et harmonieuse, tandis que l'utilisation de la force ne ressort pas dans les récits de nos informateurs. L'acceptation de ce serment par les descendants des trois familles contribue à maintenir une cohésion sociale et politique entre les fondateurs de Konna, avec une distribution des rôles intangible, qui distingue ceux qui ont la chefferie et ceux qui ont la maîtrise de la terre ou des eaux. La crainte de briser un pacte formalisé par les anciens fait qu'il reste inviolable, même s'il n'a plus totalement la même vigueur aujourd'hui.

Ces pactes sont très fréquents en Afrique, et particulièrement dans le Delta intérieur du Niger qui, par la richesse de son environnement, a été une zone convoitée de tout temps. A titre d'exemple parmi une multitude d'autres, on citera ici l'historienne Bintou Sanankoua, qui rend compte du récit d'un pacte entre les Bobo agriculteurs et les Peul éleveurs de la région du Kounari, à l'entrée du plateau de Bandiagara, par lequel ils mirent fin à leur litige (Sanankoua, 1990 : 25).

Après l'instauration du pacte entre les trois lignages fondateurs à Konna-hinde, ils organisent leur quotidien et leurs activités, en développant leurs activités économiques, entre agriculture, pêche, élevage et commerce. D'après nos informateurs, les migrations interviennent qu'avec

⁴¹ Djénéba Kèmèso, 69 ans, entretien en fulfulde réalisé le 01/09/2021 à Konna.

la deuxième génération. En effet, les jeunes de la deuxième génération de la famille Kampo ont migrés dans le delta central et sur le plateau dogon. Sur sept garçons de la famille seule quatre seraient restés à Konna-hinde. Selon Koko Kampo :

« El Hadj Ibrahima a eu un seul fils : Moussa Kampo. Ce dernier a eu sept garçons, parmi lesquelles trois sont partis en exode et ne sont jamais revenus. Tégué Kampo est monté sur le plateau de Bandiagara, et les deux autres sont partis à l'intérieur du Delta. Sinon, tous les Kampo ont leur origine à Konna.⁴² »

De fait, les Kampo de Konna occupent une position d'autorité politique et religieuse, en détenant simultanément « la chefferie » (*amiraku*) et « l'imamat » (*almamaku*), une configuration que l'on retrouve un peu partout dans le Delta intérieur. Ainsi, Jean Gallais rapporte que « dans les centres urbains marka, à Dia, les deux [pouvoirs] sont réunis en Almamy Koreischi. Cela résulte de la théocratie de la Dina. Plus souvent, ce sont deux frères ou parents, à Konna par exemple » (Gallais, 1984 : 151).



⁴² Koko Kampo, 72 ans, Entretien en français réalisé le 30/09/2021 à Bamako.

Photographie n°3 : Vue de la porte du vestibule de la chefferie de Konna (Source : Aïssata Kampo, 13 septembre 2021)

Quant à ceux qui sont partis, les migrations sans retour et les nouvelles alliances tissées localement auront dissout leur identité initiale au bénéfice d'une assimilation à leur nouveau milieu. C'est pourquoi, il n'est pas rare de rencontrer, des Kampo qui se disent Bozo dans la région du Macina, voire même Peul dans la zone de Korientzé.

IV.3. L'empreinte politique de la Diina : le déménagement de Konna-hinde à Konna

Fondée à la suite de la victoire des Peul contre l'État de Ségou lors de la bataille de Noukouma en 1818, la Diina de Sékou Ahmadou est un événement indélébile dans l'histoire du Delta intérieur du Niger. C'est à une reconfiguration totale et brutale de l'organisation sociale de la zone du Delta que la Diina met alors en œuvre, à travers un djihad et l'application littérale de la charia qui s'y attache. En ce début du XIXe siècle, on assiste ainsi à une politique forcée de sédentarisation des Peul, de conversion à l'islam des peuples considérés comme « païens », de réduction en esclavage pour ceux qui ne se sont pas convertis et de réorganisation de l'économie du Delta autour de la gestion des herbages et d'exploitation de l'agriculture au service de l'État islamique.



Photographie n°4 : Bras du fleuve Niger au niveau de Konna (source : Aïssata Kampo, 30 août 2021)

La ville de Konna figurait parmi les importants centres commerciaux de la région, connue pour sa capacité industrielle dans la fabrication des étoffes de laine de moutons et de coton cultivé sur place. Les gens de Konna sont aussi connus pour leur richesse « en troupeaux de bœufs, moutons, chèvres et nourrissent beaucoup de volailles » (Caillé, 1830 : 251-252). De plus, « les caravanes venant du sud [...] apportaient de la cola, des esclaves, des verroteries, du fer, des étoffes [...] » (Ba et Daget, 1984 : 79). Ce grand commerce qui procurait d'importantes ressources financières à la Diina passait par Konna. Ibrahima Barry fait remarquer dans sa thèse que « la Diina consciente par le fait que la part substantielle de ses revenus découlait de ce commerce international, va renforcer son emprise sur ses principales villes commerçantes: Diéné, Tombouctou, Mopti, Konna, Kaka-Sofara » (Barry, 1993 : 96). Ainsi, il était impératif pour la Diina de surveiller les villes accueillant les principaux marchés et de repositionner certains entre elles pour des raisons politiques et commerciales. La Diina aurait ainsi déplacés sept localités, parmi lesquelles Konna. Selon Abdoulaye Kornyo :

« Sékou Ahmadou a fait déplacer sept villages, dont l'ancien Mopti et l'ancien Konna. Les cinq autres sont dans le Macina ; je ne connais pas leur nom. Pour ce qui est de Konna, il savait que Konna allait s'agrandir et se développer. Or l'ancien site était petit ; donc le déplacement était indispensable. »⁴³

Une autre raison du déplacement est l'inondation dont était sujette périodiquement la butte de Konna-hinde (Caron, 1891 : 217) et son étroitesse empêchant le développement de la localité et l'accroissement de sa population. Mais il semble évident que le déplacement du site émane des directives de la Diina. Ainsi, Amadou Hampâté Ba et Jacques Daget estiment que Sofara et Konna⁴⁴ furent déplacés « probablement, comme dans le cas de Mopti, pour des raisons politiques et économiques car il s'agissait de marchés très importants en bordure du fleuve » (Ba et Daget, 1984 : 79).

De fait, la localité de Konna-hinde fut déplacée pour des raisons à la fois politiques et religieuses. Politique, en ce sens que la chefferie des Kampo semble prendre réellement effet après le transfert. La structure sociale du village actuelle est la conséquence structurelle de la Diina. En effet, à la demande de Sékou Ahmadou, les quartiers s'érigent en fonction de l'ethnie, de la classe sociale et de l'activité. On observe des caractéristiques communes dans la nomenclature des villes urbaines dominées par les commerçants marka. A Djenné, Mopti, San ou Konna, le centre-ville correspond à l'emplacement de la mosquée et la place du marché avec ou sans une coupure nette entre les deux. A cela s'ajoute l'établissement d'un quartier où réside l'autorité politique. En l'occurrence à Konna, c'est Kampola (littéralement « Chez le clan Kampo ») (Gallais, 1984 : 152). Ce quartier est situé au milieu de la ville, légèrement à l'est pour des raisons de sécurité. Les Bozo Kornyo sont dans le quartier de Kari⁴⁵, à proximité de l'eau, et les Kèmèso sont au sud, dans le quartier de Diamnaty. La chefferie et l'imamat revinrent aux Kampo, grâce, dit-on, à leur niveau d'instruction islamique. Cet atout aurait permis à la Diina d'échanger les correspondances nécessaires aux affaires et un moyen d'établir fermement son autorité. De plus « cette nouvelle situation fit de Konna un carrefour important entre les routes commerciales qui partaient de Tombouctou vers Djenné pour le commerce du sel et des hommes » (Bouaré, 2012 : 134)

⁴³ Abdoulaye Kornyo, 72 ans, entretien en fulfulde réalisé le 20/08/2021 à Konna.

⁴⁴ Éloignée du Niger et reconstruite plus à l'est, l'actuelle localité de Konna est située à moins de 5 km de l'ancien site, lequel est presque recouvert par l'eau à l'époque de la crue.

⁴⁵ Kari désigne une forêt située à l'est de Konna. Le quartier, qui s'est agrandi aujourd'hui, est connu sous le nom Kari-hinde (« L'ancien Kari »). Pour certains, la localité s'était d'abord déplacée à Kari-hinde, avant de se développer et d'inaugurer les autres quartiers.

Sur le plan religieux, les informateurs indiquent que la Diina n'aurait pas eu besoin d'imposer la conversion à l'islam, car les habitants de Konna étaient déjà musulmans. L'étaient-ils dans la filiation de Djenné, honnie par Sékou Ahmadou, ou dans celle de la Qadiriya dont se réclamait l'orthodoxie de la Diina ? Les informateurs ne le disent pas. Mais d'aucuns disent que les plans de la grande mosquée fut tracée par ce Sékou Ahmadou lui-même.

Si l'on a bien compris les enjeux du transfert de la localité, enjeux politiques pour la chefferie et économiques pour la Diina, l'enquête de terrain a révélé l'existence d'un troisième site dont les habitants de Konna se réclament : le Luggaltiw.

IV.4. Archéologie politique d'une géographie cachée de Konna

Situé au centre de l'actuel Mali, entre Mopti et le Lac Débo, Konna est une localité dont l'histoire comporte des mystères difficiles à appréhender. Malgré le degré d'islamisation de la population, qui se présente à quatre-vingt-dix-neuf pourcents musulmans, les pratiques sacrées peu orthodoxes restent considérables à Konna, notamment par les familles fondatrices. Si Konna-hinde revêt un intérêt politique pour les familles fondatrices, celle-ci sont également rattachées à un lieu-dit appelé Luggaltiw, où se tient notamment la prière collective de la Tabaski, et où sont faits des « sacrifices » (*sadaqa*) dont le caractère musulman se doit sans doute d'être interrogé



Photographie n°5: Vue du Luggaltiw de Konna (Source : Aïssata Kampo, 7 septembre 2021)

En effet, des sacrifices religieux se font chaque année à Konna-hinde et à Luggaltiw pour la protection du village. Selon des sources orales, ces sacrifices sont devenus une coutume pour les familles fondatrices émanant des guerres antérieures, pour empêcher ou réduire les dégâts de futures guerres à Konna. Comme l'indique Dougoukolo Apha Oumar Konaré, le pouvoir politique s'est converti à l'islam depuis longtemps, mais les rites dédiés aux entités que la Diina aurait certainement qualifié « d'idoles », perduraient pour des raisons pragmatiques (Konaré, 2013: 39).

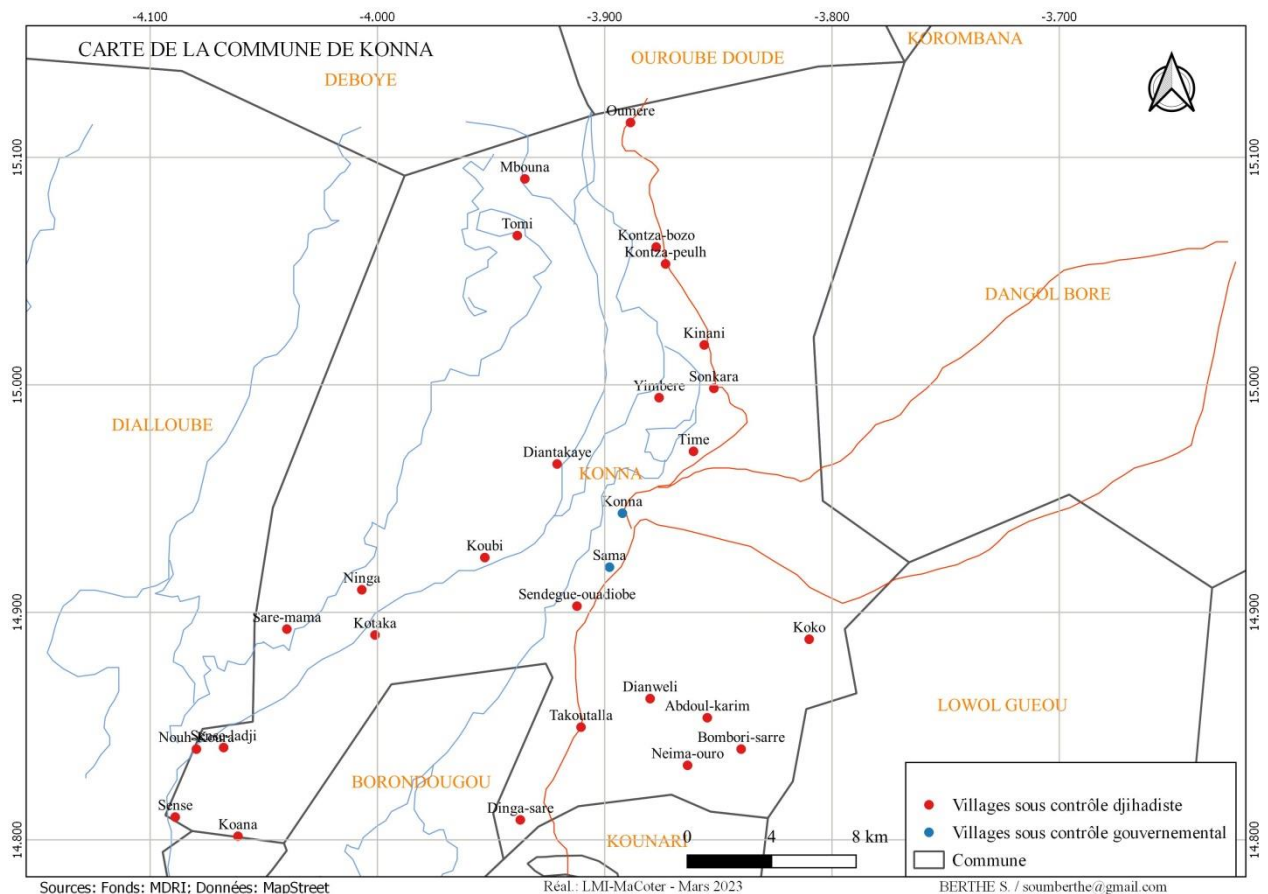
Luggaltiw est situé à la périphérie de Konna, à l'est de la localité. Le nom du site vient du mot *luggal*, qui désigne en peul le lieu où l'on extrait le banco pour fabriquer les briques. Celui-ci est divisé en deux parties : l'une comprend deux grandes excavations d'où est extrait le banco, tandis que l'autre est un vaste espace couvert de morceaux de poterie, tout comme sur le site de Konna-hinde. Cette zone, importante pour les Konnois, réserve des parties sombres non explorées par le monde de la recherche. Les vestiges d'anciennes habitations sont clairement

repérables sur ce, où l'on croise aussi des ossements humains et des objets Selon Ibrahim Kampo :

« Il n'y a pas de doute que des humains ont habité Luggaltiw bien avant la fondation de Konna. Des vestiges sont régulièrement retrouvés sur le site. Konna tient beaucoup à cet endroit que nos pères ont sacralisé, même si les vraies raisons restent méconnues. »⁴⁶

L'érection de Konna-hinde comme lieu sacré s'explique notamment par la vénération de tombes des fondateurs de Konna, mais aussi pour la réitération des sacrifices annuels pour la protection du village instauré depuis le déplacement de la localité. Quant à Luggaltiw, la connaissance de son histoire est trop lacunaire pour construire une explication globale. La « mémoire historique des habitants » (Kassibo, 1994 : 81) ne peut donner d'explications précises de cet espace, même sous une forme légendaire. De ce fait, l'appréhension de cet espace nécessite une recherche approfondie par des spécialistes en archéologie ou une étude centrée sur Konna et les villages voisins qui lui sont antérieurs. L'insécurité dans les villages avoisinants Konna, qui sont sous le contrôle djihadiste, nous a empêchés d'aller en profondeur dans notre recherche.

⁴⁶ Ibrahim Kampo, 65 ans, entretien en français réalisé le 03/11/2021 à Sévaré.



Comme nous pouvons le constater sur la carte, tous les villages de la commune sont sous contrôle djihadistes à l'exception des deux localités en bleu (Konna et sama), les noms en orange constitués les commune limitrophe de Konna, qui sont également pour la plupart sous contrôle djihadistes. Néanmoins, même si nous n'avons pas eu les moyens de développer autant que souhaité notre enquête de terrain, on peut essayer d'émettre deux hypothèses sur Luggaltiw.

Premièrement, Luggaltiw est un ancien site éclipsé, après que ses habitants meurtris par les guerres et les razzias l'abandonnent pour se réfugier ailleurs, notamment à Konna-hinde. Deuxièmement, il s'agissait d'un ancien village décimé par des guerres de conquête, mais qui est aujourd'hui vénéré pour prier sur les ancêtres. Ces hypothèses émanent des informations selon lesquelles cet espace abrite des vestiges montrant les caractéristiques d'un ancien village, voire d'un lieu de bataille. Notons que l'emplacement actuel de Konna se situe au centre de ces deux espaces qui se font face : Luggaltiw à l'est et Konna-hinde à l'ouest.

Au cours de nos enquêtes nous n'avons pas pu établir le lien entre ce site et la fondation du village. Mais une grande similarité apparaît dans l'établissement des villes Marka. Dans le cas

de Dia, Jean Gallais explique que « la ville connut deux épisodes successifs de fondation. Les Marka commerçants du clan Konaté ayant quitté les régions centrales de Ghana vers 800 s'établissent dans un îlot voisin de Djenné, Diaboro et s'unissent à un groupe de Bozo déjà en Place. Vers 1200, une deuxième vague d'habitants du Ghana s'y réfugie, à la suite de la destruction définitive des villes sahéliennes » (Gallais, 1984 : 147).

Le même processus d'alliance bipartite se retrouve à Djenné (Gallais, 1984 : 147), avec la butte de Djenné-Djeno « un établissement humain préexistant » (McIntosh et Keech-McIntosh, 1994 : 54) qui « selon la légende contient les restes de la ville qui aurait précédé la Djenné actuelle » (Bedaux *et al.*, 1994 : 43)

Quand on analyse les récits de fondation de Konna, les mêmes éléments ressortent, même si dans le cas précis, nous avons très peu d'informations sur Luggaltiw. Les ressemblances entre ces localités ne sont pas étonnantes car les commerçants qui circulent ont développé une certaine culture urbaine qui s'érige à long terme. Ainsi, en s'appuyant sur ces quelques éléments sur Djenné et Dia, on peut avancer l'idée que Luggaltiw a pu être un site d'habitation d'un peuplement ancien, peut-être préislamique, à l'instar de Djenné-Djeno où l'on a retrouvé des sépultures païennes dans de vastes canaris. De là à en conclure que Luggaltiw a pu être le premier site de Konna fondé, ou en tout cas occupé par des Nononké ?⁴⁷

IV.5. L'organisation du pouvoir, ou comment contester l'incontestable chefferie

A Konna, le pouvoir politique local a toujours été dévolu aux Kampo ; les Kornyo et les Kèmèso étant des hommes de l'eau et du commerce, il est dit qu'ils n'accordent aucun intérêt pour le pouvoir, et ce depuis Konna-hinde. D'après un Kèmèso :

*« Les Kèmèso ne veulent pas le pouvoir ; nous cherchons seulement l'argent. Les Kampo sont chefs grâce à leur niveau de connaissances. Nous, nous n'aimions pas la politique ni le pouvoir ; on œuvre plus dans le commerce. »*⁴⁸

La problématique de l'accès au pouvoir ne concerne que les Kampo. Il est important de comprendre que la chefferie a transité entre deux, voire trois familles Kampo, de 1900 à 1916.

⁴⁷ Le *Tarikh es-Soudan* mentionne ces Nononké qui, jusqu'au XVe siècle, contrôlaient la rive droite du Bani, comprise entre l'actuelle Soufouroulaye et Konna. La chronique parle en effet de la conquête de Djenné par Sonni Alî Ber, entre 1468 et 1472, où il fut contraint de prendre le « territoire des Senhâdja-Nounou qui, à cette époque, était gouverné par la reine Bikoun-Kâbi » (Es-Sadi, [1655] 1900 : 104).

⁴⁸ Idrissa Kèmèso, 50 ans, entretien en fulfulde réalisé le 01/09/2021 à Konna.

Si la chefferie avait été assurée par les Kampo, nous n'avons pas de certitude pour dire de quelle famille il s'agirait. En revanche, la chefferie actuelle semble mieux maîtrisée l'histoire et donne plus de précision sur la génaologie de la famille et les raisons de la rupture. Deux versions ressortent de nos entretiens. La chefferie actuelle et la plupart de nos enquêtés confessent qu'une rupture s'enclencha à la mort d'un chef de village appartenant à la famille du pouvoir actuel. Ibrahim Kampo témoigne :

« Au point de vue commandement, la même famille a commandé depuis Elhadj Ibrahima jusqu'à Hamane Alpha Ibrahima. Une rupture s'est faite à partir de ce dernier, car à son décès, tous ses enfants étaient en bas âge. Il s'agissait notamment de Youssouf, Ousmane et Boureima. N'étant pas en mesure de commander, leur cousin Basouga Kampo devint chef de village de 1900 à 1906. Basouga décède en 1906. Du coup, la chefferie déménage chez Mamadou Kampo parce que le frère de Basouga qui devait le remplacer était à Sengo. Mamadou Kampo, qui meurt à son tour en 1913. Son fils Algali Kampo lui succéda et va faire 3 ans au pouvoir de 1913 à 1916. Chef très autoritaire. Lors d'une rencontre avec le colon à Mopti, Algali fut révoqué pour raison de non-conformité aux règles notamment pour détournement d'impôt. A cette époque, Ousmane le fils de Hamane était adulte et déjà imam de la grande mosquée de Konna, Il fut nommé chef de Canton par les Blancs en 1916. »⁴⁹

Ce passage relate non seulement les différentes successions du pouvoir mais aussi les raisons de sa circulation entre les familles Kampo. Cependant, cette version est contestée par la famille Kampo écartée du pouvoir, qui explique que la chefferie a toujours été assurée par leurs ascendants jusqu'à Algali Kampo, qui aurait été révoqué par le colon, suite à des calomnies infondées. Elhadj Kampo rappelle :

« Au décès d'Alpha Ibrahima, c'est son fils Algali qui lui succéda. Pendant son règne, il y a eu une famine et tous les habitants étaient inquiets car ils n'avaient pas les moyens de payer l'impôt obligatoire. Le chef de village eut pitié de ses habitants et décida de ne pas percevoir l'impôt ; il s'est tenu responsable du non paiement des impôts devant le colon. C'est pourquoi il a été destitué, accusé de détournement d'impôt. C'est ainsi que la chefferie fut octroyée à Ousmane Kampo. »⁵⁰

⁴⁹ Ibrahim Kampo, 65 ans, entretien en français réalisé le 03/11/2021 à Sévaré.

⁵⁰ Elhadj Kampo, 50 ans, entretien en bamanankan réalisé le 19/09/2021 à Konna.

A l'analyse de ce récit, il est quand même suprenant qu'une seule succession est évoqué par notre interlocuteur depuis la fondation du village jusqu'à la période coloniale. Il est aussi étonnant que la mémoire populaire ne sache pas quelle famille précise détient la chefferie, que les certains informateurs et la littérature attribuent sans distinction aux Kampo en général (Gallais, 1984 ; Kassibo, 1994 ; Holder, 2001 ; Bouaré 2012). A premier vue, le « pouvoir » (*laamu*) a toujours échu dans la même famille. Or l'autre famille Kampo mobilise des arguments d'autochtonie pour contester l'antériorité de la chefferie actuelle. Claude Fay fait remarquer que « les pouvoirs coloniaux [...] ont donné le pouvoir administratif délégué (chef de Canton), la plupart du temps, aux lignages des anciens impériaux » (Fay, 2003 : 214). Cela signifie-t-il que la chefferie actuelle détient le pouvoir depuis l'époque de la Diina, leur apportant dès lors une légitimité politique que confèrent le prestige de la Diina, la durée et la maîtrise du savoir religieux ? Ce qui semble à peu près acquis à la lecture de informations recueillies à Konna, c'est que depuis 1916, le pouvoir est entre les mains de la même famille Kampo, et c'est très vraisemblablement la raison pour laquelle les gens se gardent bien de dire qui est qui. On ne conteste la légitimité du détenteur du pouvoir que si l'on est en mesure de lui prendre celui-ci ; dans le cas contraire, la vérité du pouvoir s'impose à tous. Toutefois la famille révoquée au temps colonial ne cesse d'agir par le bas pour le pouvoir, comme en 2004, où elle a « mis sa bouche », selon l'expression consacrée localement, pour mettre en doute l'intronisation d'Ibrahim Kampo qui succédait à son père. Il fallut l'intervention du président Amadou Toumani Touré pour mettre fin aux contestations et maintenir la chefferie dans la famille où elle se trouve.

IV.5.1. La chefferie comme enjeu politique : de la chefferie de canton coloniale au chef de village de l'indépendance

Simple localité rurale au début de la colonisation, Konna devint le chef-lieu du canton de Korondougou sous le règne d'Ousmane Kampo. Le Korondougou-Konna était composé de six villages : Koana, Sensé, Sensé-Ladji, Denga, Konna et Kotaka. Le Korondougou-Konna constituait un important canton de la subdivision de Mopti à travers sa production de Coton et du bétail (ANM, 1R-120, Rapports agricoles Mopti 1926-1928). L'école de Konna ouvre ses portes en 1929 avec comme premier élève le fils du chef de Canton, Mamadou Kampo, à la demande du commandant de Cercle. Selon B. K., Korondougou tirerait son nom du chef de village de Denga qu'on appelait *Koro*. Si le mot *koro* signifie bien « l'aîné, l'ancien » en bamanankan, en réalité, le nom Korondougou signifie plus probablement « le village de

l'Est », de *koron* qui désigne « l'est, l'Orient ». Il est clair qu'une telle étymologie est beaucoup moins glorieuse et intéressante que l'invocation du nom d'un « propriétaire » un « maître » du lieu qui s'appellerait Koron. Mais pourtant, elle correspond à une nomenclature administrative tout à fait conforme à l'esprit de l'organisation territoriale coloniale qui, du reste, a vraisemblablement dû reprendre le nom qui existait préalablement.

Dans son ouvrage *Homme du Sahel*, Jean Gallais définit le Korondougou comme : « le pays de plaines inondées en aval de Mopti [...] le Korondougou se prolonge vers le sud le long de la bordure orientale du Delta en une longue chaîne de villages Marka relativement continue jusqu'à San ». L'auteur ajoute que cette zone est fortement habitée par des Marka, les Nadio ou Nadian communément appelés Nono pi (« Nono noirs »), qui sont les maîtres de terre. Au-dessus des Nadio « se trouvent les clans des Timbo, Traoré et Kampo qui sont à titres divers les immigrants des siècles derniers et occupent l'autorité politique » (Gallais, 1984 : 30).

Une brochure émanant de la chefferie, intitulée « l'histoire authentique de la chefferie de Konna » écrit par Mahamane Kampo⁵¹, décrit notamment le rôle commercial du Korondougou-Konna et la relation du chef de Canton avec l'administration coloniale :

« Monsieur Marchand, un fonctionnaire des services hydraulique de la France, a intitulé le nom de son rapport sur le Delta central du Fleuve Niger la « région de Konna » pour démontrer la position géographique et économique du village [...] le commandant Levasseur est muté à Douentza, comme commandant de cercle. Il invita Mamadou Kampo pour une visite d'amitié à Douentza.[...] Amirou Konna a été membre du comité de gestion de la prévoyance sociale de Mopti. Le gouverneur du Soudan Français a retenu parmi plus de trois cents chefs de Canton le nom de Mamadou Kampo, comme délégué général, pour conduire la délégation des pèlerins du soudan en 1953 »⁵².

Nous n'avons pu accéder aux rapports du fonctionnaire Marchand sur la région de Konna de 1950-1959 pouvant confirmer la déclaration de Mahamane Kampo. Selon nos interlocuteurs, la chefferie de Konna militait en faveur de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain (US-RDA). Mais elle rompit avec l'US-RDA pour suivre le Parti de Solidarité et du Progrès (PSP), que l'US-RDA qualifiait non sans mépris de « parti des Chefs de Canton », en

⁵¹ Mahamane Kampo, ancien administrateur au gouvernement de Koulikoro, est un des fils de l'ancien chef de Konna, Mamadou Kampo, décédé en 2004. Pour conserver le récit de fondation de Konna et l'histoire de sa famille, Il a décidé de mettre ce qu'il savait par écrit. Nous remercions M. Mahamane Kampo d'avoir accepté que nous consultations sa brochure d'une centaine de pages, qu'il compte publier prochainement.

⁵² Extrait du fascicule rédigé par la chefferie et intitulé : *L'histoire authentique de la chefferie de Konna*, pp.4-5.

référence à son président, Fily Dabo Sissoko, qui était chef du Canton de Nambia (Cercle de Bafoulabé). Aussi, ce renversement politique correspondait-il vraisemblablement à une solidarité entre chefferies. Du reste, dès 1958, l'US-RDA « obtint la suppression des cantons qui étaient dirigés par les chefs traditionnels regroupés sous la bannière du Parti Soudanais Progressiste (PSP), et alliés à la puissance coloniale française » (Kassibo, 1997)⁵³. Les cantons tel que celui de Konna seront ainsi supprimés par une décision du 13 octobre 1958. Selon les notes de Mahamane Kampo, Mamadou Madeira Keïta, alors ministre de l'Intérieur et de l'Information du Gouvernement du Soudan français, convoqua le chef de Konna à Bamako. Il lui demanda quelle était sa position politique et le menaça de révocation. Le chef de Konna confirma malgré tout son appartenance au PSP (Kampo, pp.10).

Dans son introduction du livre *Le retour des rois*, Claude-Hélène Perrot précise qu'au lendemain des indépendances « les « nouvelles "élites" africaines voyaient dans les rois et chefs les reliques d'un passé qu'il leur appartenait d'abolir [...] ils s'étaient donnés pour objectif un changement radical de la société » (Perrot, 2003 : 7). Dans le même ouvrage, Claude Fay rappelle que les États postcoloniaux du Mali (Etat socialiste et Etat dictatoriale) ont « tendu à marginaliser les anciens impériaux. Ils ont supprimé les chefferies de Canton et mis l'accent sur le droits liées à de nouvelles unités territoriales, administratives (arrondissement, cercles) » (Fay, 2003 : 214).

Dans le Delta centrale, dans la plupart des cas, le pouvoir qualifié de « traditionnel » n'a été octroyé qu'au XIXe siècle par la Diina et reconduit par l'État colonial. Cependant, il était difficile d'assurer l'administration des territoires après l'indépendance, sans relais local. Aussi, à la dissolution des chefferies de canton répondra la mise en place de conseillers au niveau des villages, et le plus souvent, c'est l'ex-chef de canton ou le chef de village qui devient Conseiller ; c'est le cas à Konna, où en 1962 l'ex-chef de canton devint Conseiller du village.

Avant sa dissolution, la chefferie de Konna a joué un rôle crucial dans les années 1950 avec le développement de la localité grâce à une politique de distribution des lots de terre aux habitants (autochtones et étrangers), la réorganisation du marché avec les constructions des magasins, l'autorisation faite aux commerçants libanais et syriens de construire des magasins de commerce, et enfin la création d'associations. Avec la réhabilitation des chefferies de

⁵³ Comme le rappelle le juriste Zoumana Diarra, « Le Conseil du Gouvernement du Soudan Français se prononça pour une politique de suppression progressive mais définitive des chefferies de canton en 1958. Quant à celle de tribu, elle était plus compliquée en raison de la mobilité de la population nomade. » (Diarra, 2014 : 85)

village dans les années 1970, le chef de Konna planifiera avec le chef d'arrondissement Abdoulaye Balobo Maïga, un nouveau lotissement le long des routes qui mènent à Korientzé et Douentza.

Le chef de Konna était l'un des rares chefs instruits et très dévoués pour le développement de sa contrée. Ses relations avec les autorités coloniales lui ont permis d'être désigné comme délégué général pour conduire la délégation des pèlerins du Soudan à la Mecque en 1953. La même année, il participe au séminaire organisé par le ministère de la France d'Outre-Mer à l'intention des chefs traditionnels de l'AOF. Il fut également l'initiateur de plusieurs projets de développement à Konna en 1991, notamment dans le cadre de la coopération décentralisée avec la mairie de Pacé (France).

TROISIEME PARTIE

ANALYSE D'UNE FRONTIERE OUBLIEE DEVENUE LIGNE DE FRONT

CHAPITRE.V – Konna, ancienne ville-frontière devenue ligne de front

« La vocation du Centre du Mali (et en particulier de la région de Mopti) comme point de suture entre le Nord et le Sud ne s'est jamais démentie, tant dans l'histoire que dans l'actualité. C'est en effet une zone qui constitue un *continuum* écologique, économique, sociologique, culturel et cultuel » (Thiam, 2017 : 45).

Il est important de noter que l'histoire de Konna est marquée par des batailles qui ont parfois été présentes dans le quotidien des Konnois, même si la population n'a aucun souvenir de certaines d'entre-elles. Dans ce chapitre nous allons revenir sur certaines batailles qui ont eu lieu dans la localité. Il s'agira ensuite de montrer que Konna, malgré la modestie de son centre urbain, a joué un rôle incontournable dans la zone, non pas en tant qu'épicentre d'un pouvoir politique majeur, mais pour autant qu'elle aura été une ville-frontière qui est redevenue une ligne de front séparant le nord du sud du Mali actuel. Cette analyse entend montrer, que si le Mali a très souvent été confronté à des conflits internes sur son territoire, notamment au nord, il n'en demeure pas moins, comme l'indique l'historien Younoussa Hamara, que « toutes ces guerres et ces affrontements politiques et sociaux ont eu pour théâtre, hier comme aujourd'hui, la vallée du fleuve Niger » (Hamara, 2018 : 9).

V.1. Quand Konna était déjà le champ de bataille du djihad au XIXe siècle

Nous avons pu voir que Konna avait une histoire bien plus longue qu'on ne le pensait *a priori*, et que cette localité, un temps éclipsée, n'avait pourtant cessé de susciter des convoitises. On a également vu que, depuis le XIXe siècle, la chefferie était l'objet d'un certain nombre d'enjeux politiques, à la fois internes et nationaux. Nous allons voir maintenant, de façon plus précise, comment cette localité dont on dit qu'elle « fermait le verrou » du Delta intérieur du Niger, a été l'un des champs de bataille les plus importants qui ont reconfiguré la région.

Konna a en effet connu des périodes mouvementées qui ont à plusieurs reprises bouleversé son existence. Les habitants actuels gardent en mémoire l'attaque de Konna-hinde, à l'époque où le déplacement sur le site du Konna actuel n'avait pas encore eu lieu, par une troupe commandée par un certain Hampâté. Kadidia Diallo évoque cet événement qu'il situe au « temps des razzias » :

« Au temps des razzias [ruggo], un groupe d'hommes pilla Konna en tuant plus d'une centaine de personnes et en emportant des calebasses remplies d'or. La famille Yattara,

*dont ma mère est une descendante, fut l'une des familles les plus victimes de cette razzia. »*⁵⁴

Ce « temps des razzias » serait antérieur à la Diina, indiquant peut-être une répression menée par un chef peul traditionnel que l'on appelle *ardô*, ou une razzia ségovienne dont avaient coutume les troupes bamanan. Mais nous n'avons recueilli que très peu d'informations sur les guerres avant le XIXe siècle. En revanche, une bataille est particulièrement connue à Konna, non seulement parce qu'elle s'est déroulée à une époque de mémoire d'homme – 4 à 5 générations –, mais aussi parce qu'elle a participé à un bouleversement politique majeure de la région, et enfin parce qu'elle a été particulièrement meurtrière. Il s'agit de « la bataille de Konna », qui a eu lieu entre les troupes de la Diina de Hamdallahi et celle des Toucouleurs en 1864.

V.1.1. Peuls versus Toucouleurs : faire le djihad contre l'État islamique

« Le royaume peul du Macina était encore prospère quand il fut attaqué, en 1862, au nom de la “guerre saintes” dirigée par le Toucouleur El Hadj Omar » (Dembélé, 1994 : 29). Fervent propagateur de la confrérie Tijaniyya, El-Hadj Omar entreprend un vaste djihad depuis la vallée du fleuve Sénégal, qui aboutit jusqu'au Delta intérieur du Niger. Appuyé par des chefferies bamanan du Kaarta, il combat alors la Diina de Hamdallahi dirigée par Ahmadou Ahmadou, le petit-fils du fondateur Sékou Ahmadou, qui était quant à lui le propagateur de la confrérie Qadiriyya. « Pour l'ensemble du Delta intérieur du Niger, l'arrivée de ces guerriers fulaphones et islamisés, venus du Fuuta-tooro sénégalais, eut comme conséquence immédiate d'instaurer l'état de guerre, renversant l'Etat théocratique de Hamdallaye sous couvert d'un djihad » (Holder, 2001 : 370). Il vainquit Ahmadou Ahmadou en 1862 : « À la bataille de Sawal, El Hadj Omar devint ainsi maître d'un empire qui s'étendait de Médine à Tombouctou, comprenait le Macina » (Caron, 1891 : 199). Les deux armées furent quasiment décimées au cours de cette bataille, le calife de la Diina, Ahmadou Ahmadou, y perdit la vie (Sanankoua, 1990 : 13). Almamy Maliki Yattara et Bernard Salvaing donnent des précisions sur la fin du chef de la Diina : « Ahmadou Ahmadou fut atteint au bras d'une balle. Une fois ce bras cassé, il se cacha la tête. Il dirigea son cheval vers Kona. Sa blessure était excessivement grave [...] Pendant ce temps, El hadj Oumar avait envoyé une expédition à sa recherche : “si vous le trouvez vivant, il ne faut pas le tuer : conduisez-le chez moi ! Si vous le

⁵⁴ Kadidia Diallo, 48 ans, entretien en fulfulde réalisé le 22/08/2021 à Konna.

trouvez mort, vous lui couperez la tête et vous me l'apporterez". Et c'est ainsi que les Toucouleurs poursuivirent Ahmadou Ahmadou jusqu'à Koubi où ils le trouvèrent et l'arrêtèrent [...] On le tua, on l'acheva, on l'enterra dans le Koubi, derrière le fleuve près de Kona » (Yattara et Salvaing, 2003 : 353-354).

Ce djihad, dont la tradition islamique nous dit qu'il est une guerre légitime lorsque l'Oumma est menacée, était en réalité une fiction religieuse. Comme le souligne Ibrahima Barry : « l'islam n'a servi que de prétexte, pour masquer les questions d'honneur ou des intérêts politico-économiques difficilement avouables » (Barry, 1993 : 20). Délogés de Hamdallaye par El-Hadj Omar, les Peul du Macina vont s'allier à la tribu arabe des Kounta, chef de la ville de Tombouctou et, en 1863, tenter de reconquérir le pouvoir.

Conscients des conséquences de la coalition Kounta et Peuls, les Toucouleurs⁵⁵ tentent également de renforcer leur armée. El Hadj Omar envoie son neveu Tidjani au pays dogon pour recruter des partisans afin de lutter contre les Peuls de Hamdallahi (Holder, 2001 : 370-371 ; Yattara et Salvaing, 2003 : 348). La révolte peule se généralisa au point qu'El-Hadj Omar fut contraint de se réfugier dans les massifs de Déguembéré, sur le plateau de Bandiagara, où il mourut au printemps 1864, dans des grottes de la région où il se serait fait exploser. Au retour de Tidjani avec des renforts, Hamdallaye était déjà reprise par la coalition Peul-Kounta. Après la mort de son oncle, Tidjani réunit le débris de l'armée, renforcée par des troupes dogon, saman, etc. (Holder, 2001) et se lança dans une guerre totale de reconquête entraînant toute la Boucle du Niger avec lui.

V.1.2. Konna : point de rupture de l'hégémonie de la Diina de Hamdallahi

C'est dans ce contexte de conquête que Tidjani lança une expédition contre Konna pour combattre les Peuls et élargir son territoire. Cette bataille reste présente dans les mémoires des habitants de Konna, quand bien même son appréhension est difficile du fait du manque de consolidation des récits, ce qui s'explique par la méconnaissance des personnages et des dates de la part des interlocuteurs. Notons aussi la rareté des sources écrites. Parmi les ouvrages et articles que nous avons parcourus, c'est essentiellement quatre références qui parlent de cette bataille : la chronique de Mamadou Sissoko (1937 : 145), qui s'appuie sur l'une des copies d'un manuscrit écrit par un talibé d'El-Hadj Omar ; la thèse de William A. Brown (1968 :

⁵⁵ Rappelons que ce sont aussi des peuls mais venu du Fouuta Tooro au Sénégal

429-433) ; les notes manuscrits d'Amadou Hampâté Ba et l'ouvrage *Poussière Ô poussière* de Gilles Holder (2001 : 374-375).

L'historien américain William Allen Brown, qui consacre ses recherches doctorales sur le califat de Hamdallahi dans les années 1960, explique que la chronique de cette bataille n'a pas été écrite par Al-Mukhtar Ibn Yerkoy Talfi, érudit et théoricien de la Tijaniyya, au service d'El-Hadj Omar (Diakité, 2015) par ce qu'il est mort avant la composition de cette chronique. « *Shaykh 'Ibn Yirkoy Talfi was captured and executed by Pulo and Kunta armies following defeat of the Futanke at the battle of Konna (in I280 [I863/64] according to the Chronicle). Hence, he could not have written this tarikh, apparently composed after I300 (I882/83)* » (Brown, 1968: 429).

Les sources écrites locales sont le plus souvent rédigées en arabe, et parfois en adjami (c'est-à-dire en langue peule, écrite avec l'alphabet arabe), du fait de l'islamisation approfondie de certains groupes peuls et, ce faisant, elles restent le plus souvent privées ou non traduites. Quant aux sources écrites occidentales, les premières datent des années 1830 et sont constituées pour la plupart des récits de voyageurs ou de militaires (Caron, 1891) qui, après une indispensable analyse contextuelle critique, ont l'avantage d'être accessibles au chercheur.

Dans le recueil des récits à Konna, diverses versions sont établies autour de cette bataille par nos interlocuteurs, auxquels plusieurs paramètres échappent. Tidjani lance une expédition guerrière contre le chef du Macina, Ba Lobbo, et son allié Sidi El Bakkay de Tombouctou. Il combat plusieurs villages dans la Boucle du Niger en repoussant Ba Lobbo loin du fleuve avant de s'emparer de Konna, où « il exécuta une partie de la population et resta là durant dix-neuf nuits avant que Ba Lobbo ne parvînt à renforcer son armée et arriver en pirogue par le Niger » (Sissoko, 1937 : 145). Selon nos informateurs, Konna aurait perdu plus de cent hommes, dont le chef de village et l'imam. Ibrahim Kampo raconte :

« Une terrible guerre oppose les Toucouleurs et les Peuls du Masina à Konna. Pendant longtemps, le chef des Toucouleurs voulait s'emparer de ce village pour élargir son territoire et son pouvoir sans succès, jusqu'à cet après-midi où ses vœux se réalisèrent. Après avoir tué une bonne partie de la population devant la grande mosquée de Konna, Ba Lobbo et sa troupe vint au secours. Tous les hommes qui avaient prié dans la grande mosquée ce jour-là furent exécutés. Parmi eux figuraient le chef de village et l'imam ;

c'était lorsqu'Ibrahim Kampo II était chef de Konna [amiiru]. A l'arrivée de Ba Lobbo, les affrontements ont commencé du coucher du soleil jusqu'au lendemain, à la prière de Lasara⁵⁶. En fait, tout se joua entre la prière qui suit le zénith du soleil, appelée en fulfulde Salifana⁵⁷, et celle de la fin de l'après-midi, lasara. Cette bataille s'acheva à cette heure-là avec la déroute des Toucouleurs, et ce malgré la puissance de leur armée. L'anecdote qui ressort de cette bataille, et que les gens d'ici continuent de dire, c'est : "Konna à midi, Boré à 16 heures"⁵⁸, tellement la déroute des Toucouleurs fut terrible. En fait, les Peuls ont vaincu Tidjani qui s'est échappé de Konna pour chercher refuge chez le chef de Boré, Koniba Djôko. Ce dernier l'accueillit et le rassura en lui donnant des soldats [tonjon], d'autant plus que sa troupe avait été quasiment décimée à Konna. Tous les Dogon qui étaient martyrisés par les Peuls s'étaient alliés à Tidjani. Tu sais, les Dogon étaient un peu réfractaires à l'islam, et la Diina était un argument politique des Peuls pour s'emparer des terres. Alors les Dogon ont vite épousé la cause de Tidjani, qui avait été perçu comme un libérateur, parce qu'ils ont longtemps été sous la domination peule. La même chose se passe maintenant avec les Peuls qui ont intégré les mouvements djihadistes pour des raisons religieuses ou encore pour combattre celui qui est considéré comme ennemi. Il y a presque 200 ans, c'est ce qui s'est passé ; les gens se sont coalisés pour combattre leurs ennemis. Les Bambaras, et les Dogon, se sont coalisés avec les débris de la troupe de Tidjani qui n'avait plus assez de gens pour combattre les Peuls. Ainsi de Boré jusqu'à Douentza, Tidjani forma une armée solide pour reconquérir toute la Boucle du Niger. »⁵⁹

A l'analyse, la tentative de conquête de Konna par Tidjani est très significative. Konna se présente en effet comme un des importants centres commerciaux de la région, politiquement fidèle à Hamdallahi, et stratégique, parce que la localité, permet précisément de « verrouiller » la route du nord. Ainsi, prendre Konna pouvait à la fois renforcer l'économie des Toucouleurs, avec le contrôle des marchés de la zone, et contenir les éventuelles offensives peules et de leurs alliés, les Kounta de Tombouctou.

⁵⁶ La prière de 16 heures, *Salât al-'Asr* en arabe.

⁵⁷ La prière de midi, *Salât az-Zuhr* en arabe.

⁵⁸ *Salifana Konna, lasara Bore*. Il s'agit d'une moquerie des gens de Konna, politiquement fidèles à Hamdallahi, à l'adresse de Tidjani. Ses troupes étant décimées et mis en déroute, il aurait ainsi quitté si rapidement Konna, qu'il mit à peine 2 heures pour arriver dans la localité de Boré, située à une cinquantaine de kilomètres à vol d'oiseau.

⁵⁹ Ibrahim Kampo, 65 ans, entretien en français réalisé le 03/11/2021 à Sévaré.

La plupart des victimes de la bataille de Konna ont été enterrées au lieu-dit Luggal-misidè (litt. « Excavation de la grande mosquée »), qui est contigüe à la première médersa de la localité. La bataille de Konna, qui se solde avec la défaite des Toucouleurs, marque le début d'un grand recrutement d'hommes pour renforcer de leur armée. En effet, si les populations du Delta et ses bordures reconnaissent l'autorité de la Diina, ce n'est pas le cas du Hayré, la zone montagneuse habitée majoritairement par les Dogon, ni des localités de cultivateurs bamanan ou assimilés, dont certains furent réduits en esclavage, et d'autres contraints de cultiver au profit la Diina et des aristocraties peules. Le Hayré était devenu l'une des cinq provinces de la Diina et constituait un « important réservoir d'hommes » (Barry, 1993 : 22) aptes à produire les ressources vivrières, le bétail, les chevaux, la laine, le miel, etc., sans parler des taxes commerciales (Holder, 2001 : 302-305) Si, pour Ibrahima Barry, « il n'y eut jamais de coups de forces entre eux, du reste, ils avaient eux-mêmes demandé à Hamdallay “laissez-nous venir doucement à votre Dieu” » (Barry, 1993 : 23), en réalité, l'historien Amadou Sow évoque l'hostilité profonde des Dogon au régime de la Diina (Sow, 2019 : 39), et il est évident que les gens du Hayré ne l'ont jamais porté dans leur cœur. Ils se sont soumis parce qu'ils ne disposaient pas de moyens suffisants pour affronter la Diina, même s'il ne faut pas écarter l'adhésion volontaire de certaines communautés. Ainsi, pour la plupart de nos informateurs, Tidjani a profité du ressentiment des Dogon et, d'une manière générale, des populations ayant subi l'autorité de la Diina. L'armée de Tidjani était ainsi constituée de Toucouleurs, de Saman, de Dogon, de Bamanan, comme en témoigne le soutien du chef de Boré, Koniba Diokô. Les ralliements à Tidjani n'étaient toutefois pas gratuits. Madou Kampo revient sur la politique du chef de Boré :

« Il n'y pas de guerre ou de défense sans intérêt ! En récompense de son accueil, Tidjani va nommer Koniba Djokô chef de la province du Guimbala, après sa victoire sur les Peuls du Macina. Il commandait ainsi de Boré, à Korientzé, Sah, et jusqu'à Nianfunké. Il n'y a pas de “guerre-cadeau”. »⁶⁰

On retrouve la même chose avec de nombreux chefs dogon, bamanan, et même peuls du Hayré : Elè Babadji, Gogouna Kansaye de Kani, Sanandé Sana Kassambara de Tintam, Amadou Dicko de Dè, Bokar Algali des Fittobé, etc. (Tyam, 1935 : 195, n. 114) Selon Amadou Hampaté Bâ, Gogouna Kansaye aurait levé à lui seul une armée de 30 000 hommes, tandis que les Peuls de Dè auraient mobilisé 6 000 cavaliers, renforçant les troupes de Tidjani qui comptaient quelque 70 000 combattants (Archives personnelles Amadou Hampaté Bâ, cité

⁶⁰ Madou Kampo, 67 ans, entretien en français réalisé le 03/11/2021 à Sévaré.

par Holder, 2001 : 371-372). Après la victoire de Tidjani, tous ces chefs devinrent « chef de canton » (*lefol leydi amiiru*), voire « chef de province » (*leydi amiiru*), dont le pouvoir était symbolisé par la possession d'un tambour de commandement, appelé *tubal* (de l'arabe *tabl*) (Holder, 2001 : 387-389).

Du côté de la Diina de Hamdallahi, les mêmes raisons politiques liaient les Peuls aux Kounta : il s'agissait de se partager le pouvoir après la victoire sur les Toucouleurs. La rupture de l'alliance émana du dictat des Kounta, qui entendaient commander seuls. Quant aux Peuls de Hamdallahi : « De 1864 à 1880, Tidjani ne cesse de combattre, toujours avec succès. Les Pouhls du Bourgou virent leurs quatre cents villages brûlés et furent emmenés en captivité. Les Pouhls qui habitaient les bords de la marigot Diaka furent faits prisonniers ou désertèrent d'eux-mêmes leurs villages pour rejoindre Ba Lobbo » (Caron, 1891 : 200-201). Tidjani anéantit les troupes peules du Masina⁶¹, forçant leur général Ba Lobbo à fuir pour se réfugier chez les Bwa, à Mansara (dans l'actuel cercle de San) où il y meurt. Parallèlement, Tidjani repousse l'armée des Kounta jusqu'à Sarédina, derrière Mopti.

V.2. Analyse de Konna comme ligne de front

La question de la libération de l'Azawad est considérée comme le point de départ du conflit malien. Qui parle de libération d'un territoire au sein d'une nation, parle forcément de scission et de création de nouvelles frontières. Pour l'historien Doulaye Konaté, trois fondements sont essentiels dans une nation : « le vouloir vivre collectif, une communauté de destin appuyés sur un héritage historique et politique commun » (Konaté, 2013 : 203). L'auteur cite Ernest Renan pour qui « la nation est donc une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé. Elle se résume dans le présent par un fait tangible, le désir clairement exprimé de continuer une vie commune » (Konaté, 2013 : 203). Cette définition suppose que la construction nationale passe par un sentiment de vivre ensemble, de partage des valeurs socio-historiques communes et la reconnaissance dans la dite nation. Or, au Mali, un sentiment de frustration et un désir sécessionniste ont animé certains groupes au nord dès le lendemain de l'indépendance. Dès lors, on constate les difficultés auxquelles la nation malienne est confrontée et qui peuvent être une menace pour son existence. De ce point de vue, « les velléités de division du Mali ont été perçues comme inacceptables » (Ba, 2016 : 56)

⁶¹ Le lieutenant Caron appelle cette région « Bourgou », nom qui désigne en fulfulde une herbe très prisée pour le bétail, et qui prolifère dans la zone inondable du Bani et du Niger.

pour l'Etat malien. De même, l'émergence des groupes djihadistes dans le conflit malien, avec comme revendication l'instauration d'un État islamique, est jugée inadmissible pour un pays laïc.

Ainsi, la multiplication des acteurs dans le conflit et son extension vers la région de Mopti semble éveiller les consciences sur l'accélération de l'histoire du pays. En ce sens que la menace djihadiste tend désormais vers son paroxysme sans que le pouvoir central trouve des solutions de sorties de guerre. Le positionnement de l'armée à Konna consisterait à mettre une barrière entre les groupes dissidents et la ville-garnison de Sévaré qui abrite un aéroport. De fait, l'État malien crée consciemment ou inconsciemment une sorte de rupture avec le nord à partir de cette ligne de front, comme pour distinguer un « dehors » et un « dedans » (Fontaine, 2007). En effet, le paradigme malien envisager à cette époque renvoie à ce que le géographe Michel Foucher appelle « Faire frontière pour défendre la frontière (Foucher, 1988). A travers son armée, l'Etat central a en effet dû « faire frontière » à Konna pour non seulement défendre le reste du territoire mais aussi pour dire aux dissidents : vous vous arrêtez là ! Pour preuve, le gouvernement malien n'autorisait aucun de ses représentants à s'aventurer au-delà de cette ligne de front, pas même les soldats. Plusieurs de nos interlocuteurs évoquent le relèvement de feu Lieutenant-colonel Akrom Dolo, qui dirigeait alors l'opération Badenko⁶² et proposait d'aller à la rencontre des djihadistes au lieu de rester sur la défensive.

Si les médias ont eu recours à une série d'expressions pour qualifier la situation de Konna, au moment où la ville a été prise par la coalition djihadiste : « ligne de démarcation », « ligne séparatiste », etc., nos entretiens sur le terrain ont eux aussi fait ressortir cet imaginaire de la frontière, avec des termes tels que *diidol*, qui signifie « ligne, trait », ou *Kerool* qui désigne « la limite séparant deux entités ». On entend dire ainsi : « La zone de Konna était devenue la ligne entre le Mali et les djihadistes » (*Konna laati no ngneendi diidol hakkunde Mali e jiyadis in*), ou encore : « La guerre ne pouvait pas dépasser Konna ; c'est pourquoi les soldats se sont installés à Konna » (*wabbo waawa yabbade Konna ; dun waddi son soldasi in joodi Konna*).

Dans les discours comme dans les actions des uns et des autres, le sentiment partagé était que le Mali ne pouvait se permettre de perdre Sévaré. Face à une telle dramatisation, est-ce la progression des djihadistes qui aura pesé sur le calcul de la mentalité malienne, ou le fait que

⁶² Cette opération est mise en place par les autorités militaires depuis l'aube de la crise dans le but de reconquérir les zones occupées du pays.

Konna marquerait pour les Maliens une ligne de démarcation tacite entre le sud administré par l'autorité malienne et le nord, en quelque sorte « administré » par les groupes armés ?

Ce choix politique de fixer l'armée à Konna établit, non seulement la limite du pays à Konna dans l'imaginaire de nombre de Maliens, mais conduit aussi à s'interroger sur la partition du Mali. Ainsi, qu'il s'agisse d'un lieu historiquement symbolique ou pas, à ce stade de notre analyse issue d'une triangulation des données de terrains et des sources écrites, nous avançons l'idée que Konna marque une sorte de « frontière » entre le nord et le sud, bien qu'elle n'ait jamais été officialisée.

V.3. Konna, ligne de front ou ville-frontière oubliée ?

Avant de nous interroger pour savoir si Konna est ou non une ville-frontière, il convient d'effectuer un retour sur le concept même de frontière et de ville-frontière. Ces notions ont diverses appréhensions selon les disciplines et selon les auteurs. Avant l'apparition du mot frontière, « pour désigner les contours extérieurs d'un royaume, on utilisait des termes comme “fins”, “bornes”, “metes”, “lisières”, puis à partir de XVI^e siècle, sous l'effet des humanistes, le mot limites tiré du latin. Vers la fin du XVII^e siècle limites et frontière tendirent à se confondre. » (Foucher, 1988 : 53). L'auteur précise que « les frontières d'État peuvent être définies comme les enveloppes de ces sous-ensembles, et plus précisément comme des structures spatiales élémentaires, de forme linéaire, à fonction de discontinuité géopolitique et de marquage, réel, symbolique et imaginaire » (*ibid.* : 29). Pour Reitel *et al.*, « la frontière présente une dimension symbolique et culturelle : elle renvoie à des représentations, à des constructions identitaires qui permettent de dissocier le “nous” des “autre” » (2007 : 2). Cette dimension symbolique et identitaire de la frontière est assez partagée par les spécialistes de la notion. Le philosophe Jean Baudrillard définit lui aussi la frontière en la reliant à la logique du symbole (frontière/espace) et en la rattachant à un espace symbolique qui permet la rencontre de l'autre sans risquer des changements d'identité(s) première(s) (Baudrillard, 2010, cité par Alvir *et al.*, 2013 : 61).

Ainsi, nous retenons de ces définitions que reconnaître une même frontière revient tout d'abord à partager des valeurs socio-historiques communes qui nous renvoient à la question de la nation. De son côté Etienne Balibar estime qu'il ne peut y avoir une seule définition de la frontière car « chaque frontière à son histoire propre » (Balibar, 1997 : 337). Pour comprendre la frontière, l'auteur évoque trois aspects de l'équivocité historique des frontières.

Il s'agit d'abord de leur surdétermination, qui renvoie à l'histoire propre de chaque frontière. C'est ensuite leur polysémie « c'est-à-dire le fait que les frontières n'existent jamais de la même façon pour des individus appartenant à des groupes sociaux différents ». C'est enfin leur hétérogénéité, qui s'explique « par le fait qu'il y a toujours, en réalité, plusieurs fonctions de démarcation, de territorialisation remplies simultanément par les "frontières" entre des manières ou des flux sociaux distincts, entre droits distincts » (*ibid.* : 337). De ce fait, la frontière est une construction sociale ; « elle peut être perçue et vécue différemment : tout dépend de quel côté on se place » (Alvir *et al.*, 2013 : 63). Par ailleurs, étymologiquement le mot vient de « front », qui renvoie à « la ligne de contact d'une armée avec une autre armée adverse. Il délimite donc un territoire, mais un territoire en mouvement » (Lévy *et al.*, 2013 : 412). Toutefois, le front diffère de la frontière par son caractère instable et dynamique.

Ces définitions nous permettent d'aborder la notion de ville-frontière sur laquelle nous travaillons. A entendre l'expression ville-frontière, on se représente pour la plupart d'entre nous un lieu, un espace où la frontière entre deux États est matérialisée. Marie Véronique Martinez, spécialiste de l'histoire militaire, définit la ville-frontière de la manière suivante : « C'est un espace clos qui intègre un lieu de garnison et représente un point d'appui du pouvoir dans une zone à risque » (Martinez, 2006 : 1). Cette définition rend compte de façon exemplaire des différentes batailles qui ont lieu à Konna au fil des siècles. En suivant ici Martinez, on se rend compte qu'une ville-frontière n'est pas forcément une ligne qui sépare deux territoires, tout comme, elle peut s'établir entre deux États, elle peut aussi se manifester à l'intérieur même d'un État. C'est alors une zone privilégiée pour cristalliser les ruptures ou les contradictions qui peuvent exister entre deux ou plusieurs parties.

Olivier Walther avance l'hypothèse selon laquelle les « relations entretenues par les marchés des villes-frontières sont fondées sur une centralité mobile et que par conséquent, les politiques de développement fondées sur des conceptions fonctionnalistes de l'activité économique ne permettent pas d'identifier les logiques circulatoires qui structurent les territoires sahéliens » (Wather, 2007 : 33). L'auteur montre que les contradictions qui sont issues des logiques étatiques, appuyés par les programmes de développement et les acteurs économiques, induisent une forte désarticulation des espaces sahéliens (*ibid.* : 33-34). Les rapports entre les espaces et les groupes qui y vivent, créent des villes-frontières souvent internes, délimitant ainsi une zone aux attributs différents.

De fait, pour notre part, nous parlons de frontières, ni politiques, ni économiques ou douanières, mais d'une localité qui, en tant que telle, semble ériger une partition au sein d'un

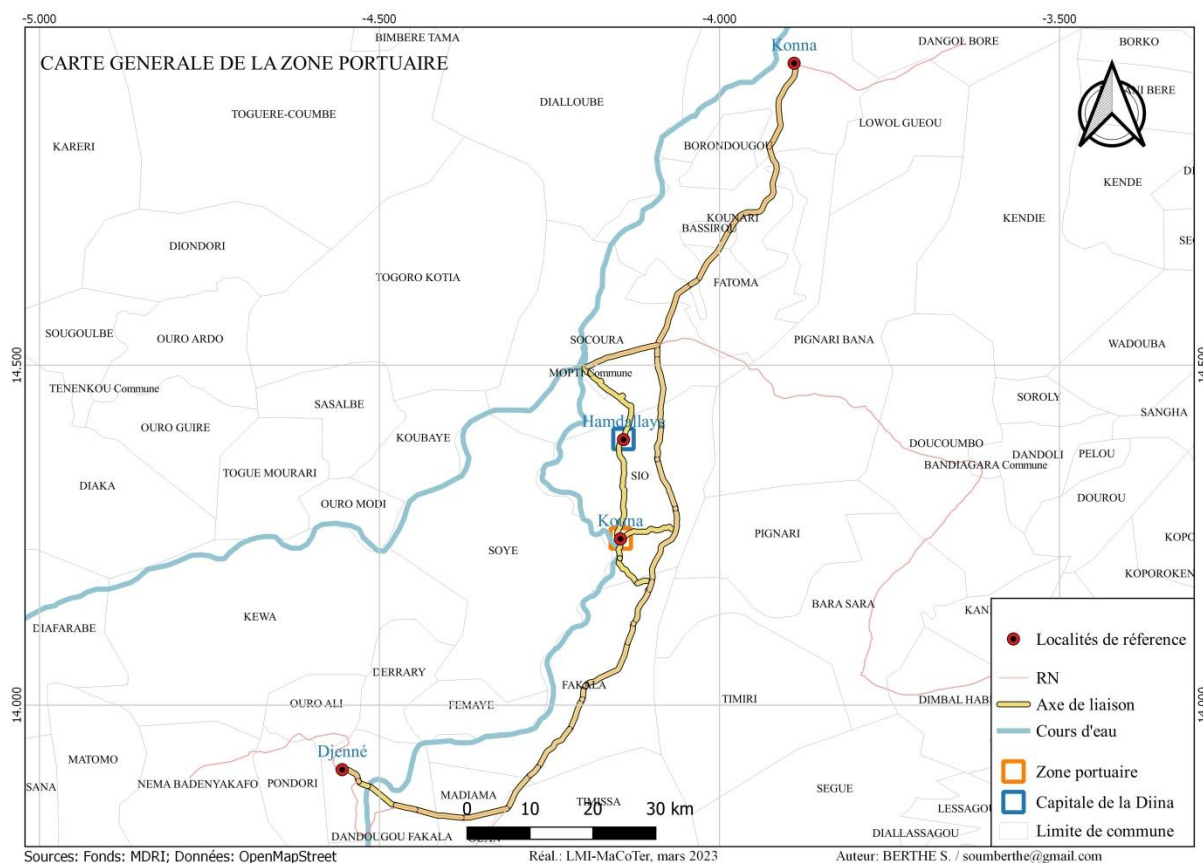
État. Cette partition n'existe pas sur la carte, mais dans les représentations sociales, dans les imaginaires et les comportements de nombre de Maliens. Mais elle charrie aussi une histoire qui, si elle peut être oubliée en tant que récit, porte une certaine mémoire du lieu (ce que la littérature appelle « l'âme d'un lieu »), dont l'histoire est parfois matérialisée par des rituels dont le sens n'est pas explicite. Bien évidemment, considérer que Konna serait une ville-frontière est une forte hypothèse qui sort de l'ordinaire, et qui peut peut-être même heurter, dans une conjoncture où le Mali est menacé de partition. Or, il ne s'agit pas ici de défendre l'idée qu'il faut une frontière, mais d'interroger un imaginaire d'appartenance à une communauté nationale. Le concept d'imaginaire permet, selon l'approche théorique du philosophe Cornelius Castoriadis, de penser la société et l'histoire comme pôles de création originaire (Poirier, 2003 : 388). A partir de Castoriadis, le géographe Nicolas Poirier pense que cet imaginaire doit être envisagé sous deux aspects : « l'imaginaire instituant et l'imaginaire institué. Par imaginaire instituant, il faut entendre l'œuvre d'un collectif humain créateur de significations nouvelles qui vient bouleverser les formes historiques existantes. Et par imaginaire institué non pas l'œuvre créatrice elle-même 'l'instituant', mais son produit 'l'institué' – soit l'ensemble des institutions qui incarnent et donnent réalité à ces significations, qu'elles soient matérielles [...] ou immatérielles [...] » (*ibid.* : 388). Ainsi, dans l'imaginaire, cette frontière hors de la carte s'est pendant longtemps manifestée à Konna à travers l'affrontement de différentes expéditions militaires. On l'a vu précédemment, Konna a été et est encore au cœur des enjeux politiques et sociaux de la région. Plusieurs fois, des armées se sont affrontées là pour le pouvoir, la conquête territoriale ou l'obtention de butins et tributs, aboutissant parfois à l'occupation partielle et plus ou moins longue de la localité. Depuis le XVe siècle et la conquête songhay, il semblerait que ce point géographique, qui constitue aussi l'entrée d'une vaste zone écologique particulièrement riche (ce qui explique pour une large part l'enchevêtrement des communautés dans la région), ait été choisi comme espace d'affrontements entre des forces venues essentiellement soit du Nord, soit du Sud. Sur la situation géographique de la localité, le voyageur René Caillé décrivait Konna dans les années 1830, c'est-à-dire à l'époque de la Diina de Sékou Ahmadou, comme étant le premier village du « Pays de Banan » (ou Banandougou), et il évoque son passage à « Cobi » (ou Kobi) sur la rive droite du Bani, avant d'atteindre Konna elle-même (Caillé, 1830 : 250-251). Le Lieutenant de Vaisseau Edmond Caron, envoyé pour une mission exploratoire politico-commerciale en 1889, passe lui aussi devant ce qu'il appelle « Banandougou Kona ou Kari », une localité qu'il décrit comme modeste et entourée d'un rempart, qu'il estime à environ 2 000 habitants (ce qui, en réalité, n'a rien de modeste à l'époque et en fait plutôt une ville). Si

Konna est clairement identifiée et décrite dès le début du XIXe siècle, grâce aux récits publiés de voyageurs occidentaux, il faut remonter deux siècles plus tôt pour retrouver des sources écrites susceptibles d'identifier Konna. C'est en effet le *Tarikh es-Soudan* qui nous renseigne sur la bataille du souverain du Songhay, Sonni Ali Ber, contre le Roi du Mossi au lieu-dit « Djiniki-To'oï, bourg situé près de la ville de Kobi en arrière du fleuve en 1483. La bataille s'engagea en cet endroit et Sonni-Ali vainqueur mit en fuite le roi du Mossi et le poursuivit jusqu'à la limite de ses États sur le territoire desquels il pénétra. » (TS, 1900 [1655] : 115).

La ville de Kobi citée par la chronique et par René Caillé à deux siècles de distance (même si le *Tarikh es-Soudan* fait en réalité référence à des événements qui se sont déroulés dans les années 1480-1490, et qu'il est bien possible que Kobi n'existait pas alors, on peut au moins considérer qu'elle existait deux siècles plus tard et qu'elle correspond très probablement au vieux village actuel de Koubi, situé sur la rive droite non loin de Konna, comme le situe les deux sources. Il n'est pas certain que Konna existait déjà au XVe siècle. Mais le *Tarikh el-Fettach* mentionne la mort de Sonni Ali Ber « dans une localité du pays du Hadjar appelée Konna » (TF, 1913 [1665] : 99). Là aussi, le *Tarikh el-Fettash*, qui évoque l'époque lointaine de la conquête du Songhay, peut être anachronique, puisqu'on sait qu'il a largement été modifié au début du XIXe siècle, sur ordre de Sékou Ahmadou, pour présenter ce dernier comme le 12^e Calife de l'islam (Houdas 1913 ; Nobili et Shahid Mathee, 2015 ; Nobili 2021). En tout état de cause, il y a une probabilité pour que le lieu dont fait allusion le *Tarikh el-Fettash* parlant du « pays du Hadjar », c'est-à-dire la chaîne de massifs du pays dogon, corresponde à l'actuelle ville de Konna.

Au début du XIXe siècle, dans le cadre de l'organisation territoriale de la Diina, c'est Sékou Ahmadou qui créa l'actuelle localité de Konna, en la déplaçant de l'ancien site. Où elle se trouvait près du fleuve, pour des raisons vraisemblablement politiques et religieuses, puisqu'il s'agissait alors de redéfinir les chefferies, mais aussi probablement économiques, en tant que ville contrôlant la porte du Masina en matière commerciale. Ce déplacement a probablement eu lieu autour de 1820, à l'instar de nombreux autres planifiés par le régime de Hamdallahi. Comme le souligne l'historienne Bintou Sanankoua, l'éloignement des « localités du Niger et du Bani, les deux axes du commerce du delta du Niger, eurent lieu dans les trois premières années qui ont suivi la victoire de Nukuma » (Sanankoua, 1990 : 68). Selon notre analyse, ce déplacement au temps de la Diina sur un site non inondable permettait de mieux organiser le commerce. De fait, Konna constituait la porte d'entrée et de sortie de l'ensemble portuaire commercial qui allait de Kouna, le port de transit de Djenné sur le Bani, à Konna, en passant

par la ville de l'actuelle Mopti, qui portait alors le nom de Saçan (ou Sasan) (Caillé, 1830 : 249). En effet, Mopti, particulièrement bien située à la croisée du Bani et du Niger, était un important centre commercial entre Tombouctou et Djenné, c'est pourquoi après la bataille de Noukouma « Le noyau initial de Mopti a été déplacé du lieu-dit Charleville à Geembé pour mieux contrôler le trafic commercial avec Jenne et Tombouctou » (Sanankoua, 1990 : 68).



Une observation paraît évidente en croisant des récits et sources écrites que nous disposons. La localité de Konna a une signification importante pour les belligérants qui s'y rencontrent pour faire la guerre, mais aussi pour marquer leur autorité. Avec la victoire des Toucouleurs sur les Peuls du Macina, Konna apparaît comme une ville-frontière qui « verrouille » le passage entre le nord et le sud, et non plus seulement comme une ligne de front. Tous ces événements ci-dessus montrent que Konna est une ville incontournable pour les différents pouvoirs qui se succèdent dans la zone. Tidjani établit à Konna une garnison avec comme chef un certain Bocar Moussa, qui représentait son autorité dans la localité (Caron, 1891 : 217). Cela prouve à suffisance l'attachement de Tidjani à cette zone où se tenait un important marché.

Ce phénomène répétitif des batailles qui se déroulent à Konna, et ce jusqu'à nos jours en 2013, témoigne de l'importance stratégique de la localité, qui reste incontestablement l'un des

lieux qui a toujours intéressé les pouvoirs régionaux. Tout au moins jusqu'à la colonisation, puisque Konna deviendra alors le chef-lieu de canton du Banandougou de seconde importance pour l'administration coloniale, statut modeste qui sera reconduit et même accentué par l'administration malienne, laquelle en fera un simple chef-lieu d'arrondissement.

Ainsi, nous avançons l'idée selon laquelle, nous sommes là devant une localité qui, n'a cessé d'être remodelée au fil des pouvoirs qui se sont succédés dans la région, précisément parce qu'elle apparaît comme une sorte de point de rupture pour les hégémonies politiques qui se sont succédé dans la région. A Konna, en octobre 1492, un conquérant nommé Sonni Ali Ber, « qui se trouvait à ce moment dans une localité du pays de Hadjar appelé Konna, périt le jour même, frappé par Dieu d'une mort soudaine » (*TF*, 1913 [1665] : 98)⁶³. A Konna encore, en mars 1864, la Diina prend le pas sur les Toucouleurs, avant que la situation ne s'inverse quelque mois plus tard et ne donne une victoire définitive à Tidjani (Sissoko, 1937 : 143-145 ; Holder, 2001 : 374-377). A Konna toujours, en janvier 2013, l'armée malienne appuyée par les forces françaises met en déroute la coalition djihadiste qui avait pris la ville une semaine avant et qui menaçait de descendre au sud. De ce fait, si la frontière entre sud et nord fut longtemps oubliée par la population, d'autant que la Diina aura mis en place un nouveau système d'administration qui redécoupa la région selon une carte économique et politique qui faisait rupture avec l'ancien régime, réaménagement qui sera repris en grande partie par le califat de Bandiagara fondé par Tidjani, et quelques années plus tard, par l'administration coloniale. Plus d'un siècle après, on voit que Konna matérialise toujours cette frontière, non plus entre deux territoires, mais intérieure, qui sépare symboliquement le pays en deux parties tout au moins dans imaginaires collectif de nombre de Maliens.

Il faut comprendre qu'à partir de la région de Konna, bien que l'écologie, l'économie et la culture soient continuïm (Thiam, 2015) on constate quand même des partitions. Au-delà de cette ligne, on observe une sorte de mutation des paysages, des activités économiques, des modes vestimentaires... Passé Konna, la savane dite saharienne fait son apparition, accentuant une économie pastorale d'autant plus nécessaire que les pâturages sont rares. Les sentiments

⁶³ Si les toponymes sont difficiles, voire impossibles à identifier 500 ans plus tard, on peut tout de même poser l'hypothèse de Konna, même si l'on sait que le *Tarikh el-Fettash* a largement été réécrit sous Cheikou Ahmadou. A cet égard, le *Tarikh es-Soudan*, qui lui n'a pas été repris au XIXe siècle, fournit plus de précisions sur la fin de Sonni Ali Ber, même s'il est quasi impossible savoir exactement où les événements se sont passés. La chronique précise en effet qu'il mourut en revenant « de son expédition du Gourma dans laquelle il avait guerroyé contre les Zeghrâni et les Foulâni et les avait combattus. En arrivant dans le pays de Gourma, au moment du retour, il fut emporté en route par un torrent appelé Koni et périt par la volonté du Tout-Puissant, le 15 du mois de moharrem, le premier des mois de l'année 898 (6 novembre 1492) de l'hégire » (*TS*, 1900 [1655] : 116). La référence au « pays du Gourma » semble néanmoins confirmer que Sonni Ali Ber serait bien décédé dans la région de l'Hadjar, c'est-à-dire les massifs du pays dogon.

d'appartenance exprimés par les uns et les autres à Konna et à Bamako témoignent, de façon inconsciente de cette séparation spatiale, à travers des qualificatifs comme « Nordistes » ou des expressions comme « ceux de là-bas ». Quant à Konna, à l'exception du chef-lieu de commune.

CHAPITRE VI : Sentiment d'appartenance territoriale, linguistique et culturelle des habitants de Konna

Ce dernier chapitre de ce mémoire portera sur l'étude du sentiment d'appartenance des habitants de Konna au lendemain de la guerre de 2013. Nous montrerons également la méfiance qui s'est instaurée entre les communautés et les ruptures de la cohésion sociale causées par le phénomène djihadiste qui s'est développé dans la zone.

Le sentiment d'appartenance à diverses connotations en fonction des travaux consacrés sur l'identité. De façon générale Philippe Blanchet et Michel Francard définissent le sentiment d'appartenance comme « la conscience individuelle de partager une (ou plusieurs) identité(s) collective(s) et donc d'appartenir à un (ou plusieurs) groupe(s) de référence dont l'individu a intégré un certain nombre de traits identitaires (valeurs, modèles comportementaux et interprétatifs, emblèmes, imaginaire collectif, savoirs partagés, etc.) » (Blanchet et Francard, 2003 : 1).

Il est employé pour parler de plusieurs sentiments d'identités. Dans cette partie nous l'utilisons pour évoquer le sentiment d'appartenance territoriale, linguistique et culturel des habitants de Konna. Montrer comment les habitants s'identifier depuis 2013. Selon les auteurs la question du sentiment d'appartenance englobe plusieurs dimensions, mais il reflète avant tout la capacité de l'homme à s'identifier soi-même par rapports aux autres et à définir son appartenance à tel ou tel espace social et géographique. « Les appartenances étant toujours multiples, [...] Une identité se définit toujours par rapport à la fois à soi et à l'Autre et se construit donc *entre* les deux, ou, si l'on préfère, dans les deux en même temps » (Blanchet, 2000 : 99).

VI.1. Sentiment d'appartenance territoriale des habitants de Konna

Dans un contexte de crise pour certains et de post-crise pour d'autres, l'analyse du sentiment d'appartenance territoriale de la population de Konna est cruciale. L'aspect physique de cette contrée présente de multiples caractéristiques. Tantôt elle est ralliée au nord à cause d'une partie de son histoire qui serait liée à Tombouctou ou Tindirma, tantôt au sud, du fait des liens sociaux qu'elle entretient avec cette partie. En s'intéressant à la question, nous nous penchons sur le sentiment d'appartenance des habitants de Konna, parce que les expressions dans les actes quotidiens, traduisent l'existence d'une pluralité de sentiment. Ils sont animés par divers sentiments couronnés par un « sentiment de soi » qui « se construit par le sentiment de

l'existence de l'Autre. Cela implique que le "Nous" collectif se constitue en instituant un autre collectif » (Blanchet et Francard, 2003 : 3).

La crise de 2012 à nos jours a fortement contribué à la cristallisation des discours autour du sentiment d'appartenance des communautés maliennes. Elle semble également créer des cloisonnements entre les différentes communautés, se caractérisant par des prises de positions. Des auteurs ont constaté, cette prise de position des acteurs politiques et de la société civile dès le début de la crise malienne. Doulaye Konaté explique : « Quelle que soit leur position face aux événements, la plupart des Maliens au-delà de leurs différences ethniques, culturelles, politiques et religieuses, partagent une certaine idée du Mali qui est au fondement du sentiment national. La prégnance de ce sentiment national explique sans doute la capacité de résilience dont montrent les populations maliennes dans cette épreuve. » (Konaté, 2013 : 193).

Les habitants de Konna relatent de manière plurielle les relations et les liens sociaux qu'ils entretiennent avec le nord et le sud tout en témoignant leur sentiment d'appartenance territoriale. De prime abord, il ressort des discours de nos enquêtés, qui sont essentiellement de la commune urbaine, un sentiment d'appartenance au Mali très marqué. Toutefois, les uns et les autres, en fonction de leurs liens matrimoniaux et commerciaux se sentent plus proches d'une partie du pays plutôt que l'autre. La plupart de nos interlocuteurs assurent se sentir plus proches du « sud » que du « nord ». Cela s'explique pour plusieurs raisons. Notons que l'identité est non seulement une dynamique mais aussi une incessante série d'opérations qui permet de maintenir ou de corriger un moi où l'on accepte de se situer et que l'on valorise (Camilleri, 1998 : 253). Ainsi, c'est tout un processus de construction du sentiment de soi qui implique le choix d'une personne à s'identifier à telle ou telle identité. Il y a une confrontation d'idées entre ce que les gens de Konna ressentent en termes d'appartenance, et ce que les gens du sud, exemplairement de Bamako, pensent qu'ils ressentent. En d'autres termes, il y a la ville de Konna du point de vue des gens du sud et la ville de Konna du point de vue des gens de Konna elle-même. Un commerçant au marché de Bamako nous disait :

« Konna, c'est le nord. Je n'y suis jamais allé, mais je sais qu'elle appartient au Nord. C'est pourquoi il y a la guerre là-bas. En réalité, dès que tu dépasses Mopti tu es au nord »⁶⁴.

⁶⁴ Issouf Yattara, 29ans, entretien en bamanankan, réalisé le 16/8/2022 à Bamako.

En effet, trois aspects sont essentiels dans la construction d'un sentiment d'appartenance « [...] identifier autrui, s'identifier à autrui, être identifié par autrui, autrui référant ici aussi bien à un groupe de personnes qu'à un individu en tant que membre du groupe visé » (Blanchet et Francard, 2003 : 1). C'est exactement ce que nos interlocuteurs tentent de nous expliquer. Selon Rama Nadio :

« Les gens de Ségou, de Bamako nous aperçoivent comme « des gens du Nord » [koronfè mogow]. Ils disent : « Ne va pas à Konna, Konna c'est le Nord » [Kana ta Konna, konna koni ye nor de ye]. Or, ici nous nous sentons plus proche du Sud. Nous n'acceptons pas qu'on nous traite comme des gens du Nord car nous ne le sommes pas. Nous aimons plus le Sud, mais nous ne pouvons pas refuser le Nord d'autant plus que les gens du Sud nous rattachent au Nord. Mais en réalité, nous sommes entre les deux. En plus le Hayré nous sépare du nord et la majeure partie de nos échanges se font avec le Sud »⁶⁵.

Les majuscules que nous attribuons aux mots « Nord » et « Sud » indiquent combien cette distinction n'est pas d'ordre géographique, mais bel et bien identitaire ? Fatoumata Dicko témoigne également de cette problématique :

« Nous nous sentons plus proche du Sud. Nous n'avons jamais eu le sentiment de ne pas appartenir au sud : la preuve, nous partageons 90 % de nos échanges commerciaux avec Bamako, Sikasso, Mopti : le Sud en un mot. Nos bétails sont vendus vers le Sud, les échanges avec le Nord ne sont pas nombreux. Excepté les foires de Douentza et de Boré que nos jeunes alimentent. »⁶⁶

Ces témoignages indiquent que non seulement les habitants de Konna se reconnaissent plus du Sud que du Nord, mais qu'ils ne veulent pas être affiliés au Nord. Cela se comprend d'une certaine manière par le fait que les rébellions successives ont attribué une forme d'étiquette aux gens du Nord. Mais il faut dire également, pour nuancer les propos de nos interlocuteurs, que le sentiment d'appartenance au Sud et celui de rejet du Nord s'est exacerbé avec la crise sécuritaire, puisque les échanges entre la commune urbaine et les autres localités de la région sont quasi arrêtées, ce qui n'était pas le cas avant que le conflit n'éclate. Un enquêté originaire de Tombouctou affirme à propos de Konna que :

⁶⁵ Rama Nadio, 40 ans, entretien en fulfulde réalisé le 14/09/2022 à Konna.

⁶⁶ Fatoumata Dicko, 38 ans, entretien en fulfulde réalisé le 10/01/2021 à Konna.

« La position géographique lui confère sa notoriété en tant que carrefour commercial, social, économique et culturelle. L'aspect physique de cette contrée présente des caractéristiques écologiques comme les arbres, le sol (sable et granit) qu'on retrouve aussi sur l'ensemble des régions du nord malien. Cette communauté écologique est un déterminant fondamental dans la compréhension de la proximité de Konna aux villes du nord. Avec la crise de 2012, les gens de Konna deviennent comme bloqués, car exprimer sa proximité ou sa préférence pour le nord du pays les placeraient dans une incertitude continue quant à leur « maliennité » effective. Parce que les gens ou les représentations sociales font du Mali réel, l'ensemble des régions à forte dominance mandingo-bambara, qui sont compris comme le sud du pays. Ainsi, la conjonction des facteurs historiques, sociaux et administratifs sont des marqueurs essentiels influant implicitement et explicitement sur le positionnement des gens de Konna suivant les deux blocs régionaux, soit le Nord ou le Sud du Mali. »⁶⁷

Notons que la question du sentiment d'appartenance territoriale trouve son ancrage avec les crises que le pays a connu, au moins depuis les années 1990. Car avant la guerre de 2012 qui s'est développée au nord et celle qui a commencé en 2015 au centre du pays, la problématique de l'appartenance à la nation s'est toujours plus ou moins posée, sauf qu'à Konna le problème n'était pas soulevé. La population semblait avoir de bons rapports avec les représentants de l'État et les élus de la commune. Les fortes mobilisations des Konnois dans les campagnes électorales prouvent à suffisance qu'il n'y avait pas de sentiments ambigus.

En revanche, au-delà de ce qu'affirme notre dernier interlocuteur, selon qui, à cause de la crise les gens de Konna seraient empêchés d'exprimer leurs bons rapports avec le Nord et souhaitent affirmer au contraire leur appartenance au Sud, pour autant que cette appartenance au Sud renvoie à celle du Mali en tant qu'Etat-nation. Pour notre part, nous pensons que si les gens de Konna s'identifient plus au Sud, cela s'explique par le fait que le Sud est perçu comme la partie, mais aussi là où la modernité est développée, grâce la capitale. De plus, comme le relatent nombre de nos enquêtés, les déplacements des populations se font plus vers le sud. Les échanges avec le nord se limitent pour la plupart à Douentza, d'autres acteurs commerciaux acheminent les produits proposés par les commerçants Konnois vers les régions de Gao et Tombouctou⁶⁸.

⁶⁷ Baba Maïga, 32 ans, entretien en français réalisé le 2/12/2022 à Bamako.

⁶⁸ L'étude d'une étudiante du Master SOCDEV sur les circuits commerciaux de Douentza prouve cette affirmation

De fait, la connaissance de la partie méridionale est plus constante.

L'appartenance à tel ou tel espace social dépend précisément du sentiment de l'Autre, d'être effectivement admis comme membre de cet espace et d'être reconnu comme tel par tous. Le sentiment d'appartenance au Mali que nos interlocuteurs ont pour la plupart exprimé est assorti du fait que les échanges commerciaux sont plus importants avec le Sud. On peut évidemment s'interroger sur pourquoi les échanges commerciaux avec le nord sont moins importants ? S'agit-il de la rareté des produits échangeables avec le nord ou encore la dégradation des routes du nord ? A y voir l'état des infrastructures routières qui conduisent aux régions du nord, notre interrogation peut d'une manière avoir sa réponse. Pourtant, pendant longtemps les échanges commerciaux très fluides entre Tombouctou et Djenné passaient par Konna. Notons qu'en outre la dégradation des voies, ce sont les checkpoints des groupes armés (donso et djihadistes), les attaques de bandits armés qui dépouillent les marchands qui se sont développés depuis la crise.

Si ce sentiment d'appartenance au Sud, et donc Mali, est affirmé par certains, notamment au sein de la commune urbaine, d'autres nuancent leur position, parce qu'ils ont des liens directes ou indirectes avec le nord. Mariam Dia et Sékou Maïga rapportent différemment leur sentiment :

*« Je me sens plus proche du Nord car on est mieux considéré là-bas. Quand tu dis à Bamako que tu viens de Konna, on te répond : Konna aaah !, comme si Konna faisait partie d'un autre monde. De ce fait, je considère que j'appartiens à la partie nord du pays. Je vois les sudistes comme les Bambaras différents de nous ».*⁶⁹

*« Je suis originaire de Gao ; donc naturellement, je me sens plus proche du nord. J'ai entendu dire que le nord est très riche en ressources. Je veux que ce pays reste uni, mais en cas d'inévitable séparation, je serai pour le nord qui est la terre de mes ancêtres ».*⁷⁰

A travers ces deux extraits d'entretien, on constate que l'identification se fait aussi en fonction des rapports et des liens qu'on partage avec tel ou tel espace social. Toutefois, en dehors de ces considérations personnelles, qu'elles soient géographiques, historiques ou administratives, sur le plan sociologique, on voit que la région de Konna est et a toujours été un carrefour, avec de profondes continuités avec le nord ou le sud. D'un côté comme de l'autre, nous

⁶⁹ Mariam Dia, 62 ans, entretien en fulfulde réalisé le 08/09/2021 à Konna.

⁷⁰ Sékou Maïga, 31 ans, entretien en fulfulde réalisé le 15/09/2021 à Konna.

retrouvons exactement les mêmes communautés marka, songhay, peul, tamasheq, bozos, bambara, dogon, etc.

Mais du point de vue de l'environnement naturel à partir de Djenné déjà, il commence à varier. Cette variation est d'ordre climatique, car le climat qui prévaut dans la zone est différent de celui du sud. On est là face à l'entrée du Bourgou avec d'autre potentialité économique (élevage, l'agriculture, la pêche etc.).

A l'issue de toutes les questions sur le sentiment d'appartenance territoriale posées à nos enquêtés, une observation nous paraît nette : l'étiquetage de Konna comme une partie nord par les gens du Sud. Il s'agit bien évidemment d'un sentiment populaire propre aux opinions de la rue à Bamako, même si quelquefois, la presse elle-même décrit Konna comme une localité du nord. Pourtant, tout au long de cette étude, nous montrons que Konna est un point qui conjugue le Nord et le Sud. On peut facilement discerner des entretiens, que les Konnois perçoivent les qualificatifs de leurs concitoyens méridionaux comme une stigmatisation. Ainsi, Mamadou Nadio nous dit :

« Le Nord et le Sud son pareils pour moi ; je ne me sens ni proche du Sud ni du Nord. Les deux ont leur valeur et on a les nôtres. Notre propre territoire est le centre où toutes les populations du nord comme du sud se retrouvent. Mais une chose est sûre, nous avons la conviction que nous partageons une même nation qu'est le Mali. »⁷¹

Dans une société plurielle comme celle du Mali, avec une telle diversité culturelle et linguistique, la région de Mopti constitue un continuum sociologique et culturel. Et c'est la raison pour laquelle on peut facilement observer un brassage des communautés et des cultures avec le nord tout comme avec le sud.

VI.2. Qu'en est-il du sentiment d'appartenance culturelle et linguistique ?

Quand on parle d'appartenance culturelle d'une personne, il s'agit de son appartenance particulière, qui détermine l'individu dans sa singularité. Bien que culture et langue soient proches, elles sont différentes. D'après Jean Lafontant, « la liaison entre langue et *culture définie* suppose que la langue d'un individu est le signe de son appartenance à un groupe circonscrit. Or, cette supposition n'est pas vraie dans tous les cas » (Lafontant, 1995 : 229). Le fait d'appartenir à un groupe linguistique ne signifie pas forcément partager la même

⁷¹ Mamadou Nadio, 51 ans, entretien en bamanankan réalisé le 10/09/2021 à Konna.

culture. Le sentiment d'appartenance culturel et linguistique des Konnois est marqué par une forte hétérogénéité. Chaque communauté s'identifie à travers sa culture et sa langue, qui le plus souvent n'a aucun lien avec celles du nord ni du sud. Aminata Diallo rapporte à ce propos :

*« Chaque communauté a sa culture et sa langue ; on peut même parler la même langue sans partager la même culture. Culturellement, le nord a les siennes, le sud aussi. Nous avons aussi, nous avons la nôtre. En revanche, nos coutumes bien que différentes se rapprochent un peu de celle des gens de Ségou, Bamako, Sikasso, en raison des alliances matrimoniales qu'on scelle avec eux. Mais très rarement, nos filles se marient vers le nord. Donc nous n'avons pas de grandes connaissances de leur culture. Linguistiquement à Konna, on est très souvent plurilingue. Si ce n'est pas aujourd'hui chaque Konnois parlait au moins trois à quatre langues (Peul, Bozo, Bambara, Songhay) et quelques notions en dogon. Ainsi nos appartenances culturelles sont un peu plus proches du sud, mais linguistiquement on ne se sent proche, ni du sud ni du nord. De toutes les façons, le Bambara est parlé des deux côtés du pays ».*⁷²

Suivant la même voie Fatoumata Dicko une femme appartenant à la communauté peule ajoute :

*« Aujourd'hui, nous nous sentons plus proches du sud culturellement. Et même en termes de normes sociétales, de valeurs et même dans la célébration des événements, on partage les traditions similaires avec le sud, cela bien avant la guerre. Mais linguistiquement, la population de la région de Mopti est connue pour son plurilinguisme. Ainsi nous parlons certaines langues du nord, telles que le songhay, le tamasheq, tout comme certaines langue du sud, notamment le bambara. Sinon même ici, les groupes n'ont pas la même appartenance culturelle ni linguistique. Chaque groupe à une culture propre à lui. Ici, tu peux trouver un Bozo qui ne parle pas peul tout comme un Peul parler ou pas le nonama [la langue nono]. On interagit, mais chaque communauté à sa particularité ».*⁷³

A suivre nos deux derniers interlocuteurs, on se rend compte que l'appartenance culturelle et linguistique ne sont que des façons d'identifier une communauté. De plus, appartenir à un même pays ou une même région ne suffit pas non plus à justifier une même appartenance

⁷² Aminata Diallo, 40 ans, entretien en fulfulde réalisé le 15/09/2021 à Konna.

⁷³ Fatoumata Dicko, 38 ans, entretien en fulfulde réalisé le 10/01/2021 à Konna.

culturelle et linguistique. Chaque région, société, groupe possède des valeurs culturelles et linguistiques.

Pour notre interlocutrice en particulier, des interactions et des relations interculturelles se manifestent entre les habitants de Konna, qu'ils se sentent du nord ou du sud. Toutefois, ces dynamiques d'interactions n'induisent pas la population de Konna à l'acculturation. Ainsi, si notre compréhension du sentiment d'appartenance culturelle et linguistique est correcte, il fait valoir qu'à Konna on se trouve dans un processus d'appartenance sans préférence d'une région par rapport à une autre. A ce propos Bocar Kampo affirme :

«Aujourd'hui, nous sommes encore plus impacté par le conflit qu'en 2013, l'insécurité est devenue tellement grande qu'on vit avec la peur. Ce n'est plus une question du nord ou du sud mais du Mali qui nous réunit tous. Nous voulons juste la paix, que chaque partie en guerre cesse le feu, et que tous les Maliens se réconcilient, même-si cela paraît difficile car la guerre a entaché beaucoup de liens mais c'est possible, si ensemble, les maliens du nord comme du sud décident de faire la paix pour un meilleur vivre ensemble »⁷⁴

En ces temps de crise, il ne s'agit pas d'avoir le sentiment d'appartenir à telle ou telle partie du territoire, mais de conciliation à travers les actions, entre les parties en conflit, pour une réconciliation nationale. Il ressort des entretiens que la diversité « ethnique » du Mali caractérise la multiplicité culturelle et linguistique. Autrement dit, la pluralité des sentiments d'appartenance n'exclue pas les processus d'emprunt, d'échanges et de réinterprétations entre les sociétés et groupes sociaux. C'est pourquoi Diane Gerin-lajoie estime que : « [...] l'identité ne peut être considérée comme linéaire et figée. Elle représente plutôt un phénomène fluide, fortement influencé par des pratiques sociales imbriquées dans des rapports de pouvoir précis » (Gerin-lajoie, 2014 : 467). Le caractère hétérogène sur le plan culturel et linguistique de Konna semble favoriser cette multiplicité des sentiments d'appartenances. Si nos interlocuteurs reconnaissent des similitudes culturelles, voire transculturelles avec le sud du fait des alliances matrimoniales, les valeurs culturelles propres à chaque groupe semblent bien ancrées, tandis que le sentiment d'appartenance territoriale des Konnois ne converge pas, selon nos enquêtés, avec les représentations sociales que les populations du sud ont d'eux. La culture et la langue étant un leg, les schèmes d'un sentiment d'appartenir culturellement ou linguistiquement avec le nord ou le sud ne se posent pas à

⁷⁴ Bocar Kampo, 48ans, entretien en bamanankan, réalisé le 16/8/2022 à Bamako.

Konna. S'il « n'y a identité que souhaitée, acceptée, assumée » (Blanchet, 2007 : 22), les différentes réponses de nos informateurs, nous permettent d'avancer l'idée que les gens de Konna s'identifient singulièrement vis-à-vis des autres.

On peut s'apercevoir que la mosaïque des cultures et sa prise en compte pour les différentes communautés empêchent l'homogénéité du sentiment d'appartenance culturelle et linguistique à Konna. Certains paraissent avoir clairement l'idée de leur appartenance et d'autres se retiennent de dire qu'ils se sentent plus proches du sud. Mais les discours relatent indirectement leur position. Dans tous les cas, on peut estimer que les liens de Konna avec le nord sont timides ; les relations sont plutôt avec le sud. Cela s'explique selon Aïssa Yalcouyé par le fait que :

*« De par leur proximité avec la capitale favorisée par les routes, les villes comme Douentza et Konna sont le plus souvent assimilables aux villes du sud ».*⁷⁵

Au regard des opinions autour du sentiment d'appartenance des habitants de Konna, on comprend d'une part que la crise malienne a beaucoup impacté le sentiment d'appartenance des uns et des autres et d'autre part que Konna se positionne au Mali comme un carrefour ou mieux un point de conjugaison entre la partie orientale et septentrionale avec une population de grande diversité ethnique. La plupart de nos enquêtés qui se sont prononcés sur le statut de Konna reconnaissent qu'il a joué un rôle incontournable parlant des ruptures de pouvoir dans le passé lointain que récent.

⁷⁵ Aïssa yalcouyé, 26 ans, entretien en bamanankan réalisé le 06/12/2022 à Bamako.

CONCLUSION

Au terme de cette étude focalisée sur le statut de la ville de Konna au Mali et de ce qu'elle a pu constituer dans le passé, nous nous sommes attribué la tâche d'interroger les raisons des batailles qui s'y sont déroulées au fil des époques.

Ce travail s'est avéré d'autant plus intéressant, que le terrain de Konna est pratiquement vierge en ce qui concerne notre thématique. Les entretiens effectués à Konna et ailleurs, nous ont permis d'avoir une bonne connaissance du rôle que Konna a joué de l'époque précoloniale à nos jours. Le Delta central, dominé tour à tour par les trois grands empires que furent le Ghana, le Mali et le Songhay, est connu pour sa diversité socio-économique, mais aussi par la convoitise des puissances attirées par son économie florissante. Ainsi nous pouvons retenir que la récurrence des conflits liés à la conquête territoriale du Delta n'est pas nouvelle. L'histoire de cette localité appelée aujourd'hui Konna témoigne de cette histoire faite de guerres, de conquêtes et de réorganisations politiques majeures par différents acteurs politiques.

L'étude montre que Konna n'a pas fait son entrée avec la guerre de 2013, et si elle n'a certes pas été la capitale d'un empire, d'un royaume ou d'un État islamique, elle a été au cœur des enjeux politiques et économiques de ces grandes formations historiques qui sont apparues dans la région. Quelle qu'en soit la nature ou l'histoire des différentes batailles qui ont animé cet espace géographique depuis des siècles, c'est toujours deux camps d'horizons différents qui se battent pour prendre l'espace de l'autre ou défendre le sien : du nord au sud, si l'on s'en tient aux guerres du XVe siècle ; d'est en ouest, pour ce qui est du XIXe siècle et du conflit entre Peuls du Fouta Toro et Peuls du Macina. On voit là combien Konna a joué un rôle considérable dans les processus de rupture entre certains des pouvoirs précoloniaux.

Mieux documenté, car plus proche et certains mémoires sont encore là pour en témoigner, au temps de la Diina, la localité a occupé une place de choix dans le contrôle du commerce entre Nord et Sud. Konna constituait pour ces deux axes la porte d'entrée et sortie du port de Djenné. La colonisation donne une nouvelle image à la localité, en faisant d'elle un modeste canton de la subdivision de Mopti, qui quand même réputé par sa production agricole et la pêche. Après l'indépendance du Mali, Konna s'efface plus encore en devenant un arrondissement, puis une commune du cercle de Mopti. Alors elle passe pour une zone de seconde main dont l'histoire est désormais quasiment oubliée. En fait, les changements politiques ont eu pour effet, dans de nombreux cas, l'oubli ou l'ignorance totale des réalités géographiques, historiques et sociologiques du pays.

Depuis son indépendance, le Mali fait face à une série de rébellions armées plus ou moins violentes. La récurrence de ces rébellions au nord du pays fait que l'on a étiqueté pendant des décennies ce phénomène comme « le conflit du nord Mali » (*Mali koronfè kèlè*), qu'il faudrait d'ailleurs traduire par « l'est », plutôt que « le nord », puisqu'en bamanankan, « le nord » c'est *kanyaga*, tandis que *koronfè* désigne « l'est » ; là encore, la géographie politique nous induit en erreur, y compris dans nos propres langues. En 2012, le phénomène prend de l'ampleur avec la multiplication des acteurs et atteint le centre du pays au grand dam des maliens. Pendant longtemps, la question de l'indépendance de l'Azawad est restée au cœur de l'enjeu, les trois régions du nord étant considérées comme ce territoire. En avril 2012, le MNLA met en place une offensive et occupe Douentza, d'où il proclame l'indépendance de l'Azawad et fait de cette ville la frontière de cet éphémère territoire (De Bruijn et Sangaré, 2012).

Les principaux résultats obtenus à l'issue de nos entretiens ont permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle Konna est devenu à son tour, en fin 2012, la ligne de front séparant le nord et le sud. En fait, avec la perte des régions du nord en 2012, de nouvelles stratégies pour la sauvegarde du reste du pays étaient à l'ordre du jour, où Konna joua un rôle stratégique avec le stationnement de l'armée malienne en son sein. Elle constituait la dernière localité occupée par l'armée malienne donc l'avant-poste de la principale ville de garnison qu'était Sévaré, ce qui lui confère le statut de ligne de front entre les belligérants. Cette terminologie trouve tout son sens en considérant les réactions nationales et internationales suite à l'occupation de Konna par les groupes armés (Ansar ed-Din, MUJAO et AQMI) en janvier 2013. Le constat est que, malgré la déroute de l'armée au nord, l'espoir d'un Mali un et indivisible était présent, tandis que la perte de Konna apparaissait comme un péril immédiat du pays. Pour preuve, une aide extérieure est tout de suite demandée en vue d'empêcher l'avancée des groupes djihadistes en direction de Bamako. Cette intervention française saluée par beaucoup d'Africains et d'Occidentaux montre que même les forces politiques extérieures avaient sérieusement révisé leur rhétorique (Galy, 2012). La résolution de 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies ne prévoyait aucune intervention au sol de l'armée française. Cette résolution visait plutôt « à mettre sur pied une force d'intervention africaine » (Sow, 2015 : 140). Ainsi, au regard de tous ces événements, nous pouvons déduire que Konna constituait la ligne que l'ennemi ne devait en aucun cas franchir en 2013, au risque de perdre le reste du pays. Ce faisant, la ville faisait ressusciter son vieux statut de ville-frontière entre le Mali et le septentrion, considéré par certains comme un simple arrière-pays. Le retour sur les différents

événements et stratégies militaires qui ont y lieu à Konna, prouve l'hypothèse qu'elle a constitué une ancienne ville de rupture entre les deux parties du Mali actuel, même si la paraît très modeste à la première vue. Cette séparation se manifestait tant sur le plan géographique avec le passage d'un espace sédentaire à un espace mobile et des mutations environnementale et climatique qui s'opère à partir de la région de Konna, que tant sur le plan social et politique des siècles précédentes. Ceci fait de Konna, un lieu où tout se croise et se coupe. Tout de même, les différents systèmes de gouvernance ont conduit pendant longtemps à l'oubli de cette frontière imaginaire.

Au terme de cette étude, il est certain que certains points de l'histoire de la localité restent dans l'ombre. Mais il est évident que Konna marque une sorte de partition entre le nord et le sud, ou plus exactement entre une géographie sahélo-soudanaise, dominée par la culture et la sédentarité, et une géographie sahélo-saharienne, dominée par l'élevage et la mobilité.

Ainsi, l'installation de l'armée malienne à Konna en 2012 et la stratégique ligne de front entre cette dernière et les djihadistes réentérre les souvenirs d'une frontière plus ancienne, qui a joué plusieurs fois des rôles similaire au cours de l'histoire.

Si telle était la représentation sociale des Maliens autour de Konna dix ans en arrière, quels sont qualificatifs avec lesquels on désigne aujourd'hui la ville, confrontée à une occupation djihadiste sur toute la commune, à l'exception du chef-lieu ? Quels types de relations existent entre la population de la commune de Konna et les différents acteurs du conflit : djihadistes, donso, armée ? L'organisation sociale des villages de la commune a-t-elle changé avec l'installation des djihadistes ?

Ces quelques interrogations ouvrent le champ à d'autres investigations pour poursuivre ce que cette étude à commencer et comprendre le phénomène qui s'est propagé dans la zone au lendemain de la libération de Konna.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

ANTHEAUME, Benoît et GIRAUT, Frédéric, 2005, *Le territoire est mort vive les territoires*, Paris, IRD, 384 p.

BA, Amadou Hampâté et DAGET, Jean, 1984 [1962], *L'Empire du Macina*, Paris, Nouvelles Éditions Africaines, 306 p.

BA, Boubacar, 2016, *Crises de gouvernance. Justice transitionnelle et paix durable au Mali*, Bamako, La Sahélienne, 188 p.

BLANCHET, Philippe, 2000, *Linguistique de terrain, méthode et théorie (une approche ethno-sociolinguistique)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

CAILLIE, René 1979 [1830] *Voyage à Tombouctou*, Paris, François Maspero (Journal d'un voyage à Tombouctou et à Jenné, dans l'Afrique centrale, précédé d'observations faites chez les Maures Braknas, les Nalous et d'autres peuples, pendant les années 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 3 vol., Paris, Imprimerie royale).

CARON, Émile, 1891, *De Saint-Louis au port de Tombouktou, voyage d'une canonnière française*, Paris, Augustin Challamel, 376 p.

CIAPIN, Étienne, 2018, *Frontières et populations: territoires, mobilités, voisinages européens*, Université Grenoble Alpes [En ligne, consulté le 10/04/2022. URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01908542>]

CISSE, Moussa, 2015, *D'Aguelhok à Konna : chroniques d'un an de Chaos au Mali*, Saint-Denis, Edilivre, 145 p.

DAHO, Grégory, POUPONNEAU, Florent, SIMÉANT-GERMANOS, Johanna (dir.), 2022, *Entrer en guerre au Mali. Luites politiques et bureaucratiques autour de l'intervention française*, Paris, Rue d'Hulm, 330 p.

DESPLAGNES, Louis, 1907, *Le plateau central nigérien*, Paris, Larose.

DIALLO, Salif, MAGASSA, Hamidou, MORA, Sanchez Manuel, 2015, *La capitale Politique du Mali à Sévaré*, Bamako, Yeredon.

DIARRAH, Aguibou, S., 2021, *Conflits frontaliers Mali-Burkina Faso Ex Haute Volta 1974 et 1985*, Ségou, Yeredon.

ES-SADI, Abderraman ben Abdallah ben 'Imran ben 'Amir, 1898-1900 [1655], *Tarikh es-Soudan (Ta'rîkh al-Sûdân)* de Al-Sa'dî, 'Abd al-Rahmân b. 'Abd Allâh b. 'Imrân b. 'Amir (éd. et trans. O. Houdas), Paris, Ernest Leroux [original rédigé en arabe à Tombouctou en 1655].

FOUCHER, Michel, 1988, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 527 p.

FOUCHER, Michel, 2016, *Le retour des frontières*, Paris, CNRS.

GALLAIS, Jean, 1984, *Hommes du Sahel, Espace-Temps et pouvoirs. Le Delta intérieur du Niger*, Paris, Flammarion, 296 p.

GALLAY, Alain, 2011, *De mil, d'or et d'esclaves. Le Sahel précolonial*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, coll. « Le savoir suisse ».

GALY, Michel (dir), 2013, *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombres*, Paris, La Découverte, 200 p.

GANDOLFI, Alain, 1989, *Les mouvements de libération nationale*, Paris, PUF.

GREMONT, Charles, MARTY, André, AG MOSSA, Rhissa, TOURÉ, Younoussa Hamara, 2004, *Les liens sociaux au Nord-Mali. Entre fleuves et dunes*, Paris, IRAM-Karthala.

GWIAZDZINSKI, Luc, 2005, *La nuit, dernière frontière de la ville*, Paris, l'Aube, 256 p.

HAMARA, Younoussa, 2018, *Le nord Mali. Entre crises et construction de paix*, Bamako, La Sahélienne, 173 p.

HOBBSAWN, Eric, RANGER, Terence (dir.), 2012, *L'invention de la tradition*, Paris, Éditions Amsterdam, 381 p.

HOLDER, Gilles, 2001, *Poussière Ô Poussière ! La cité-État sama du pays dogon (Mali)*, Nanterre, Société d'ethnologie, 510 p.

KÂTI, Mahmoud *et alii*, 1910-1911/1913 [1665], *Tarikh el-Fettach ou Chronique du chercheur (Ta'rîkh al-Fattâsh fî Akhbar al-bullant wa-l-djuyûsh wa-akâbir al-Nâs)*, attribué à Mahmûd Kâ'ti b. El-Hâdj El-Motawakkel (éd. et trad. fr. O. Houdas et M. Delafosse), Paris, Ernest Leroux [original rédigé en arabe par Ibn al-Mukhtâr à Tombouctou vers 1665 et remanié au XIXe siècle].

KONATE, Doulaye (dir), 2013, *Le Mali entre doutes et espoirs. Réflexions sur la nation à l'épreuve de la crise du nord*, Bamako, Éditions Tombouctou, 300 p.

LEFEBVRE, Camille, 2015, *Frontières de sable, frontières de papier. Histoire de territoires et de frontières, du jihad de Sokoto à la colonisation française du Niger, XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions de la Sorbonne [En ligne, consulté le 16 mai 2022. URL – <http://books.openedition.org/psorbonne/36501>]

LEVY, Jacques, LUSSAULT, Michel, 2013, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1127 p.

MAÏGA, Attaher A., 2022, *Entre terrorisme et militaires étrangers : Quels devenir pour l'armée malienne ?*, Paris, Harmattan, 430 p.

MUCCHIELLI, Alex, 1986, *L'identité*, Paris, PUF.

NOTIN, Jean Christophe, 2014, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 400 p.

PAILLE, Pierre, MUCCHIELLI, Alex, 2016, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin (4^e édition), 487 p.

PERROT, Claude-Hélène, FAUVELLE-AYMAR, François-Xavier, 2003, *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 568 p.

SANANKOUA, Bintou, 1990, *Un empire peul au XIXe siècle. La Diina du Maasina*, Paris, Karthala.

SOW, Amadou, 2019, *La geste de Tidjâni. Reconquête omarienne du Macina*, Dakar, L'Harmattan-Sénégal, 312 p.

YATTARA, Almamy, Maliki et SYLVAING, Bernard, 2003, *Almamy. Une jeunesse sur les rives du fleuve Niger*, Paris, Grandvaux, Tome I, 444 p.

YATTARA, Almamy, Maliki, SALVAING, Bernard, 2003, *Almamy. L'âge d'homme d'un lettré malien*, Paris, Grandvaux, tome II, 446 p.

Articles et chapitres d'ouvrages

BEDAUX, Rogier M. D., DEMBELE, Mamadi *et al*, 1994, « L'archéologie entre Bani et Niger » in R.M.D., Bedaux et J. D., van Der Waals (ed.), *Djenné une ville millénaire au Mali*, Leiden-Gand, Rijksmuseum voor Volkenkunde, p.41-53.

BERINGUE, Yves, 2018, « Siradjouba, laboratoire de la gestion des frontières par le Mali », *Égypte/Monde arabe*, Troisième série, Enjeux frontaliers et territoriaux au Sahel et au Moyen-Orient. [En ligne, consulté le 16 Mars 2023, URL_ <http://journals.openedition.org/ema/3994>]

BELHEDI, Amor, 2016, « Les limites en géographie Pertinence et limites d'un concept et d'une pratique » in H., Riahi et A., Hanafi (ed.). *La question des limites en géographie. Structures, dynamiques et enjeux*. Actes du VIII Colloque du Département de Géographie, FLAH, Université de Manouba, 1^{er}-2 mars 2013. [En ligne, consulté le 18/06/2022, URL_ <http://amorbelhedi.unblog.fr>]

BLANCHET, Philippe, FRANCARD, Michel, 2003, « Appartenance (sentiment d' » », in G., Ferréol et G., Jucquois (dir.), *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelle*, Paris, Colin, pp.18-25.

BLANCHET, Philippe, 2007, « L'approche interculturelle comme principe didactique et pédagogique structurant dans l'enseignement/apprentissage de la pluralité linguistique », in O. Maria Diaz, et P. Blanchet (dir.), *Pluralité linguistique et approches interculturelles*, revue Synergies Chili n° 3, GERFLINT/Institut Franco-Chilien, pp. 21-27 (trad. espagnole pp. 28-34). [En ligne. URL : <http://gerflint.fr/Base/chili3/blanchet.pdf>]

BOILLEY, Pierre, 2019 « Nord-Mali : les frontières coloniales de l'Azawad », *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, vol. 53, n°3, pp.469-484. En ligne. URL_ <https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1667840>]

BOUARE-TRIANNEAU, Kadidia Nianti, 2013, « Le riz et le bœuf, agro-pastoralisme et partage de l'espace dans le Delta intérieur du Niger (Mali) », *Les Cahiers d'Ouvre-mer*, n°264, pp. 423-444. [En ligne, consulté le 10 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/com/6993>]

BOURGEOIT, André, 2013, « Des Touareg en rébellion », in P., Gonin ; N., Kotlok, et al, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp. 113-129

BROWN, Wiliam, A., 1968, « Toward a Chronology for the Caliphate of Hamdullahi (Māsina) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 8, n°31, pp. 428-434.

CAMILLERI, Carmel, 1998, « Les stratégies identitaires des immigrés » in J.-C. Ruanobarbelan (dir.), *L'Identité*, Auxerre, Sciences humaines, pp. 253-257.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, 2005, « Histoire et perception des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle », *Des frontières en Afrique du XIIe au XXe siècle*, Paris, UNESCO, pp. 39-53

CORNEVIN, Robert, 1981, « Questions nationales et frontières coloniales », *Revue française d'histoire d'oultre-mer*, Tome 68, n°250-253, « Etat et société en Afrique Noire », pp. 251-

262. [En ligne, consulté le 18/10/2022. URL : https://www.persee.fr/doc/outre_0300-9513_1981_num_68_250_2298]

COULIBALY, Hawa, LIMA, Stéphanie, 2013, « Crise de l'Etat et territoire de la crise au Mali ». [En ligne, consulté le 5 mars 2022, *EchoGeo*-
https://www.researchgate.net/publication/269899664_Crise_de_l'Etat_et_territoires_de_la_crise_au_Mali]

DE BRUIJN, Mirjam, SANGARE, Boukary, 2012, « La zone frontière avec la supposée « république de l'Azawad »

DE BRUIJN, Mirjam, PELCKMANS, Lotte, SANGARE, Boukary, 2015, « Communicating war in Mali, 2012: On-offline networked political agency in times of conflict », *Journal of African Media Studies*, vol. 7, n°2, pp. 109-128. [En ligne, consulté le 7 juin 2022, URL – https://www.researchgate.net/publication/277134730_Communicating_war_in_Mali_2012_On-offline_networked_political_agency_in_times_of_conflict]

DEMBELE, Mamadi, 1994, « Aperçu historique », in R.M.D. Bedaux, et J.D., Van Der Waals, (ed.), *Djenné une ville millénaire au Mali*, Leiden-Gand, Rijksmuseum voor Volkenkunde, pp. 25-32.

DIAWARA, Mamadou, 1985, « Les recherches en histoire orale menées par un autochtone, ou l'inconvénient d'être du cru », *Cahiers d'études africaines*, vol. 25, n°97, pp. 5-19, [En ligne, consulté le 10 Décembre 2021. URL : http://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1985_num_25_97_2183]

FAY, Claude, 1989, « Sacrifices, prix du sang, “eau du maître” : fondation des territoires de pêche dans le delta central du Niger (Mali) », *Cahier des sciences humaines*, pp. 159-176. [En ligne consulté 30 juin 2022 URL_ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/30753.pdf]

FAY, Claude, 2003, « Conserver, conquérir ou reconquérir le pouvoir. Les chefferies à l'ère démocratique au Maasina (Mali) », in C. H., Perrot ; F.-X., Fauvelle-Aymar (dir.), *Le retour des rois. Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 213-216.

FONTAINE, Philippe, 2007, « Des frontières comme ligne de front : une question d'intérieur et d'extérieur », Paris, PUF, pp. 119-126. [En ligne consulté le 09 décembre 2022, URL- <https://www.cairn.info/revue-cites-2007-3-page-119.htm>]

GALY, Michel, 2013, « Pourquoi la France est-elle intervenue au Mali ? », in M. Galy (dir.), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombres*, Paris, La Découverte, pp. 76-90.

GONIN, Patrick ; KOTLOK, Nathalie, al, 2013, « Le Mali dans le monde », in P., Gonin ; N., Kotlok et al, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp. 299-303.

GREMONT, Charles, 2005, « Comment les Touaregs ont perdu le fleuve : éclairage sur les pratiques et des représentations foncières dans le cercle de Gao (Mali), XIXe-XXe siècles, in M. C., Cormier Salem et al. (ed.), *Patrimoines naturels au sud : territoires, identités et stratégies locales*, Paris, IRD, MNHN, pp. 237-290.

GUYOT, Sylvain, 2015 « Lignes de front : l'art et la manière de protéger la nature », Université de Limoges [En ligne consulté le 12 mars 2022. URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-01242033>]

HOLDER, Gilles, 2013, « Un pays musulman en quête d'Etat-nation », in P., Gonin ; N., Kotlok, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp. 131-157.

HUGON, Philippe, PAGES, Naïma, 1998, « Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone », *Cahiers de l'emploi et de la formation*. [En ligne consulté le 30 juin 2022. URL : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_120327.pdf]

KASSIBO, Bréhima, « Histoire du peuple humain » in J. Quensière (éd.), 1994, *La pêche dans le Delta central du Niger : approche pluridisciplinaire d'un système de production halieutique*, Paris, Karthala, pp. 81-98.

KEITA, Naffet, 2005, « De l'identitaire au problème de la territorialité. L'OCRS et les sociétés Kel Tamacheq du Mali », *Mali-France. Regards sur une histoire partagée*, Bamako/Paris, Donniya et Karthala, GEMDEV, pp. 91-121.

KEITA, Naffet, HENDRICHS, Cheryl, 2017, « Les régimes de sécurité en Afrique : perspectives et défis », CODERSIA, Vol. XLII, n° 3, pp. 3-24.

KIPRE, Pierre, 2003, « De la guerre et de la paix en Afrique », *Afrique contemporaine*, n°207, pp. 133-146. [En ligne consulté le 17 mai 2022 URL : <http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2003-3-page-133.html>]

KLUTE, Georg, 1995, « Hostilités et alliances. Archéologie de la dissidence des Touaregs au Mali », *Cahiers d'études africaines*, n°137, pp. 55-71. [En ligne, consulté le 6 juin 2022, URL – https://www.persee.fr/doc/cea_0008-0055_1995_num_35_137_2023]

KONATE, Doulaye, 2013, « Le Mali face à son destin. “Il y a péril en la demeure” » in D., Konaté (dir), *Le Mali entre doutes et espoirs. Réflexions sur la nation à l'épreuve de la crise du nord*, Bamako, Éditions Tombouctou, pp. 193-216.

LAFONTANT, Jean, 1995, « Langues, cultures et territoires, quels rapports? », *Cahiers franco-canadiens de l'ouest*, vol. 7, n° 2, pp. 227-248.

LIMA, Stéphanie, 2005, « La frontière “impossible” ? Espace mobile, frontière et territoire. Le cas de la région de Kayes (Mali) », *Espace, populations, sociétés*, n°2, pp. 277-291. [En ligne, consulté le 6 juin 2022. URL : <https://doi.org/10.4000/eps.3103>]

LIMA, Stéphanie, 2013, « Un Etat faible, des territoires en devenir », in P., Gonin, N., Kotlok et al, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp. 93-111.

MAGASSA, Hamidou, 2021, « Profil ethnographique du peuplement touareg dans le Gourma (Zone de l'Agachar ou Béli) », in A. S. Diarra (dir.), *Conflits frontaliers Mali-Burkina Faso, ex Haute Volta 1974 et 1985*, Ségou, Yeredon, pp. 129-164.

MALE, Salia, 2009, « Les relations à plaisanteries : fondements, fonctions et fonctionnement » *Actes du colloque sous-régional Le rôle des relations à plaisanterie dans la promotion de la cohésion sociale et de la paix dans les pays Ouest-Africains*, ministère de la Culture du Mali, UNESCO, pp. 18-30.

MARTINEZ, Marie-Véronique, 2006, « De la notion de ville-frontière à celle de frontière dans la ville. Le cas de Perpignan au XVIIème siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, n°76, pp. 19-46. [En ligne consulté le 01/12/2022, URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/1362>]

MCINTOSH, Roderick, J., MCINTOSH, Sussan Keech, 1994, « A la recherche du diagramme fondateur de la Djenné préhistorique », in R.M.D., Bedaux et J.D., Van Der Waals (ed.), *Djenné une ville millénaire au Mali*, Leiden-Gand, Rijksmuseum voor Volkenkunde, pp. 54-66.

MIRIBEL, Benoît, 2013, « Enjeux humanitaires au Sahel : l'influence de la crise malienne », in M., Galy (dir), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara ; enjeux et zones d'ombre*, Paris, La Découverte, p.p1 67-185.

NOBILI, Mauro, SHAHID MATHEE, Mohamed, 2015, « Towards a new study on the Târîkh al-Fattâsh », *History in Africa*, vol. 42, pp. 37-73.

OUATTARA, Ladji, 2015, « Frontières africaines 1964-2014. Le défi de l'intangibilité », *La revue géopolitique*. [En ligne, consulté le 4 Novembre 2022 URL – <https://www.diploweb.com/Frontieres-africaines-1964-2014.html>]

PIERMAY, Jean-Luc, 2005, « La frontière et ses ressources : regards croisés », in B., Antheaume et F., Giraut, *Le territoire est mort vive les frontières*, Paris, IRD Éditions, pp. 203-221.

POIRIER, Nicolas, 2003, « Cornelius Castoriadis. L'imaginaire radical », *Revue du MAUSS*, vol. 1, n°21, pp. 383-404. [En ligne, consulté le 15 mars 2023 URL_ <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2003-1-page-383.htm>]

RETAILLÉ, Denis, 1991, « Le contrôle de l'espace: entre territorialité et géographicit  . Les problèmes d'intégration des   tats sahélo-sahariens », in H., Théry (dir.), *L'  tat et les stratégies du territoire*, Paris,   ditions du CNRS, pp. 89-100.

SANA,   ros, 2013, « L'armée malienne, entre instabilité, inégalités sociales et lutte de places » in M., Galy (dir), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombres*, Paris, La Découverte, pp.106-124.

SIMONIS, Francis, 2013, « Récit national et recours au passé :    chacun son Mali », in P., Gonin ; N., Kotlok et al, *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, pp.183-199.

SIERRA, Philippe, 2020, « Les frontières, objet géographique » in P. Sierra, *Frontières*, Paris, Ellipses, pp.15-22.

SISSOKO, Mamadou, 1937, « Chroniques sur El Hadj Oumar et Cheikh Tidjani », *L'  ducation africaine*, vol. 26, n  97, pp. 127-148.

WALTHER, Olivier, 2007, « Villes-frontières et réseaux informels sahéliens (Gaya-Malanville-Kamba) », *Geographica Helvetica*, n  1, vol. 62, pp. 33-42. [En ligne, consulté le 09 Mai 2022 URL – <https://doi.org/10.5194/gh-62-33-2007>]

ZERBO, Yacouba, 1999, « Les relations politiques entre le Mali et le Burkina-Faso de 1983    1985 : les causes du conflit frontalier de décembre 1985 », *Guerres mondiales et conflits contemporains* n  196, « Dossier Afrique : Partenariat international et conflits régionaux », pp. 89-104.

Thèses et mémoires

BARRY, Ibrahima, 1993, « Le royaume de Bandiagara de 1864-1893. Le Pouvoir, le Commerce et le Coran dans le Soudan Nigérien au XIXe siècle », thèse de doctorat d'Histoire, sous la direction d'Emmanuel Terray, EHESS, Paris, 377 p.

BOUARÉ, Kadidia Nianti-Trianneau, 2012, « Dynamiques spatiales et mobilités paysannes : les relations agriculture/élevage dans deux terroirs agro-pastoraux du Delta intérieur du fleuve Niger (Mali) », thèse de doctorat en géographie, sous la direction sous la direction de Hervé Rakoto Ramiarantsoa et de Bénédicte Thibaud, Paris, Université de Poitiers, 354 p.

BOREL, Aude, 2015, « l'intervention serval au Mali : traitement médiatique et modalités de couverture d'une zone de conflit », Mémoire de master, IFP, Université Paris-Panthéon-Assas 166 p.

DIARRA, Zoumana, 2014, « Les mutations de la haute fonction publique au Mali : une contribution à l'étude de la réforme de l'État », Thèse de doctorat en Administration publique, sous la direction de Jean-Charles Froment, Université de Grenoble, 18 mars 2014, 445 pages. [En ligne, consulté le 16/02/2023. URL – <https://theses.hal.science/tel-01058363/>]

KONARE, Dougoukolo Alpha Oumar, 2013, « Fonctions de l'investissement religieux : étude sur une population musulmane malienne », thèse de doctorat en Psychologie, sous la direction de Marie-Rose Moro, Université Paris Descartes, 271 p.

LIMA, Stéphanie, 2003, « Découpage entre espaces et territoire : fin des limites ? Fabrique des territoires communaux dans la région de Kayes/ Mali », thèse de doctorant en géographie, sous la direction de Patrick Gonin, Paris, U.R.F des sciences humaines et Arts, Université de Poitiers, 532 p.

SOW, Djiby, 2015, « La légalité de l'intervention militaire française au Mali. Contribution à l'étude du cadre juridique de la lutte armée contre le terrorisme international », Mémoire de droit, sous la direction de Sandy Lamalle, Faculté de droit, Université de Montréal, juillet 2015, 170 p. [En ligne, consulté le 17 octobre 2022. URL – https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/13993/Sow_Djiby_2015_memoire.pdf?sequence=4&isAllowed=y]

Littérature grise

AHMAD, Muhammad B., 2013, « Introduction. Les frontières africaines et la nécessité de les définir », Rapport de la Commission de l'Union Africaine / Département Paix et Sécurité (Programme Frontières de l'Union Africaine), « Délimitation et démarcation des frontières en Afrique », Addis Abeba, Commission de l'union Africaine, pp. 12-24. [En ligne, consulté le 25 Octobre 2021, URL – <https://www.peaceau.org/uploads/au2013-fr-delim-et-demarc-des-frontieres-en-afrique-consid-et-etudes-elec.pdf>

BADUEL, Pierre Robert, 1996, « Le territoire d'État entre imposition et subversion : exemples saharo-sahéliens » in Cultures & Conflits, printemps-été, *L'international sans territoire*, n°21-22, P.26-49, URL_ <https://journals.openedition.org/conflits/53>

BOISARD, Pierre, 2007, « Introduction », [La cohésion sociale. Séminaire 2007, Dossier n°3 du Cerc, pp. 5-17 [En ligne, consulté le 24/09/2022, URL- <https://www.researchgate.net/publication/280812340>

CANTENS, Thomas, RABALLAND, Gaël, 2016, « “Une frontière très très longue, un peu difficile à vivre” : le nord du Mali et ses frontières », *Recherches & Documents*, n°3, février, Fondation pour la recherche stratégique, 45 p. [En ligne, consulté 05 mars 2021, URL – <https://www.frstrategie.org/publications/recherches-et-documents/frontiere-tres-longue-difficile-vivre-nord-mali-2016>

DONALDSON, John, 2013 « Unité de Recherche sur les Frontières Internationales (IBRU) Département de Géographie de l'Université de Durham Royaume-Uni », Rapport de la Commission de l'Union Africaine / Département Paix et Sécurité (Programme Frontières de l'Union Africaine), « Délimitation et démarcation des frontières en Afrique », Addis Abeba, Commission de l'union Africaine, pp. 25-33 [En ligne, consulté le 25 octobre 2021 URL – <https://www.peaceau.org/uploads/au2013-fr-delim-et-demarc-des-frontieres-en-afrique-consid-et-etudes-elec.pdf>

DIDR, 2021, « Mali : la ville de Konna (cercle et région de Mopti) », Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), Division de l'information, de la documentation et des recherches, 5 mars 2021, 9 p. [En ligne, consulté le 09 Mai 2021 URL –

https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/ofpra_flor_a/2103_mli_konna_151751_web.pdf]

FIDH, 2018, « Centre Mali : les populations prise au piège du terrorisme et du contre-terrorisme », Rapport, Fédération internationale pour les droits humains, 20 novembre 2018.

[En ligne, consulté le 09 Mai 2021 URL –

<https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/mali/centre-mali-les-populations-prises-au-piege-du-terrorisme-et-du>]

OKUMU, Wafula, 2013 « Les objectifs et les fonctions des frontières internationales avec référence spécifique à l’Afrique », *Délimitation et démarcation des frontières en Afrique*, Addis Abeba, Commission de l’Union Africaine, pp. 36-62.

ROETMAN, Tim Jan, MIGEON, Marie et DUDOUET, Véronique, 2020, « Les groupes armés salafi-djihadistes et la (dés)escalade des conflits. Le cas d’Ansar Dine au Mali », Rapport The Berghof Foundation, 26 mars 2020. [En ligne, consulté le 05 avril 2021 URL – <https://berghof-foundation.org/library/les-groupes-armés-salafi-djihadistes-et-la-désescalade-des-conflits-le-cas-dansar-dine-au-mali>]

SAMBE, Bakary, 2012, « Crise malienne : origines, développement et répercussions dans la sous-région », Fondation Konrad Adenauer, Rapport du Bureau de la Fondation au Sénégal et en Gambie. [En ligne, consulté le 13 mars 2021 URL –

https://www.kas.de/documents/252038/253252/7_dokument_dok_pdf_33096_3.pdf/587ab8a3-5734-4176-97ec-a49a80890ab5?version=1.0&t=1539656321400]

THIAM, Adam, 2017, « Centre du Mali : enjeux et dangers d’une crise négligée », Genève, Centre pour le dialogue humanitaire. [En ligne, consulté le 13 mars 2021 URL –

<https://www.acaps.org/sites/acaps/files/key-documents/files/centre-du-mali-enjeux-et-dangers-dune-crise-negligee.pdf>

Archives Nationales du Mali

ANM, « Monographie du cercle de Mopti », Archives nationales du Mali, 1914, ID-49.

ANM, « Rapport agricole », Archives nationales du Mali, 1928, 1R-120.

Articles de presse

AFP, « Ansar Dine veut l'autonomie du nord du Mali et y appliquer la loi islamique », Agence France Presse, le 4 janvier 2013 [En ligne, consulté le 17/10/2022, URL – https://www.lorientlejour.com/article/794813/Ansar_Dine_veut_lautonomie_du_nord_du_Ma_li_et_y_appliquer_la_loi_islamique.html].

CAMILLERI, Carmel, « Les stratégies identitaires des immigrés », *Sciences Humaines*, 1998, pp. 253-257.

GROGA-BADA, Malika, « Mali : la drôle de guerre », le 3 décembre 2012. [En ligne, consulté le 8 août 2022_URL – <https://www.jeuneafrique.com/139151/politique/mali-la-dr-le-de-guerre/>].

HOLDER, Gilles, 2013, « Au Mali, la guerre des islamismes. Propos recueillis par Philippe Bernard », *Le Monde*, 28 janvier 2013. [En ligne, consulté le 12 juillet 2021 URL – <https://www.gitpa.org/web/AFO%20MALI%20%20ISLAMMISMES.pdf>].

TOUCHARD, Laurent, « Mali : retour sur la bataille décisive de Konna », Blog défense paru dans *Jeune Afrique* du 30 janvier 2014. [En ligne, consulté le 5 mai 2021 URL – <https://www.jeuneafrique.com/165872/politique/mali-retour-sur-la-bataille-d-cisive-de-konna/>].

TABLES DE MATIERES

DEDICACE.....	2
REMERCIEMENTS.....	3
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
RESUME.....	5
SOMMAIRE.....	6
INTRODUCTION.....	7
 PREMIERE PARTIE : Cadre théorique et méthodologique.....	16
Chapitre I : cadre théorique.....	17
I.1. Contexte et justification de l'étude.....	17
I.2. Aspect definitionel d'une ville-frontière.....	23
Chapitre II : Méthodologie.....	27
II.1. L'enquête de terrain.....	28
II.2. Les difficultés rencontrées sur le terrain.....	32
II.3. Présentation du milieu d'étude.....	33
 DEUXIEME PARTIE : Le conflit malien, ou le retour du passé militaire de Konna.....	36
Chapitre III : L'installation de l'armée à Konna et la bataille de janvier 2013.....	37
III.1. L'itinéraire de l'armée malienne jusqu' à Konna.....	37
III.2. L'installation de l'armée malienne à Konna : repli ou délitement ?.....	39
III.3.L'offensive djihadiste de janvier 2013.....	42
III.3.1. Le jeudi fatal à Konna.....	44
III.3.2. La prise de Konna : une situation explosive au Mali.....	47

Chapitre IV : La fondation de Konna : jeu et enjeux entre autochtonie et allochtonie.....	51
IV.1. Construction socio-historique d'une ville à l'histoire controversée.....	51
IV.1.1. L'imbrication des identités ethniques.....	53
IV.2. L'instauration d'un pacte mutuel pour une cohabitation harmonieuse.....	59
IV.2.1. L'influence du mythe sur l'histoire.....	59
IV.2.1.1. Le pacte de sang, ou la distribution des fonctions : le pêcheur, le commerçant et le chef.....	60
V.3. L'empreinte politique de la Diina : le déménagement de Konna-hinde à Konna.....	63
IV.4. Archéologie politique d'une géographie cachée de Konna.....	66
IV.5. L'organisation du pouvoir, ou comment contester l'incontestable chefferie.....	70
IV.5.1. La chefferie comme enjeu politique : de la chefferie de canton coloniale au chef de village de l'indépendance.....	72
 TROISIEME PARTIE : Analyse d'une frontière oubliée devenue ligne de front.....	76
Chapitre V : Konna est-elle une ancienne ville-frontière devenue ligne de front ?.....	77
V.1. Quand Konna était déjà le champ de bataille du djihad au XIXe siècle.....	77
V.1.1. Peuls <i>versus</i> Toucouleurs : faire le djihad contre l'État islamique.....	78
V.1.2. Konna : point de rupture de l'hégémonie de la Diina de Hamdallahi.....	79
V.2. Analyse de Konna comme ligne de front.....	83
V.3. Konna, ligne de front ou ville-frontière oubliée ?.....	85
Chapitre VI : Sentiment d'appartenance territoriale, linguistique et culturel des habitants de Konna.....	92

VI.1. Sentiment d'appartenance territoriale des habitants de Konna.....	92
VI.2. Qu'en est-il du sentiment d'appartenance culturel et linguistique ?.....	97
CONCLUSION.....	101
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	104
TABLES DE MATIERES.....	116
TABLES DES PHOTOGRAPHIES.....	118
TABLES DES CARTES.....	119
ANNEXE.....	120
Tables des photographies.....	118
Photographie 1 : Vue de Konna-hinde, d'où l'on aperçoit au loin la localité de Konna.....	53
Photographie 2 : Tessons de poterie sur le site inhabité de Konna-hinde.....	59
Photographie 3 : Vue de la porte du vestibule de la chefferie de Konna.....	62
Photographie 4 : Bras du fleuve Niger au niveau de Konna.....	64
Photographie 5: Vue du Luggaltiw de Konna.....	67

Tables des cartes

Carte de la commune de Konna.....	69
Carte générale de la zone portuaire.....	89

ANNEXE

GUIDES D'ENTRETIEN ELABORE POUR L'ENQUETE DE TERRAIN

I. Guide adressé aux familles fondatrices, notables et religieux à propos de l'histoire de Konna

I.1. Identification

Nom et prénom :

Age et situation matrimoniale :

Sexe :

Statut social :

Lieu de l'enquête :

Lieu de résidence :

I.2. Perceptions des différentes communautés sur l'histoire de Konna

Est-ce que vous connaissez l'histoire de Konna ?

Savez-vous à quelle époque Konna a été fondé ?

Qui en sont les fondateurs ?

Quelles étaient les principales communautés ?

Qui étaient les héros de Konna ?

Est-ce que vous connaissez Kobbi ?

Avez-vous entendu parler de Banandougou ?

Pourquoi Konna s'appelait Korondougou-Konna ?

Est-ce que Konna à des liens avec Djenné ?

I.3. Les raisons du déplacement du site et les batailles qui y ont eu lieu

Où se situe le premier emplacement de Konna ?

Quelles sont les raisons de son déplacement ?

Quelles sont les relations de la localité avec les pouvoirs précoloniaux (Sékou Amadou, Tidjani) ?

A son déplacement le village était constitué de combien de quartier ?

Y a-t-il eu de guerre à Konna avant 2013

Quelles étaient les raisons de ces batailles ?

I.4. Le rapport de Konna avec les pouvoirs colonial et postcolonial

Quel rôle politique Konna a joué pendant la colonisation ?

Quelles étaient les relations de la ville avec le pouvoir colonial ?

De l'indépendance à nos jours quels ont été les liens de Konna avec l'Etat Malien ?

II. Guide adressé aux habitants sur la guerre de 2013

II.1. Identification

Nom et prénom :

Age et situation matrimoniale :

Sexe :

Statut social :

Lieu de l'enquête :

Lieu de résidence :

II.2. L'installation de l'armée à Konna

Quand est-ce que l'armée malienne s'est installée à Konna ?

Selon vous pourquoi elle s'est installée à Konna ?

Que représentait Konna en 2012-2013 ?

II.3. Discours des habitants de Konna sur guerre de Konna

Parlez-moi de la guerre de Konna ?

a. date, lieu,

b. Personnages militaires, djihadistes, autres,

c. Avez-vous vu des armes,

En quelle date les menaces d'attaque ont commencé ?

Quand avez-vous entendu les premiers tirs ?

Comment s'est déroulée la guerre ?

Que faisiez-vous ce jour-là ? Quelle a été votre réaction ?

Pouvez-vous raconter un fait auquel vous avez directement assisté ?

Que savez-vous des positions de l'armée malienne ?

Pensez-vous qu'elle avait les moyens de faire face aux ennemis ?

Qu'est ce qui a été leurs faiblesses ?

Avez-vous été impacté par la guerre ?

II.4. Sentiment d'appartenance territoriale et linguistique des habitants

Où vous vous positionnez dans le pays ?

A quel territoire vous sentez appartenir ?

Quels sont vos liens avec le nord ?

Quels sont vos liens avec le sud ?

Linguistiquement vous vous sentez plus proche du sud ou du nord ?

III. Guide adressé à quelques personnes à Bamako sur leur perception de Konna

III.1. Identification

Nom et prénom :

Age et situation matrimoniale :

Sexe :

Statut social :

Lieu de l'enquête :

Lieu de résidence :

III.2. Konna du point de vue des habitants de Bamako

Connaissez-vous Konna ?

Quelle est votre perception de la ville de Konna ?

Que représente Konna pour vous ?

Selon vous le nord commence à partir d'où ?

En quittant le sud pour le nord est ce que vous constater un changement environnement ?

Sentez-vous toujours au Mali après Konna ?